



METROPOLE DE LYON

Délégation Urbanisme et Mobilités

Direction du Foncier et de l'Immobilier

Unité Expertise

20 rue du Lac

69505 LYON CEDEX 03

Secteur Guilloux Mouche à Saint-Genis-Laval (69)

Etude historique et de vulnérabilité

Démarche de gestion des sites et sols pollués – avril 2017

Prestation globale : INFOS selon la norme NF X 31-620-2

N° de mission : A534190327

Date : 31/01/2022



APAVE SUDEUROPE SAS

Environnement

Sites & Sols Pollués (SSP)

4 chemin du Ruisseau – Bâtiment B

69130 ECULLY

Tel : 07 72 32 52 52 / Fax : 04 72 18 07 50

Les prestations d'étude, d'assistance et de contrôle (domaine A) relatives aux sites et sols pollués Apave SA sont certifiées LNE suivant le référentiel de certification de service des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués. Plus d'information sur www.lne.fr

METROPOLE DE LYON

Délégation Urbanisme et Mobilités
Direction du Foncier et de l'Immobilier
Unité Expertise
20 rue du Lac
69505 LYON CEDEX 03

A l'attention de Julien CORREA

Secteur Guilloux Mouche à Saint-Genis-Laval (69)

Etudes historique et de vulnérabilité

Démarche de gestion des sites et sols pollués – avril 2017

Prestation globale : INFOS selon la norme NFX 31-620-2

N° de mission : A534190327

Version	Date	Chef de Projet	Superviseur
		Lucile PETITPREZ	Christophe VERRAEST
1	31/01/2022		



Apave SUDEUROPE SAS

Environnement

Sites & Sols Pollués (SSP)

4 chemin du Ruisseau – Bâtiment B

69130 ECULLY

Tel : 07 72 32 52 52 / Fax : 04 72 18 07 50

Les prestations d'étude, d'assistance et de contrôle (domaine A) relatives aux sites et sols pollués Apave SA sont certifiées LNE suivant le référentiel de certification de service des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués. Plus d'information sur www.lne.fr

SOMMAIRE

SYNTHESE TECHNIQUE ET CONCLUSION	5
SYNTHESE NON TECHNIQUE	7
CHAPITRE 1 : CONTEXTE, OBJECTIFS ET PERIMETRE.....	8
1.1. CADRE, OBJECTIFS ET PERIMETRE	8
1.2. REGLEMENTATION, REFERENTIELS ET GUIDES METHODOLOGIQUES	8
CHAPITRE 2 : PRESTATIONS ANTERIEURES SITES ET SOLS POLLUES	9
CHAPITRE 3 : SITUATION GEOGRAPHIQUE	9
CHAPITRE 4 : VISITE DE SITE (A100).....	11
4.1. VISITE DU SITE ET DE SES ABORDS	11
4.2. RESULTATS DES EVENTUELLES MESURES EFFECTUEES SUR LE SITE OU/ET SES ABORDS	11
4.3. PROPOSITIONS D’ACTIONS SUR LES EVENTUELLES SUITES A DONNER	11
CHAPITRE 5 : ETUDES HISTORIQUE DOCUMENTAIRE ET MEMORIELLE (A110)	12
5.1. SOURCES D’INFORMATIONS	12
5.2. CLASSEMENT REGLEMENTAIRE ET IDENTIFICATION DU SITE SOUS BASIAS-BASOL OU SIS	14
5.3. CONTEXTE INDUSTRIEL ET PASSIF ENVIRONNEMENTAL AUX ABORDS DU SITE	14
5.4. HISTORIQUE DU SITE	17
5.4.1. Photographies aériennes historiques.....	17
5.4.2. Plans historiques du site	23
5.4.3. Suspicion d’engins pyrotechniques.....	25
5.4.4. Périodes principales historiques et données administratives techniques et environnementales associées	26
5.5. SOURCES DE POLLUTION POTENTIELLES DES SOLS SUR LE SITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
CHAPITRE 6 : ETUDE DE VULNERABILITE (A120)	29
6.1. SOURCES D’INFORMATIONS CONSULTEES	29
6.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE	29
6.3. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE	31
6.4. CONTEXTE HYDROLOGIQUE	34
6.5. CONTEXTE METEOROLOGIQUE	36
6.6. PATRIMOINE NATUREL	36
6.7. OCCUPATION DES SOLS DANS L’ENVIRONNEMENT RAPPROCHE DU SITE.....	36
6.8. SYNTHESE SUR LA VULNERABILITE ET SENSIBILITE DES MILIEUX RETENUS	38
CHAPITRE 7 : SCHEMA CONCEPTUEL PRELIMINAIRE	39
7.1. ACTIVITES ET SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES IDENTIFIEES	39
7.2. IDENTIFICATION DES VECTEURS DE TRANSFERT	39
7.3. IDENTIFICATION DES CIBLES ET/OU ENJEUX A PROTEGER	39
CHAPITRE 8 : EVALUATION DES INCERTITUDES	41
CHAPITRE 9 : PRECONISATIONS EVENTUELLES SUR LES SUITES A DONNER	42
LISTE DES ANNEXES	46

Liste des figures

Figure 1 : Localisation du site (périmètre prestation) (Cadastre / Carte topographique IGN / Photographie aérienne Source Géoportail).....	10
Figure 2 : Localisation des sites BASIAS/BASOL à proximité du site d'étude (source Infoterre)	16
Figure 3 : Localisation des zones sources de pollution.....	28
Figure 4 : Formations géologiques au droit du site (source Infoterre)	30
Figure 5 : Contexte hydrogéologique (source Infoterre)	32
Figure 6 : Contexte hydrologique dans l'environnement rapproché du site (Source Infoterre).....	35
Figure 7 : Schéma conceptuel « SUR SITE » – stade préliminaire	41

Liste des tableaux

Tableau 1 : Identification et localisation du site d'étude	8
Tableau 2 : Prestations antérieures Sites & Sols Pollués réalisées sur le site d'étude	9
Tableau 3 : Identification du site (périmètre prestation) et de son environnement immédiat avec leurs usages actuels	11
Tableau 4 : Résultats des mesures effectuées sur le site ou ses abords (< 100m)	11
Tableau 5 : Mesures correctives préconisées liées à la protection de l'environnement et de la santé publique.....	11
Tableau 6 : Identification des contraintes pour la réalisation d'investigations	12
Tableau 7 : Tableau d'identification des sources d'informations consultées	13
Tableau 8 : Classement réglementaire actuel du site (ICPE) et/ou historique équivalent et identification BASIAS/BASOL.....	14
Tableau 9 : Inventaire des sites BASIAS et/ou BASOL dans l'environnement rapproché du site d'étude	15
Tableau 10 : Synthèse des observations fournies par les photographies aériennes du site (source géoportail).....	23
Tableau 11 : Plans disponibles sur l'historique du site	25
Tableau 12 : Données sur la présence d'engins pyrotechniques	25
Tableau 13 : Périodes principales du site d'étude – synthèse des données foncières, acteurs, activités associées et environnementales	26
Tableau 14 : tableau de synthèse intégrant les observations réalisées lors de la visite du site (04/01/2022) et les données collectées lors de l'étude historique (photographie visite en annexe) - sources potentielles de pollution des sols retenues	27
Tableau 15 : Identification des usages des eaux souterraines sur site et dans son environnement rapproché.....	33
Tableau 16 : Données hydrogéologiques locales disponibles	34
Tableau 17 : Données hydrologiques.....	34
Tableau 18 : Données météorologiques sur la zone d'étude.....	36
Tableau 19 : Données sur le patrimoine naturel dans l'environnement rapproché du site d'étude (100 m).....	36
Tableau 20 : Occupation des sols dans l'environnement rapproché du site.....	37
Tableau 21 : Milieux retenus et non retenus à l'issue de la prestation A120	38
Tableau 22 : Caractéristiques des conditions futures d'état et d'usage du site base de la synthèse des voies d'exposition préliminaire	39
Tableau 24 : Synthèse des scénarii d'exposition de la population future « SUR SITE » – stade préliminaire	40

Liste des annexes

ANNEXE 1 : PHOTOGRAPHIES REALISEES LORS DE LA VISITE DE SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

ANNEXE 2 : FICHE BASIAS ET DONNEES HISTORIQUES PERTINENTES

SYNTHESE

Scénarios d'exposition potentielle	Inhalation de poussières de sol Contact direct de sol Inhalation de volatils des sols et/ou des eaux souterraines
------------------------------------	---

Préconisations sur les éventuelles suites à donner

Préconisations sur les éventuelles suites à donner	Sur la base des résultats obtenus à l'issue des prestations A100 A110 et A120, il est préconisé des investigations pour caractériser les sources potentielles de pollution des sols identifiées.
Est-il nécessaire de réaliser une prestation A130 selon la norme NFX31-620-2 ?	Oui pour la définition du programme prévisionnel des investigations à réaliser pour la reconnaissance des sources potentielles de pollution des sols identifiées lors de la présente mission.

Archivage - communication

Rapport à joindre aux pièces foncières et réglementaires du site pour assurer la pérennité de sa communication et l'information des partis concernés.

CONCLUSION (et préconisations sur les « suites à donner » le cas échéant)

Trois zones sources potentielles de pollution ont été retenues sur le site :

- ZSP1 : Casse automobile (site ICPE encore en activité)
- ZSP2 : Maisons individuelles (si cuve de fioul pour chaufferie)
- ZSP3 : Remblais de qualité inconnue + stockages sauvages de déchets divers

Suite à donner :

APAVE recommande donc la réalisation d'une phase d'investigations pour lever les incertitudes sur les potentielles pollutions identifiées lors de cette prestation.

En amont des investigations, APAVE recommande de compléter cette étude historique par des visites des maisons individuelles et de la casse automobile.

SYNTHESE NON TECHNIQUE

Dans le cadre d'une étude de cadrage urbain afin d'envisager l'implantation d'une chaufferie urbaine et d'un Centre Technique Municipal au droit d'un ensemble de terrains appartenant à la Métropole et/ou à la Ville de St Genis Laval, la Métropole de Lyon a confié à Apave SUDEUROPE SAS la réalisation d'une prestation INFOS, afin d'identifier les sources potentielles de pollution, élaborer un schéma conceptuel et dimensionner, le cas échéant, les investigations de terrain nécessaires.

L'étude historique a montré que :

- De 1938 à 1965 : Le site est composé de plusieurs maisons en bordure ouest et nord du site. Le reste du site est occupé par des champs.
- En 1973 : Les maisons en bordure ouest sont démolies. L'activité de casse automobile débute avec la présence d'un bâtiment au nord-est.
- 1973 jusqu'au début des années 2000 : Présence de serres horticoles
- 1979 à 2011 : L'activité de casse automobile se développe. Le reste du site est en friche.
- Depuis 2015 : le site est dans sa configuration actuelle.

L'étude de vulnérabilité fait ressortir un milieu sols et eaux souterraines non vulnérable, considérant le type de terrain géologique (formation géologique argileuse) et peu sensible compte tenu des usages en aval (pas d'usages identifiés en aval, présence de puits de particuliers non exclue).

Trois zones sources de pollution ont été retenues sur le site :

- ZSP1 : Casse automobile (site ICPE encore en activité)
- ZSP2 : Maisons individuelles (si cuve de fioul pour chaufferie)
- ZSP3 : Remblais de qualité inconnue + stockages sauvages de déchets divers

Suite à donner :

APAVE recommande donc la réalisation d'une phase d'investigations pour lever les incertitudes sur les potentielles pollutions identifiées lors de cette prestation.

En amont des investigations, APAVE recommande de compléter cette étude historique par des visites des maisons individuelles et de la casse automobile.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE, OBJECTIFS ET PERIMETRE

1.1. CADRE, OBJECTIFS ET PERIMETRE

Dans le cadre d'une étude de cadrage urbain afin d'envisager l'implantation d'une chaufferie urbaine et d'un Centre Technique Municipal au droit d'un ensemble de terrains en projet d'acquisition ou appartenant à la Métropole de Lyon et/ou à la Ville de St Genis Laval, la Métropole de Lyon a confié à Apave SUDEUROPE SAS la réalisation d'une prestation INFOS, afin d'identifier les sources potentielles de pollution, élaborer un schéma conceptuel et dimensionner, le cas échéant, les investigations de terrain nécessaires.

Les caractéristiques du site, objet de ce rapport, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Secteur Guilloux Mouche		
Commune / Département	Saint-Genis-Laval (69)		
Surface en m ² (ou ha) site d'étude (périmètre d'intervention spécifique)	Environ 43 000 m ²		
Parcelle(s) cadastrale(s)	BC 4, 153, 154, 155 et 156		
Coordonnées géographiques (LAMBERT 93 centre du site/ source géoportail)	X = 840 784,23 m	Y = 6 511 749,25 m	Z = 186,34 m NGF

Tableau 1 : Identification et localisation du site d'étude

Cette prestation globale codifiée « INFOS » selon la norme NFX31-620-2 correspond à la réalisation d'une visite de site, des études historiques et de vulnérabilité afin d'élaborer un schéma conceptuel et, le cas échéant, un programme prévisionnel d'investigations.

La prestation « INFOS » comporte :

- Une visite de site (A100)
- Une étude historique, documentaire et mémorielle (A110)
- Une étude de vulnérabilité des milieux (A120)

Le présent rapport Apave rend compte des moyens mis en œuvre et des résultats obtenus.

1.2. REGLEMENTATION, REFERENTIELS ET GUIDES METHODOLOGIQUES

Cette prestation a été réalisée conformément :

- à la réglementation en vigueur et notamment le Code de l'Environnement
- à la méthodologie nationale de gestion des Sites et Sols Pollués définie par la note ministérielle et guide du 19 avril 2017
- aux guides méthodologiques nationaux
- à la norme NFX31-620-2 et aux référentiels d'application associés
- aux procédures QSSE Apave.

CHAPITRE 2 : PRESTATIONS ANTERIEURES SITES ET SOLS POLLUES

Le tableau suivant précise, sur la base des données disponibles, si des prestations de services ou des travaux « Sites et Sols Pollués » ont déjà été réalisés dans l'emprise du site d'étude.

Objet	Oui	Non	NC*
Est-ce que le site a déjà fait l'objet d'étude de pollution des sols ? (périmètre foncier partiel ou global)		X	
Est-ce que le site a déjà fait l'objet de travaux de dépollutions ? (périmètre foncier partiel ou global)		X	

*NC : Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 2 : Prestations antérieures Sites & Sols Pollués réalisées sur le site d'étude

CHAPITRE 3 : SITUATION GEOGRAPHIQUE

Cf tableau 1 ci-avant ; le site est localisé et délimité sur la figure ci-après.



Figure 1 : Localisation du site (périmètre prestation) (Cadastre / Carte topographique IGN / Photographie aérienne Source Géoportail)

CHAPITRE 4 : VISITE DE SITE (A100)

4.1. VISITE DU SITE ET DE SES ABORDS

Une visite du site et des ses environs a été réalisée le 04/01/2022.

Les observations réalisées lors de la visite de site sont présentées dans le tableau de synthèse n° 14.

Les photographies réalisées sur le site et ses abords sont présentées **en annexe 2**

Les informations sur l'identification du site et de ses usages sont les suivantes (relevées lors de la visite de site) :

Type / usage(s) actuels	Une activité de casse automobile dans l'angle nord-est du site. Présence d'une construction abandonnée et non terminée en bordure sud de la carrosserie. Des maisons individuelles dans l'angle nord-ouest du site (non visitées) Zones de talus au nord, au centre et au sud du site (friche très végétalisée)
Présence de bâtiments/typologie/aire extérieur	2 bâtiments sur la carrosserie 4 maisons individuelles l'angle nord-ouest du site (non visité)
Conditions d'accès (clôtures et surveillance)	Site clôturé pour la carrosserie Maisons individuelles fermées avec portails Reste du site en friche et accessible à pied
Type de population présente sur le site ou à proximité immédiate (< 100 m)	Site : Travailleurs / Adultes / Personnes sensibles (enfants) Environnement immédiat : Travailleurs / Adultes / Personnes sensibles (enfants)

Tableau 3 : Identification du site (périmètre prestation) et de son environnement immédiat avec leurs usages actuels

4.2. RESULTATS DES EVENTUELLES MESURES EFFECTUEES SUR LE SITE OU/ET SES ABORDS

Le tableau suivant présente les résultats des mesures réalisées, le cas échéant, sur le site ou ses abords (distance < 100 m par défaut) à l'occasion de la visite de site:

Mesures réalisées sur le site ou ses abords le cas échéant	Résultats
Pas de mesures réalisées sur le site	Sans objet
Pas de mesures réalisées dans l'environnement du site	Sans objet

Tableau 4 : Résultats des mesures effectuées sur le site ou ses abords (< 100m)

4.3. PROPOSITIONS D' ACTIONS SUR LES EVENTUELLES SUITES A DONNER

Le tableau suivant précise si, suite aux observations réalisées lors de la visite de site, **il convient de mettre en place** des mesures correctives liées à la protection de l'environnement et à la santé publique.

Observations / Constat d'absence de danger immédiat pour l'environnement et la santé publique	Oui	Non	NC*	Préconisations sur mesures de sécurité ou de protection sanitaire à mettre en œuvre et propositions d'actions correctives
Est-ce que lors de la visite du site, il a été observé des situations nécessitant la mise en place de mesures d'urgences en lien avec l'objet de la prestation ?			X	Une incertitude demeure au droit de la zone de casse automobile (non visitée). Responsabilité de l'exploitant ICPE.
Déchets	X			Présence de quelques déchets sur site (plastique, fût rouillé...). A faire évacuer par les propriétaires des fonciers concernés.
Stockages avec fuites / Rejets liquides			X	Une incertitude demeure sur la présence de cuve de fioul au droit des maisons individuelles au nord et en bordure ouest du site qui n'ont pas pu être visitées.

*NC : Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 5 : Mesures correctives préconisées liées à la protection de l'environnement et de la santé publique

Le tableau suivant précise les contraintes identifiées lors de la visite de site pour la réalisation d'investigations ultérieures :

Contraintes identifiées lors de la visite de site	Oui	Non	NC*	Observations
Zones inaccessibles ? (exploitation, sécurité...)	X			Parcelle BC7 : broussaille Zones de talus au centre du site. Prévoir terrassement pour rampe d'accès et débroussaillage
Zones avec accès limité ? (gabarit, ATEX, épaisseur béton, salle blanche, plancher chauffant...)	X			Zones de talus au centre du site. Prévoir rampe d'accès et débroussaillage
Zones avec réseaux enterrés (type, profondeur...) ?		X		
Zones avec réseaux aériens (type hauteur...) ?		X		
Amiante enrobés		X		
Présence d'engins pyrotechnique		X		

*NC : Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 6 : Identification des contraintes pour la réalisation d'investigations

CHAPITRE 5 : ETUDES HISTORIQUE DOCUMENTAIRE ET MEMORIELLE (A110)

5.1. SOURCES D'INFORMATIONS

Le tableau ci-dessous précise les sources d'informations consultées et les réponses obtenues dans les délais impartis.

Légende code couleur tableau :

IGN (photographies historiques)	Consultation systématique Apave
Préfecture (ICPE ou équivalent)	Consultation systématique Apave selon spécificités du site
Témoignages anciens employés	Consultation Apave via le Donneur d'Ordre

Sources potentielles d'informations	Consultation Apave	Réponses dans les délais impartis	Extraits doc. fournis dans ce rapport	Observations le cas échéant
IGN (photographies historiques)	X	Internet	Oui	
BASIAS	X	Internet	Oui	
BASOL	X	Internet		
SIS	X	Internet		
ARIA (BARPI - accidentologie)	X	Internet		
Archives départementales	X		En annexe	- Demande d'autorisation pour l'ouverture d'un parc de voiture d'occasions et d'épaves en vue de faire de la récupération de pièces du 10/05/1978
ARS	X			

Sources potentielles d'informations	Consultation Apave	Réponses dans les délais impartis	Extraits doc. fournis dans ce rapport	Observations le cas échéant
Préfecture (ICPE ou équivalent)	X		En annexe	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté portant agrément de la société Démolition Saint Génoise pour l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage du 25/06/2017 - Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 05/09/1980 modifié régissant le fonctionnement de la société Démolition Saint-Génoise du 30/07/2014 - Arrêté portant agrément de la société Démolition Saint Génoise pour l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage du 23/06/2006 - Arrêté complémentaire N°DDPP_SPE_2015_12_29_02 actualisant l'ensemble des prescriptions applicables à la société Démolition Saint Génoise du 29/12/2015 - Rapport d'inspection des installations classées du 21/01/2015 et du 26/10/2015 - Arrêté de mise en demeure du 23/02/2015
Propriétaire(s)	Non			La carrosserie et les maisons individuelles au droit du site n'ont pas été visitées à ce stade
DREAL	X		En annexe	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté imposant des prescriptions complémentaires à la société Démolition Saint Génoise du 12/06/2018 - Rapport d'inspection des installations classées du 20/01/2015, 20/05/2015, 15/05/2015 et du 23/05/2018 - Arrêté complémentaire N°DDPP_SPE_2015_12_29_02 actualisant l'ensemble des prescriptions applicables à la société Démolition Saint Génoise du 29/12/2015 - Arrêté de mise en demeure du 23/02/2015 - Porter à connaissance des modifications réalisées sur une ICPE (Installation de stockage, dépollution et démontage de VHU du 18/02/2015 par ICO Environnement) - Arrêté d'autorisation pour la poursuite de l'exploitation des activités de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles du 05/09/1980 - Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral du 05/09/1980 modifié régissant le fonctionnement de la société Démolition Saint-Génoise du 30/07/2014 - Demande d'autorisation pour l'ouverture d'un parc de voiture d'occasions et d'épaves en vue de faire de la récupération de pièces du 10/05/1978
Exploitant actuel	Non			La carrosserie au droit du site n'a pas été visitée à ce stade

Tableau 7 : Tableau d'identification des sources d'informations consultées

Les sites Internet consultés sont notamment les suivants :

- Géoportail : <https://www.geoportail.gouv.fr/>
- Photographies aériennes historiques : <https://remonterletemps.ign.fr/>
- Cadastre : <https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>
- Bases de données BASIAS : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/inventaire-historique-des-sites-industriels-et-activites-de-service-basias/#/>
- Bases de données BASOL : <https://basol.developpement-durable.gouv.fr/>
- Bases de données SIS : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols/donnees/#/>
- Données accidentologie : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/>
- Données sur les risques du territoire : <http://www.georisques.gouv.fr/>

5.2. CLASSEMENT REGLEMENTAIRE ET IDENTIFICATION DU SITE SOUS BASIAS-BASOL ou SIS

Le tableau suivant présente, sur la base des données disponibles, le classement réglementaire actuel et/ou historique du site et précise si celui-ci est identifié ou pas sous BASIAS et/ou BASOL.

Classement réglementaire actuel et/ou historique du site et identification sous BASIAS et/ou BASOL	Oui	Non	NC*	Informations complémentaires synthétiques le cas échéant
Est-ce que le site fait l'objet actuellement d'un classement réglementaire au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ou a fait historiquement par équivalence l'objet d'un classement < Loi1976 (Etablissements Incommodes...)	X			Uniquement parcelles BC4 et BC152 à 156 Année : 1980 Exploitant : Démolition Saint-Génoise (anciennement Sté PENET Frères) Activités : Démantèlement d'épaves, ferrailleur, décharge de pneus usagés Régime de classement (DC/E/A) : Autorisation pour démantèlement d'épaves et décharge de pneus usagés et Enregistrement pour Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usages Rubriques : 38.31Z et 38.41Z
Pour un site qui est actuellement ICPE ou équivalent historique et dans le cadre d'une démarche cessation d'activité, est-ce qu'un dossier réglementaire a été réalisé ?		X		Site ICPE encore en activité
Est-ce que le site est identifié sous BASIAS (emprise foncière partielle ou globale) ?	X			Uniquement parcelles BC4 et BC152 à 156 BASIAS n° : RHA-I-69 00145 Société : Démolition Saint-Génoise (anciennement Sté PENET Frères) (fiche annexe) Activités : Démantèlement d'épaves, ferrailleur, décharge de pneus usagés
Est-ce que le site est identifié sous BASOL (emprise foncière partielle ou globale) ?		X		
Est-ce que le site est identifié comme SIS (emprise foncière partielle ou globale) ? Secteur d'information sur les Sols		X		
Est-ce que le site comprend des restrictions d'usage ou des servitudes liées à la problématique Site et Sols Pollués (emprise foncière partielle ou globale) ?		X		

*Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

BASOL : base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

BASIAS : base de données inventaire des anciens sites industriels et activités de services.

DC : régime de la déclaration ICPE / A : Autorisation / E : Enregistrement

SIS : Secteur d'Information sur les Sols

Tableau 8 : Classement réglementaire actuel du site (ICPE) et/ou historique équivalent et identification BASIAS/BASOL

5.3. CONTEXTE INDUSTRIEL ET PASSIF ENVIRONNEMENTAL AUX ABORDS DU SITE

Le tableau suivant précise si il existe ou pas des sites identifiés sous BASIAS et/ou BASOL ou SIS dans l'environnement rapproché et notamment en amont hydrogéologique (distance de 100m) et éolien du site (contribution à une contamination du secteur).

Passif environnemental dans l'environnement rapproché du site d'étude	Oui	Non	Informations complémentaires synthétiques le cas échéant
Est-ce que l'environnement rapproché (100m) du site comprend un ou des sites BASIAS ?	X		N° : RHA6901604 Nom : SA MAJ ELIS; anc. Société Blanchisseries Réunies loca-linge. Activité : Blanchisserie, teinturerie, Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné, Compression, réfrigération, Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutique Sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines ? : solvants chlorés Position/site : Nord Amont hydrogéologique ? : Amont
			N° : RHA6900142 Nom : Etablissement H GABRIEL. Activité : Traitement et revêtement des métaux, Dépôt de liquides inflammables, Dépôt ou stockage de gaz

Passif environnemental dans l'environnement rapproché du site d'étude	Oui	Non	Informations complémentaires synthétiques le cas échéant
			<p>Sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines ? : solvants chlorés, HCT, métaux Position/site : Nord Amont hydrogéologique ? : Amont</p> <p>N° : RHA6905544 Nom : Sté EIFFAGE Route Centre-Est; anc. Sté GERLAND Routes Activité : Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) Sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines ? : HCT Position/site : Est Amont hydrogéologique ? : Latéral</p> <p>N° : RHA6900135 Nom : Ets LAGRANGE SA; anc. Sté Les Tanneries Lyonnaises Activité : Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues), Fabrication d'appareils électroménagers, Fonderie de métaux légers Sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines ? : HCT Position/site : Sud Amont hydrogéologique ? : Aval</p> <p>N° : RHA6900813 Nom : Ets ROUX Jean Activité : Récupération de déchets triés non métalliques recyclables (chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreaut) Sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines ? : HCT Position/site : Sud Amont hydrogéologique ? : Aval</p>
Est-ce que l'environnement rapproché (100m) du site comprend un ou des sites BASOL ?		X	
Est-ce que l'environnement rapproché (100m) du site comprend un ou des SIS ?		X	

BASOL, base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. BASIAS : base de données inventaire des anciens sites industriels et activités de services – SIS : Secteur d'Information sur les Sols.

Tableau 9 : Inventaire des sites BASIAS et/ou BASOL dans l'environnement rapproché du site d'étude







Figure 2 : Localisation des sites BASIAS/BASOL à proximité du site d'étude (source Infoterre)


5.4. HISTORIQUE DU SITE



5.4.1. Photographies aériennes historiques



Les photographies aériennes du site sont présentées dans le tableau ci-dessous (pour celles qui sont exploitables et non redondantes parmi les disponibles).



Année	Caractéristique du cliché	Observations
1938	 <p>identifiant de la mission C3410-0221_1938_NP9_1118 cliché n°1118 échelle: 1/19950 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 23/09/1938</p>	<p>Présence bâtiments en bordure ouest et nord du site. Le reste du site est occupé par des champs.</p> <p>Les alentours du site sont composés de terrains agricoles exceptés au sud avec la présence de bâtiments au sud du site.</p>
1947	 <p>identifiant de la mission C3031-0381_1947_CDP2746_0200 cliché n°200 échelle: 1/7172 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 20/08/1947</p>	<p>Absence d'évolution sur le site et dans les alentours.</p>

Année	Caractéristique du cliché	Observations
1959	 <p>identifiant de la mission C3031-0571_1959_CDP1592_6577 cliché n°6577 échelle: 1/8200 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 15/06/1959</p>	Absence d'évolution sur le site et dans les alentours.
1962	 <p>identifiant de la mission C3031-0431_1962_CDP1906_6666 cliché n°6666 échelle: 1/8148 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 24/06/1962</p>	Construction d'une maison en bordure nord du site. Les alentours s'urbanisent avec la construction de bâtiments à l'ouest du site et au nord-est.

Année	Caractéristique du cliché	Observations
1965	 <p> identifiant de la mission C3032-0041_1965_F3032_0089 cliché n°89 échelle: 1/25750 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 14/05/1965 </p>	<p>Construction d'une seconde maison en bordure nord du site.</p>

Année	Caractéristique du cliché	Observations
1973	 <p>identifiant de la mission C3032-0311_1973_CDP7475_6076 cliché n°6076 échelle: 1/18718 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 01/01/1973</p>	<p>Démolition des bâtiments en bordures ouest du site. Construction d'un bâtiment au nord est du site(début d'activité industrielle)). Au centre du site, une zone de dépôt potentiels de déblais est visible. Les alentours s'urbanisent notamment à l'ouest, au sud et à l'est.</p>
1979	 <p>identifiant de la mission C2729-0061_1979_IFN42-69_0250 cliché n°250 échelle: 1/17236 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 18/07/1979</p>	<p>Stockage de véhicules (activité de carrosserie) dans l'angle nord-est du site Stockage en bordure sud du site. Présence de serres à l'ouest du site.</p>

Année	Caractéristique du cliché	Observations
1981	 <p>identifiant de la mission CN81000431_1981_FR3300-DIC_2550 cliché n°2550 échelle: 1/10065 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 01/01/1981</p>	<p>Construction de bâtiments complémentaires au droit de la casse automobile. Stockage de véhicules en bordure est du site. Le reste du site est dans la même configuration que précédemment.</p> <p>Pas d'évolution sur les alentours du site.</p>
1990	 <p>identifiant de la mission C90SAA2032_1990_FR4648_0034 cliché n°34 échelle: 1/30879 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 19/07/1990</p>	<p>Pas d'évolution sur le site.</p> <p>Présence d'une zone industrielle à l'est du site et d'habitations collectives et individuelles à l'ouest du site.</p>

Année	Caractéristique du cliché	Observations
1999	 <p>identifiant de la mission CA99S00472_1999_FD69_0023 cliché n°23 échelle: 1/26159 type de cliché: Argentique date de prise de vue: 17/06/1999</p>	<p>Pas d'évolution sur le site. Les serres sont toujours présentes au centre du site.</p> <p>Les alentours continuent de s'urbaniser.</p>
2011	 <p>identifiant de la mission CP11000092_FD69x20_01975 cliché n°1975 échelle: 25 cm type de cliché: Numérique date de prise de vue: 16/04/2011</p>	<p>Construction de maison individuelles en bordure est du site.</p> <p>Les 2 serres à l'ouest du site ne sont plus présentes.</p> <p>Hors site (au sud) : Création d'une aire d'accueil pour les gens du voyage</p>

Année	Caractéristique du cliché	Observations
2015	 <p>Google Earth</p>	Le site est dans sa configuration actuelle. Une construction est visible en bordure sud de la casse automobile.
Synthèse	<p>De 1938 à 1965 : Le site est composé de plusieurs maisons individuelles en bordure ouest et nord du site. Le reste du site semble occupé par des champs et des vergers..</p> <p>En 1973 : Certaines maisons (bordure ouest) sont démolies. L'activité de casse automobile débute avec la présence d'un bâtiment au nord-est.</p> <p>1973 jusqu'au début des années 2000 : Présence de serres horticoles</p> <p>1979 à 2011 : L'activité de casse automobile se développe. Le reste du site est en friche.</p> <p>Depuis 2015 le site est dans sa configuration actuelle.</p>	

Tableau 10 : Synthèse des observations fournies par les photographies aériennes du site (source géoportail)

5.4.2. Plans historiques du site

Le tableau suivant précise quels sont les principaux plans disponibles historiques du site :

Année	Plan	Observations/synthèse
-------	------	-----------------------

M.VSSP0010.121- V9 – version du 29/01/2021

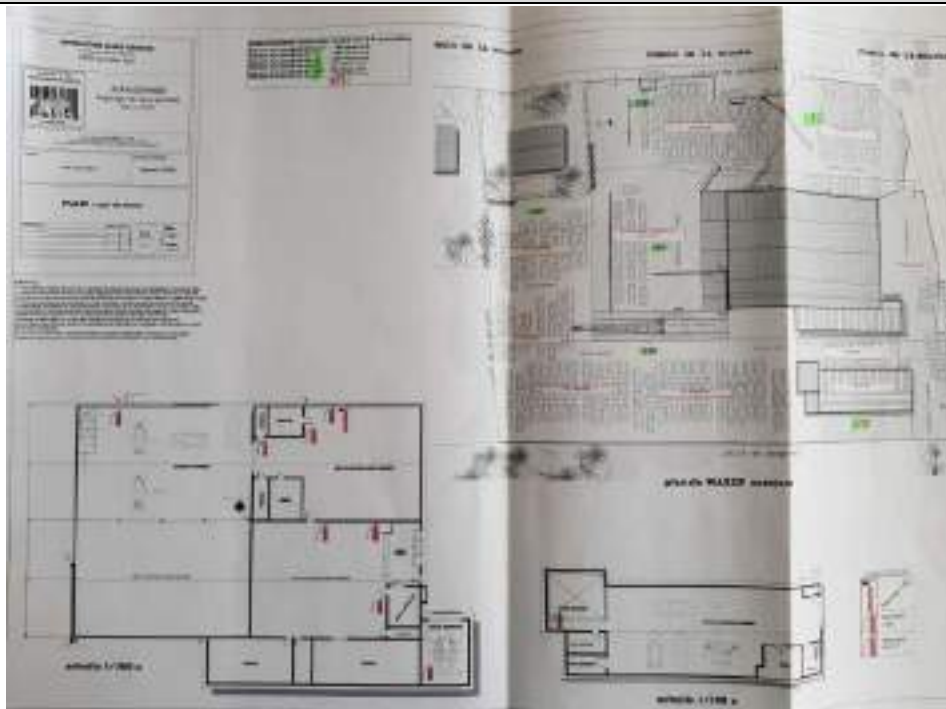
Année	Plan	Observations/synthèse
2015		Plan de masse des installations sur la casse automobile

Tableau 11 : Plans disponibles sur l'historique du site

5.4.3. Suspicion d'engins pyrotechniques

Le tableau suivant précise si dans les données disponibles, il est fait mention d'événements conduisant à suspecter la présence d'engins pyrotechniques :

Evénements conduisant à suspecter la présence d'engins pyrotechniques	Oui	Non	NC*
Photographies aériennes historiques (impacts de bombes...)		X	
Données historiques (site militaire...)		X	
Autres (à préciser...)			
Conclusion : compte tenu des données présentées ci-avant, est-il préconisé de faire réaliser une étude spécifique sur le volet pyrotechnique ?		X	

*NC : Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 12 : Données sur la présence d'engins pyrotechniques

5.4.4. Périodes principales historiques et données administratives techniques et environnementales associées

Le tableau ci-après présente une synthèse des périodes principales du site, les données foncières et les acteurs associées à celles-ci et données environnementales.

PERIODE	EXPLOITANT	PROPRIETAIRE	SURFACES Limites foncières site	ACTIVITES	BATIS INFRA Constructions/Travaux/remblais	ICPE/Classement historique Antériorité réglementaire	PRODUITS Typologie Stockages	EAUX Alimentation Traitement Rejet Réseaux Puisard	AIR Rejets	DECHETS Production stockage traitement	ENERGIE Sources stockages Réseaux	EVENEMENTS Incident Accident Bombardement Epanchage
1980 à aujourd'hui	Démolition Sainte Génoise anciennement Sté PENET Frères		Parcelles 4, 152, 153, 154, 155 et 156 section BC 8875 m²	Casse automobiles	Cf. Photographies historiques	<p>Autorisation pour démantèlement d'épaves et décharge de pneus usagés</p> <p>Enregistrement pour Installation d'entrepasage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usages</p>	<p>Pas de stockage dangereux ni de vieilles ferrailles</p> <p>Aucun véhicule fonctionnant au GPL n'est accepté sauf si les opérations ont été réalisées au préalable par une société spécialisée.</p> <p>Les carburants sont récupérés par aspiration et placés séparément dans des jerricans de 20L sur rétention.</p> <p>Les huiles usagées de moteurs sont retirées et stockées dans une cuve aérienne PEHD double paroi de 3000L.</p> <p>Les huiles hydrauliques (frein, boîtes de vitesse..) sont retirées dans des récupérateurs mobiles puis stockées dans les cuves d'huiles usagées sous abri sur bac de rétention.</p> <p>Liquide de refroidissement est récupéré et stocké dans une cuve PEHD aérienne double paroi de 3000L à proximité de l'atelier.</p> <p>Le lave glace est extrait par pompe aspirante dans des bidons pour être réutilisé dans les véhicules de service de la société.</p>	<p>1978 : l'établissement n'est pas branché au réseau public</p> <p>AP du 05/09/1980 modifié par complémentaire du 30/07/2014: les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptible d'être polluées notamment par ruissellement sur les aires d'entrepasages, les voies de circulation, aires de stationnement de chargement et de déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositif adéquat (débourbeur- déshuileur).</p>	<p>1978 : Pas de brûlage nocif.</p> <p>AP du 05/09/1980 modifié par complémentaire du 30/07/2014: Les fluides contenus dans les circuits de climatisation sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont stockés dans une cuve étanche avec niveau de pression contrôlable</p>	<p>Pièces détachées. Zones d'entrepasages pour VHU et pneus usagés. Les pneus usagés sont placés dans une benne de 20 m3.</p> <p>Batteries des VHU sont retirées et placées dans des bacs spéciaux en PEHD étanches d'1m3.</p> <p>Les éléments filtrants (filtres à huiles et carburants) sont récupérés et stockés dans des bacs étanches spéciaux de capacité de 600L puis éliminés par une société agréée.</p>	Non connu	<p>Arrêté de mise en demeure du 23/02/2015</p> <p>Le site est saturé par de nombreux véhicules bloquant les voies de circulation pour les services incendie et de secours</p> <p>Le seuil de 40 épaves automobiles en attente de démontage n'est pas respecté</p> <p>Les VHU dépollués ne sont pas évacués le même jour vers un centre de destruction</p> <p>La société n'a pas prévu de confinement permettant de retenir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux pour les incendies afin que celles-ci soient récupérées ou traiter en cas de pollution des sols, égouts, ou milieu naturel</p> <p>D'après le fiche BASIAS, une plainte pour débordement de la casse sur le trottoir avait été déposée</p>

Tableau 13 : Périodes principales du site d'étude – synthèse des données foncières, acteurs, activités associées et environnementales

5.5. SOURCES DE POLLUTION POTENTIELLES DES SOLS SUR LE SITE

Les informations collectées lors de la visite de site (questionnaire...) et de l'étude historique sont présentées dans le tableau de synthèse ci-après et sur la figure suivante.

Désignation /Localisation/ Activités	Risques potentiels pollution sols	Accidents ? Pollution historique ?	Produits utilisés et typologie polluants potentiels	Observations organoleptiques	Profondeurs sources potentielles pollution sols en m/sol	Autres observations Contraintes investigations (accès, nettoyage, structures...) Recommandations <i>Mesures d'urgence</i>	Sources retenues ?
ZSP1 : Casse automobile (Démolition Sainte Génoise)	Oui	Non connu	Métaux, HCT, PCB, COHV, BTEX, HAP	Non visité	2 m (voire plus si migration)	Non connues. Non visité à ce stade	Oui
ZSP2 : Maisons individuelles	Oui si cuve de fioul	Non connu	HCT, BTEX, HAP	Non visité	3 à 4 m (profondeur dépend de la configuration des éventuelles cuves de fioul)	Incertitude sur la présence de cuve	Oui (si cuve de fioul)
ZSP3 : Remblais de qualité inconnue (cf photo historique de 1973 et talus actuel) Stockage de déchets sauvages divers	Oui	Non connu	Métaux, HCT, PCB, COHV, BTEX, HAP	Non	2 à 3 m (voire plus au droit du talus)	Présence de végétation importante et zones de talus. Prévoir un débroussaillage et création d'une rampe d'accès	Oui

NB : *Mesures d'urgence* : désigne les mesures correctives liées à la protection de l'environnement et de la santé publique (suite visite de site A100)

Tableau 14 : tableau de synthèse intégrant les observations réalisées lors de la visite du site (04/01/2022) et les données collectées lors de l'étude historique (photographie visite en annexe) - sources potentielles de pollution des sols retenues

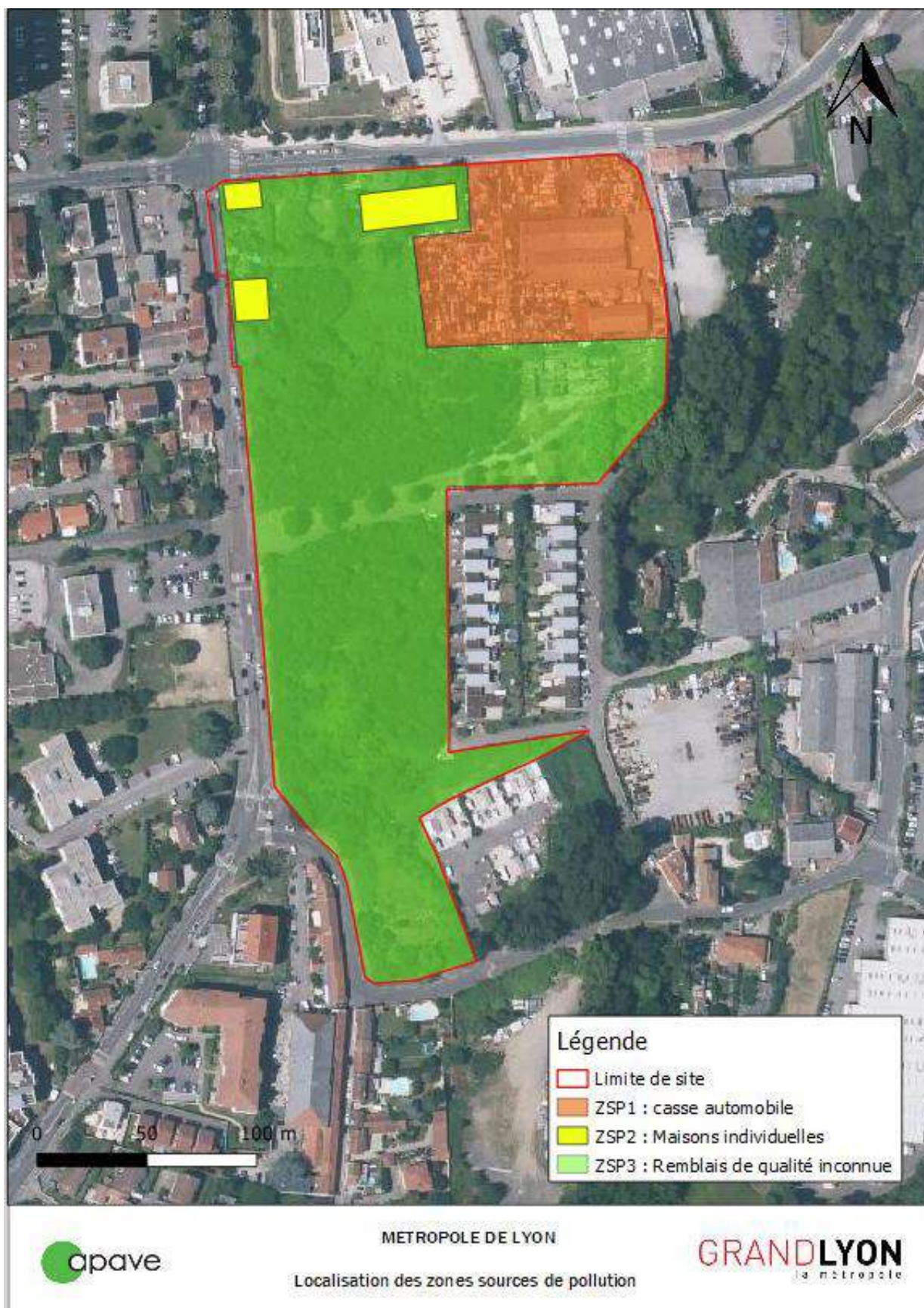


Figure 3 : Localisation des zones sources de pollution

CHAPITRE 6 : ETUDE DE VULNERABILITE (A120)

6.1. SOURCES D'INFORMATIONS CONSULTEES

Les sites Internet consultés sont notamment les suivants :

- Géoportail : <https://www.geoportail.gouv.fr/>
- Photographies aériennes historiques : <https://remonterletemps.ign.fr/>
- Cadastre : <https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>
- Données géologique et hydrogéologiques : <http://infoterre.brgm.fr/viewer/MainTileForward.do>
- Portail national d'accès aux données sur les eaux souterraines : ADES : <http://www.ades.eaufrance.fr/>
- Bases de données BASIAS : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/inventaire-historique-des-sites-industriels-et-activites-de-service-basias#/>
- Bases de données BASOL : <https://basol.developpement-durable.gouv.fr/>
- Bases de données SIS : http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols/donnees#
- Documents de gestions concernés : <http://www.gesteau.fr/consulter-les-sdage>
- Données sur les risques du territoire : <http://www.georisques.gouv.fr/>
- Portail thématique sur les eaux souterraines : <http://www.brgm.fr/projet/siges-portails-thematiques-regionaux-sur-eaux-souterraines>

6.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE

Contexte régional :

Selon la carte géologique de Givors (BRGM n°722) à l'échelle 1/50000^{ème}, le site est implanté sur les Nappes de raccordement fluvio-glaciaires ; raccordement amont au : Stade de Fourvière (Ny2).

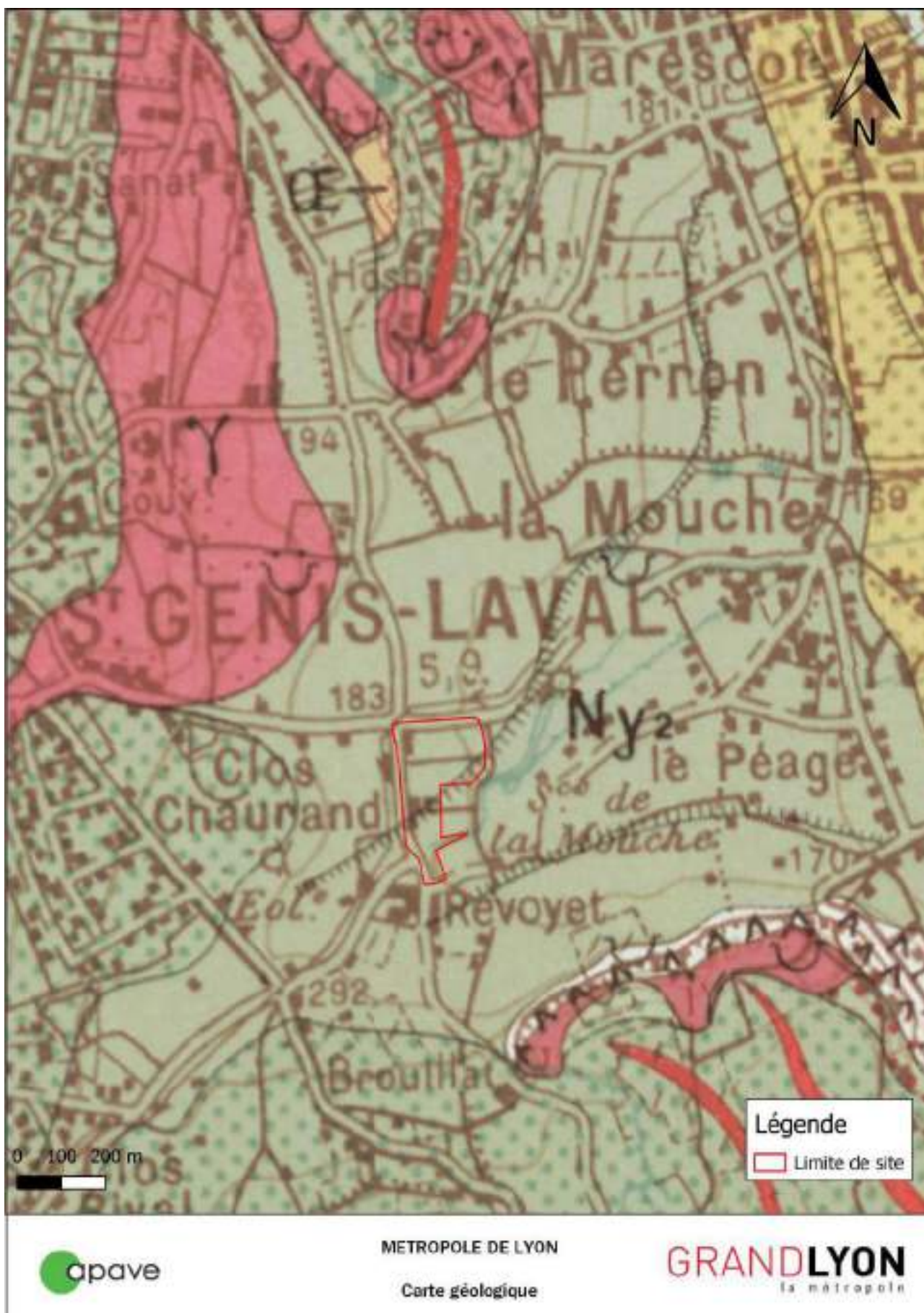
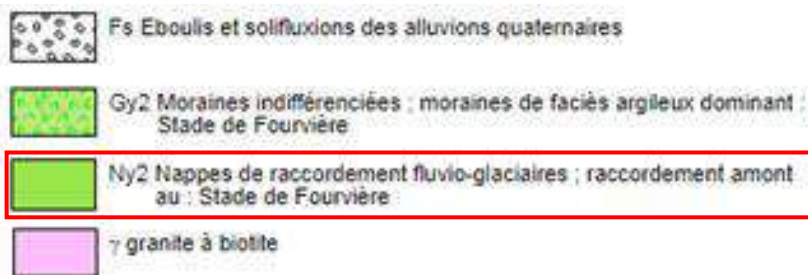


Figure 4 : Formations géologiques au droit du site (source Infoterre)

Légende :



Contexte local :

Selon les données extraites du sondage référencé BSS001URDJ localisé à environ 110 m à l'ouest du site, les sols au droit du site sont composés de :

- De 0 à 0,40 m : Terre végétale
- De 0,4 à 0,9 m : Argile marron sableuse
- De 0,9 à 4 m : Argile jaune légèrement sableuse avec gravier et galet

6.3. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

Contexte régional :

Selon la notice de la carte géologique de Givors (BRGM n°722) ainsi que la fiche de caractérisation de la masse d'eau souterraine FRDG531, la nappe d'eau souterraine la moins profonde présente au droit de la zone d'étude est « Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône ».

Les informations à retenir sur cette masse d'eau souterraine sont les suivantes :

- La lithologie dominante de cet aquifère est les argiles
- Les seuls horizons aquifères non exploités se trouvent dans les horizons profonds du plaisancien imperméable. L'alimentation de ces horizons est vraisemblablement en lien avec les formations sous-jacentes (molasses miocènes) ou adjacentes. Les recharges de la masse d'eau se font donc par drainance.
- L'aquifère n'étant pas sollicité et considéré imperméable, l'état hydraulique et le type d'écoulement n'ont pas été qualifiés. Cependant il est vraisemblable que les horizons profonds soit captifs et que les écoulements se fassent en milieu poreux.
- La masse d'eau n'a pas de relations hydrauliques significatives avec les cours d'eau principaux recoupant son périmètre.
- La piézométrie n'a pas été qualifiée du fait de l'inexploitabilité de cette masse d'eau. C'est une nappe libre à type d'écoulement poreux.
- L'aquifère n'étant pas sollicité et considéré imperméable, l'état hydraulique et le type d'écoulement n'ont pas été qualifiés. Cependant il est vraisemblable que les horizons profonds soit captifs et que les écoulements se fassent en milieu poreux.

Sur la base des données disponibles, pour cette formation aquifère, le sens d'écoulement des eaux souterraines est estimé du Nord/Nord-ouest vers le Sud/Sud-est sur la zone d'étude.

De façon générale, le niveau des eaux souterraines dépend du contexte hydrogéologique régional et des conditions locales d'écoulement et notamment des éventuelles influences anthropiques ; ce niveau est variable à l'échelle annuelle selon les périodes de hautes eaux et basses eaux.

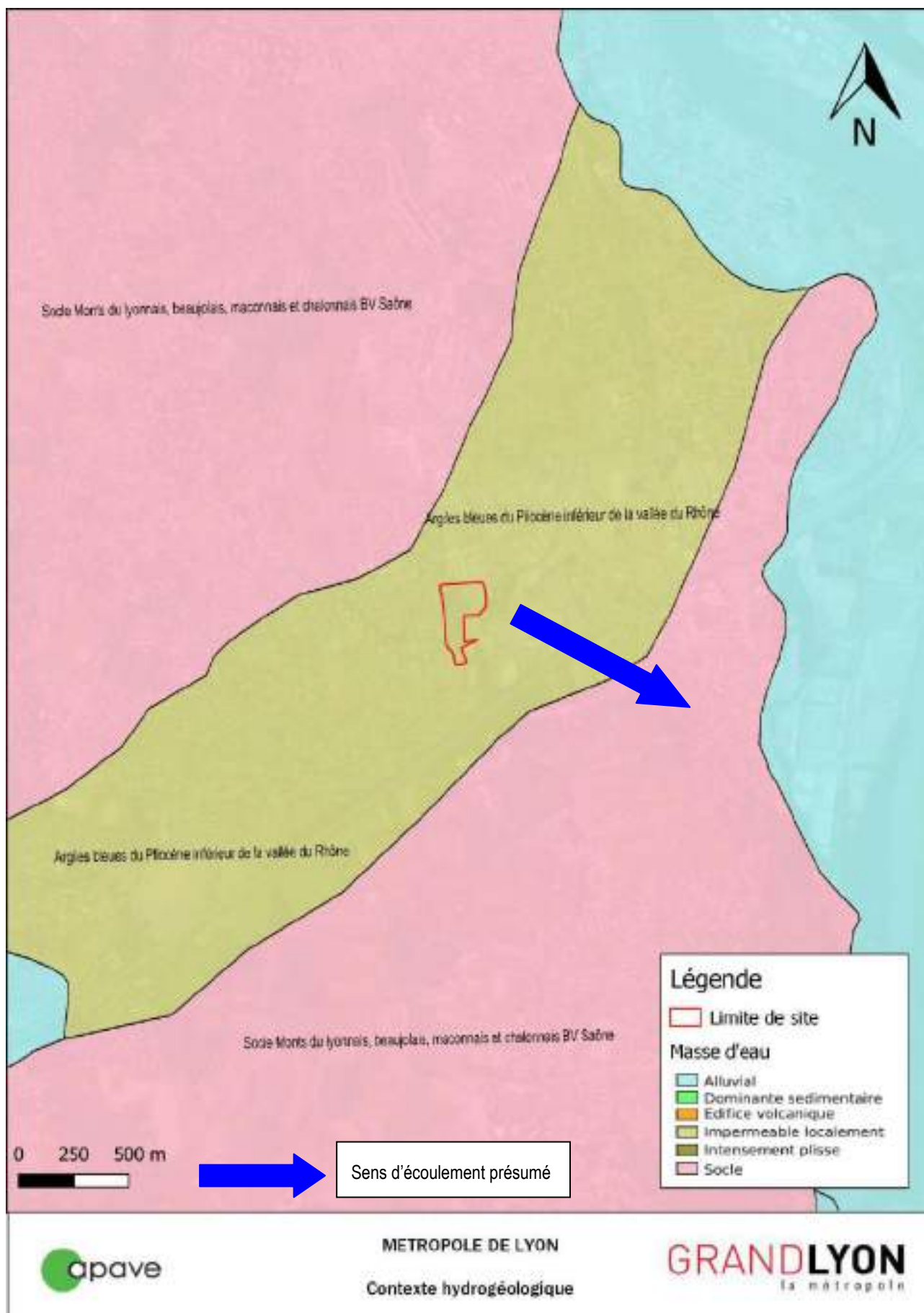


Figure 5 : Contexte hydrogéologique (source Infoterre)

Vulnérabilité :

La protection naturelle d'une nappe est assurée par :

- l'épuration biologique dans le sol, qui dégrade une partie des substances potentiellement polluantes
- la filtration, l'adsorption et les échanges d'ions qui ont lieu dans les terrains de couverture à faible perméabilité.

La vulnérabilité d'une nappe peut être définie comme l'ensemble des conditions naturelles qui régissent l'infiltration d'une substance polluante vers la nappe, puis sa propagation dans celle-ci vers les exutoires.

Quatre critères principaux peuvent être retenus pour hiérarchiser la vulnérabilité du milieu :

- la nature et la perméabilité des terrains de recouvrement de l'aquifère
- l'épaisseur des terrains de couverture
- la profondeur de la nappe qui détermine la hauteur de la zone non saturée
- la nature de l'aquifère

Usage(s) des eaux souterraines

Le tableau suivant précise les usages des eaux souterraines sur site et hors site dans son environnement rapproché (< 200 m et notamment aval selon le sens d'écoulement estimé).

Usages des eaux souterraines ?	Oui	Non	NC*	Informations complémentaires le cas échéant
Est-ce que le site est intégré dans un périmètre de protection de captage public utilisé pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ?		X		Absence de captage AEP à moins de 5 km du site et le site n'est présent dans aucun périmètre de protection de captage.
Est-ce que le site comprend en aval hydrogéologique un captage public utilisé pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP) ?		X		
Est-ce que le site comprend en aval hydrogéologique un ou des ouvrage(s) d'exploitation d'eau souterraine (exemple forage industriel ou agricole...) ?		X		Absence de point d'eau en aval dans un rayon de 200 m
Est-ce que le site comprend en aval hydrogéologique un ou des points d'eau souterraine non exploité(s) (exemple ancien puits...) ?			X	La présence de points d'eaux non déclarés ne peut être exclue, notamment chez des particuliers ayant réalisés un puits dans leur propriété, sans déclaration préalable.
Est-ce que le site comprend en aval hydrogéologique un ou des ouvrage(s) de surveillance des eaux souterraines (exemple piézomètre...) ?			X	La présence de piézomètres non déclarés ne peut être exclue.
Est-ce que le site comprend dans son emprise un ou des ouvrage(s) d'exploitation d'eau souterraine (exemple forage...) ?			X	Pas d'information sur l'existence d'un éventuel puits sur le site mais à confirmer au droit des maisons individuelles et de la casse automobile.
Est-ce que le site comprend dans son emprise un ou des points d'eau souterraine non exploité(s) (exemple ancien puits...) ?			X	Pas d'information sur l'existence d'un éventuel puits sur le site mais à confirmer au droit des maisons individuelles et de la casse automobile.
Est-ce que le site comprend dans son emprise un ou des ouvrage(s) de surveillance des eaux souterraines (exemple piézomètre...) ?			X	Pas d'information sur l'existence d'un éventuel puits sur le site mais à confirmer au droit de la casse automobile (site ICPE).
Est-ce que le site comprend dans son emprise un ou des ouvrage(s) d'infiltration des eaux (exemple puisard...) ?			X	Pas d'information sur l'existence d'un éventuel puits sur le site mais à confirmer au droit des maisons individuelles et de la casse automobile.

*Non connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 15 : Identification des usages des eaux souterraines sur site et dans son environnement rapproché

Données hydrogéologiques locales :

Le tableau suivant précise si des données hydrogéologiques spécifiques sont disponibles à l'échelle du site.

Données hydrogéologiques locales disponibles ?	Oui	Non	Informations complémentaires le cas échéant
Niveau des eaux souterraines	X		Aucune information précise n'est disponible à l'échelle du site. Toutefois les niveaux d'eau mesurés sur les ouvrages les plus proches ont été rencontrés entre 1 et 11 m de profondeur.
Carte piézométrique		X	
Qualité des eaux souterraines	X		D'après la fiche masse d'eau souterraine, l'état chimique de l'eau est bon.
Relation eaux souterraines / eaux de surfaces	X		D'après la fiche masse d'eau souterraine, la masse d'eau n'a pas de relations hydrauliques significatives avec les cours d'eau principaux recoupant son périmètre.
Travaux/ouvrages de drainage		X	

*NC : Non Connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 16 : Données hydrogéologiques locales disponibles

6.4. CONTEXTE HYDROLOGIQUE

Le tableau suivant présente une synthèse des données hydrologiques de la zone d'étude en lien avec le site.

Données hydrologiques de la zone d'étude	Informations (et renvoi éventuel fig/tab/annexe)	
Le site est-il localisé en zone inondable ?	Oui	
Premier milieu récepteur aval exutoire canalisé des eaux pluviales et/ou eaux usées (le cas échéant) du site	Fossé : Non Réseau assainissement : Oui Ruisseau : La mouche Rivière : Non	Plan d'eau : Non Canal : Non Autres : Fleuve Le Rhône Non concerné : infiltration EP/assainissement autonome
Configuration spécifique le cas échéant du premier milieu récepteur aval vis-à-vis du site	Réseau de collecte des eaux pluviales	
Milieu récepteur aval à l'échelle du sous bassin versant (et distance vis-à-vis du site)	Ruisseau : La mouche Rivière/Fleuve : Le Rhône	Lac : Non concerné Milieu marin : Non concerné
Usage sensible milieu récepteur en aval du site : prise d'eau pour l'Alimentation Publique en Eau Potable (AEP) / Périmètre de Protection	Source ARS : Pas de prise d'eau en aval sur le Rhône pour l'alimentation en eau potable	
Autres usages sensibles milieu récepteur en aval du site (y compris potentiels si incertitudes) O/N/NC	Loisirs (baignade, sports d'eaux) : Non Prises d'eaux agricoles irrigation : Non connu	Pêche : Non connu Autres : -
SAGE (bassin versant)	Pas de SAGE pour la ville de Saint-Genis-Laval	
SDAGE	Rhône Méditerranée	

SAGE/SDAGE : les objectifs et enjeux de ces Schémas de Gestion visent à l'amélioration de la qualité des eaux et des milieux et ressources associés ; O : Oui/ N : Non / NC : Non Connu : les données disponibles ne permettent pas de répondre de façon définitive (incertitude)

Tableau 17 : Données hydrologiques

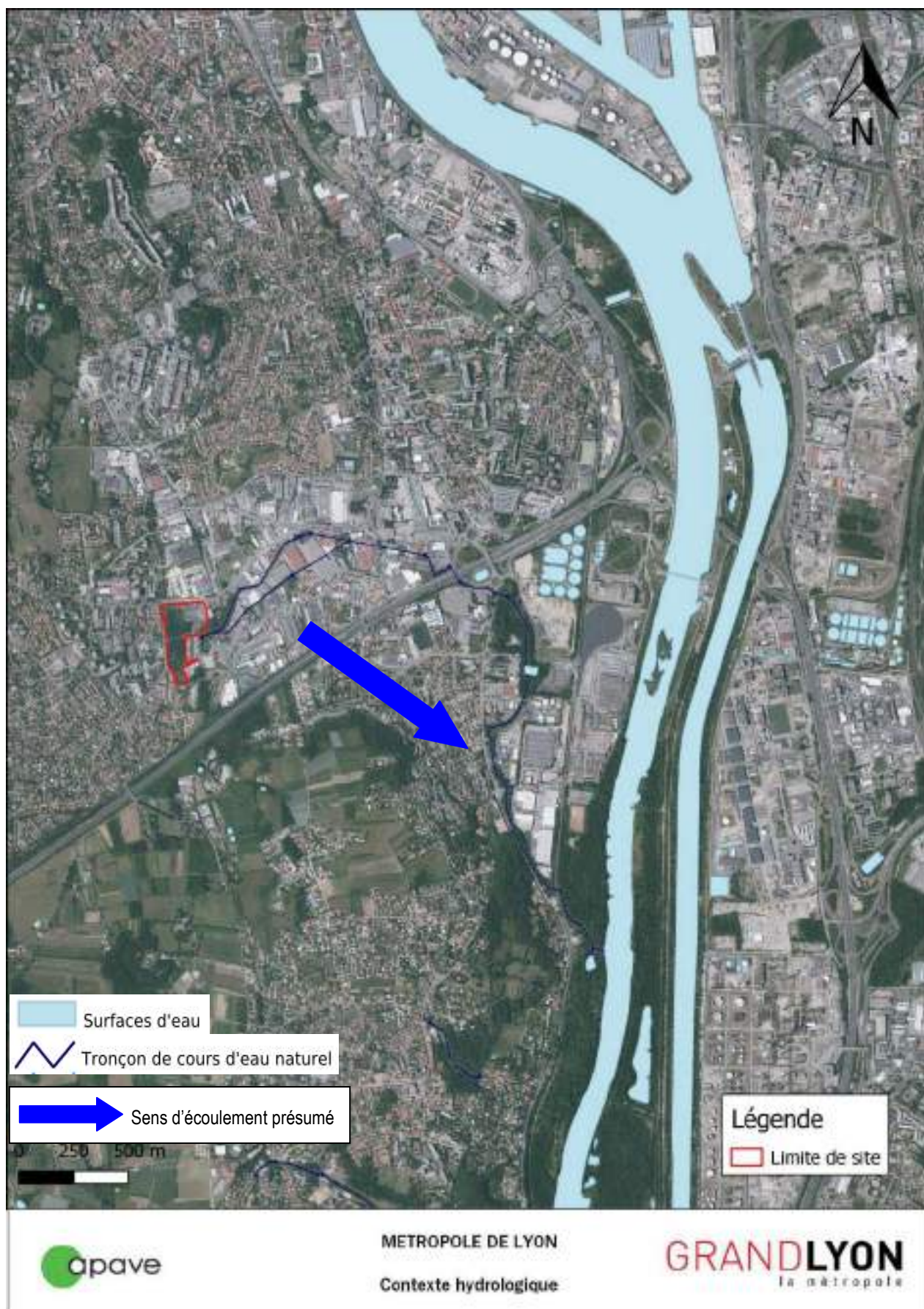


Figure 6 : Contexte hydrologique dans l'environnement rapproché du site (Source Infoterre)

6.5. CONTEXTE METEOROLOGIQUE

Le tableau suivant présente une synthèse des données climatologiques de la zone d'étude.

Données climatologiques	Informations
Hauteur de pluie moyenne annuelle (cumul mm)	831,9 mm (station de Lyon - hauteur de précipitations moyenne mesurée entre 1981 et 2010 - METEOFRANCE)
Vents dominants - secteurs	En direction du Nord-est et du Sud-ouest (station Saint-Bel – WINDSURFER)

Tableau 18 : Données météorologiques sur la zone d'étude

6.6. PATRIMOINE NATUREL


Le tableau suivant précise si il existe ou pas une zone d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel au niveau du site et/ou dans son environnement rapproché (distance de 100 m).

Zone d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel (source internet base DREAL)	Oui	Non	Informations complémentaires le cas échéant (désignation base DREAL)
Est-ce que le site est localisé dans une zone d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel ?		X	
Est-ce que l'environnement rapproché du site (100m) comprend une zone d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel ?		X	

Tableau 19 : Données sur le patrimoine naturel dans l'environnement rapproché du site d'étude (100 m)

6.7. OCCUPATION DES SOLS DANS L'ENVIRONNEMENT RAPPROCHE DU SITE

Le tableau ci-dessous présente l'occupation des sols et les activités présentes dans l'environnement du site au moment de la visite. Le rayon de visite des abords est de l'ordre de 100m.

Secteurs	Nature des limites séparatives avec l'environnement Voies d'accès	Occupation des sols environnement immédiat Typologie recouvrement sols	Photographies environnement extérieur
Nord	Chemin du Grand Revoyet	Entreprise Bjorg	




Secteurs	Nature des limites séparatives avec l'environnement Voies d'accès	Occupation des sols environnement immédiat Typologie recouvrement sols	Photographies environnement extérieur
Sud	Rue des sources	Carrosserie et maison individuelle	
Ouest	Rue Guilloux	Logements collectifs et individuels	
Est	Chemin des Platanes	Habitations individuelles	

Tableau 20 : Occupation des sols dans l'environnement rapproché du site

6.8. SYNTHÈSE SUR LA VULNÉRABILITÉ ET SENSIBILITÉ DES MILIEUX RETENUS

Le tableau ci-dessous précise en synthèse quels sont les milieux (jugés pertinents au regard du contexte) retenus en terme de vulnérabilité et sensibilité à l'issue de la prestation A120.

Milieux	Vulnérabilité (degré de protection du milieu)	Sensibilité (usage)	Milieu retenu ?
Eau souterraine	Non vulnérable (formation géologique argileuse)	Hors périmètre de protection Sensible : présence de puits de particuliers en aval non exclue	NON
Eau de surface	Pas d'eaux de surface sur site ; 1 ^{er} milieu récepteur à 1000 m en aval (agglomération)	Pas d'usage sensible en aval du site (pêche irrigation eau potable)	NON
Milieu naturel	Le site n'est pas localisé dans une zone de protection du milieu naturel ou en amont hydrologique ou à proximité immédiate	Sans objet	Sans objet

Tableau 21 : Milieux retenus et non retenus à l'issue de la prestation A120

CHAPITRE 7 : SCHEMA CONCEPTUEL PRELIMINAIRE

7.1. ACTIVITES ET SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES IDENTIFIEES

Les sources de pollution potentielles des sols retenues sur le site sont présentées de façon détaillée dans le **tableau n°14** (non reprises ici). Les composés traceurs du risque identifiés associées à ces sources ont été retenus sur la base de leurs principales propriétés de mobilité (caractéristiques physico-chimiques : volatilité, solubilité...) et toxicologiques.

7.2. IDENTIFICATION DES VECTEURS DE TRANSFERT

Les vecteurs possibles/potentiels de migration des substances dans les différents milieux considérés sont identifiés dans le tableau de synthèse d'étude préliminaire des scénarios d'expositions ci-après.

7.3. IDENTIFICATION DES CIBLES ET/OU ENJEUX A PROTEGER

A ce stade préliminaire de la démarche du projet, les récepteurs (cibles) considérés sont les futurs usagers :

- de type population générale « **SUR SITE** »,
- fréquentant les espaces localisés au droit des sources potentielles de pollution du sol et du sous-sol.

NB : Le cas échéant, les questions qui pourraient se poser lors de l'élaboration du Schéma Conceptuel sur le volet « HORS SITE » nécessiteraient des investigations complémentaires sur les eaux souterraines pour y répondre (la réalisation de piézomètres est non prévue à ce stade de la démarche dans la présente mission).

Les hypothèses retenues pour les conditions d'usages sur la base des données disponibles sont présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'usages futurs	Oui	Non	?	Source données/observations
Est-ce que l'usage et l'état futur du site seront identiques à ceux constatés lors de la visite de site (actuel) ? <i>Conservation : bâti, espaces int./ext., recouvrement des sols...</i>		X		
Est-ce que l'usage et l'état futur du site sont de type générique ? <i>Pas de projet défini, pas de plan masse...</i>	X			Stade programmation
Est-ce que l'usage et l'état futur du site font l'objet d'une opération (projet) spécifique ? <i>construction, aménagement extérieurs, parking enterré, Vide Sanitaire, réseaux (eau potable) ?...</i>	X			
Usage habitat / logements collectifs avec population : adultes et enfants ?		X		
Usage habitat individuel avec jardins avec population : adultes et enfants ?		X		
Usage tertiaire (bureaux) et/ou commerces avec population : adultes ?	X			Centre Technique Municipal
Usage industriel avec population : adulte ?	X			Chaudière urbaine
Usage enfance : crèche, école, collège, Lycée...avec population : adultes et enfants ?		X		
Usage sportifs : gymnase, terrain de sports...avec population adulte et enfants		X		
Aménagements extérieurs sensibles :				
Jardin individuel (donc avec potagers par défaut ...) ?		X		
Jardin collectif avec potagers ?		X		
Espaces verts paysagers collectifs ?			X	
Espaces collectifs récréatifs (aire de jeu, sports, pique-nique...?)		X		
Bâtiments :				
Parking (semi) enterré ? <i>profondeur déblais, ventilation...</i>			X	
Vide Sanitaire ? Vide sous dalle ? galerie technique ? <i>ventilation...</i>			X	
Gestion des terres :				
Déblais- remblais sur site ? <i>volume...</i>			X	
Réutilisation de la Terre Végétale ? <i>décapage, mise en stockage temporaire...</i>	X			
Usage des eaux (réseaux, surface, souterraines) :				
Réseaux d'eau potable : modifications, créations ?	X			
Usage des eaux souterraines (arrosage, piscine...) ?		X		
Usage des eaux de surface (plan d'eau, gravière, bassin EP en eau...) ?		X		

? : Non connu en l'état des données disponibles

Tableau 22 : Caractéristiques des conditions futures d'état et d'usage du site base de la synthèse des voies d'exposition préliminaire

Le tableau ci-dessous présente les scénarios d'exposition pertinents retenus (potentiels) « **SUR SITE** » à ce stade de la démarche.

Milieu/substances potentiellement polluantes identifiées	Modalités d'exposition	Cibles/usagers « sur site »	Voie (scénario) d'exposition potentielle retenue	Observations/hypothèses/conditions retenues selon tableau ci-avant
Sol Substances : HCT, PCB, métaux lourds, BTEX, HAP, COHV	Ingestion de sols par portage main bouche enfant	-	NON	Absence d'enfants sur le site
	Inhalation de sols par mise en suspension poussières (envol)	Adultes/Adultes travailleurs	OUI	existence potentielle de terrains non recouverts
	Contact direct de sols (cutané)	Adultes/Adultes travailleurs	OUI	
	Ingestion de légumes/fruits produits sur site	Adultes/Adultes travailleurs	NON	jardin potager non considéré
Air Substances : HCT, HAP, COHV, BTEX, métaux lourds	Inhalation à l'intérieur des bâtiments de composés volatils provenant des sols et/ou des eaux souterraines (air intérieur via l'air du sol)	Adultes/Adultes travailleurs	OUI	
	Inhalation à l'extérieur de composés volatils provenant des sols et/ou des eaux souterraines (air ambiant via l'air du sol)	Adultes/Adultes travailleurs	OUI	
Eaux souterraines Substances :-	Contact direct d'eaux souterraines (cutané) à partir de puits sur site	Adultes/Adultes travailleurs	NON	Absence de point d'eau sur le site
	Ingestion d'eau souterraine à partir de puits sur site (et donc inhalation si produits volatils)	Adultes/Adultes travailleurs	NON	
Eaux de surface Substances :-	Contact direct d'eaux de surface (cutané) à partir de plan d'eau et/ou ruisseau sur site	Adultes/Adultes travailleurs	NON	Absence de rivière sur le site
	Ingestion d'eau de surface à partir de plan d'eau et/ou ruisseau sur site	Adultes/Adultes travailleurs	NON	
Sol/air/eaux Substances : cf ci-dessus	Transfert par les conduites enterrées (perméation et contamination eau potable) et inhalation lors de la douche, ingestion eau et absorption cutanée (via l'air du sol - sol - eaux)	Adultes/Adultes travailleurs	OUI	Cette voie d'exposition est retenue par défaut en l'absence : d'analyses d'eau au robinet sur site existant / de plans projets neufs et/ou de conduites anti-perméation gaz projets neufs (fonte ductile, PEHD Tricouche...)

Tableau 23 : Synthèse des scénarii d'exposition de la population future « SUR SITE » – stade préliminaire

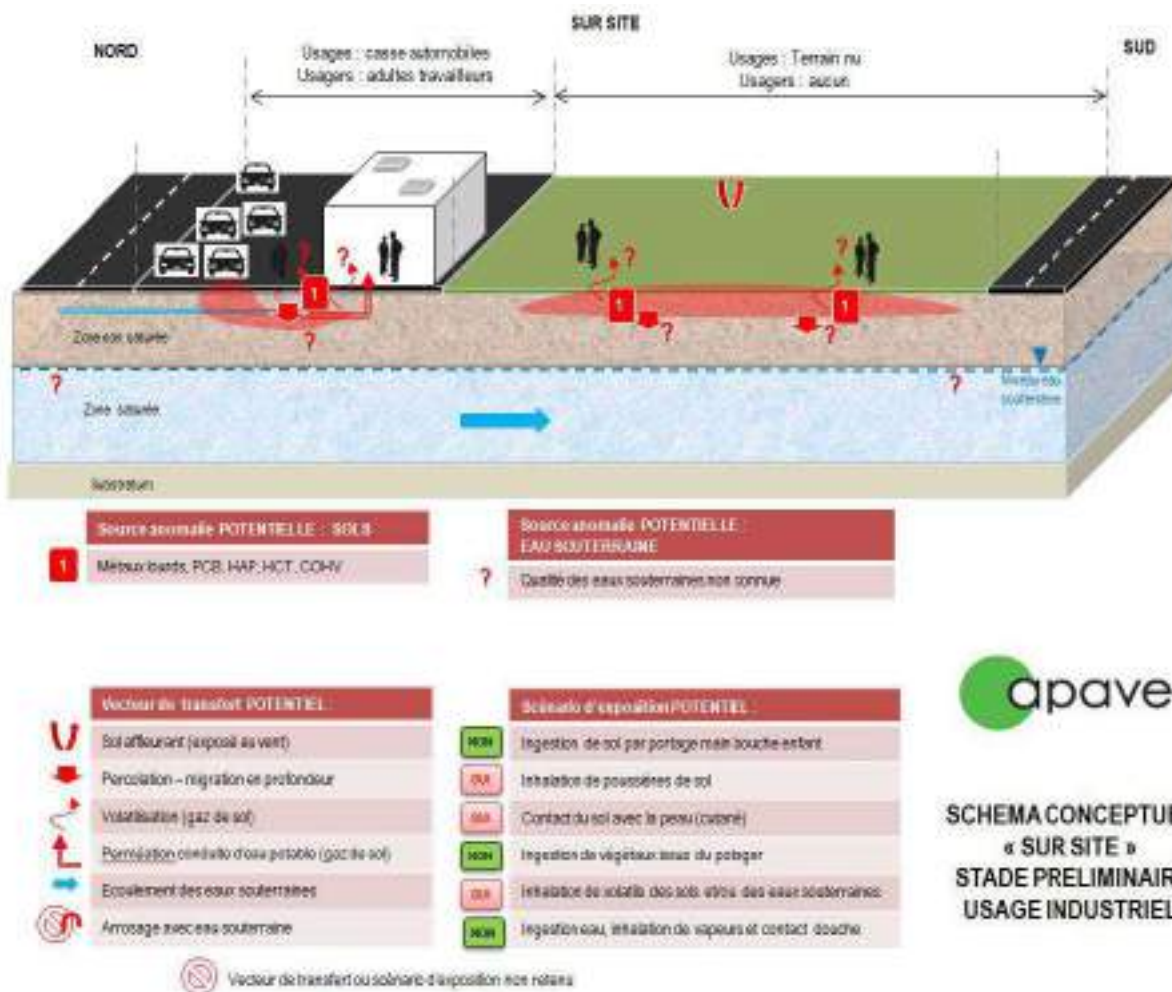


Figure 7 : Schéma conceptuel « SUR SITE » – stade préliminaire

CHAPITRE 8 : EVALUATION DES INCERTITUDES

Les résultats de l'analyse historique comprennent toujours des incertitudes plus ou moins importantes qui peuvent être liées notamment (liste non exhaustive) :

- à la qualité et à la quantité des données disponibles sur l'historique d'exploitation (exemples : échelle et date des photographies aériennes disponibles, système de conservation des archives, fiche technique des produits chimiques utilisés autrefois et interdits au moment de l'étude, stockages enterrés mentionnés sur aucun plan, dépôts de remblais avec quelques camions hors traçabilité...)
- à la représentativité des données de la réalité (absence de plan de récolement, travaux non réalisés, ouvrages sans conception, réseaux et installations de chantier temporaires finalement conservés, revêtements des sols refaits à de multiples reprises, modifications de localisation des activités et stockages à risques...),
- aux facteurs indirects aggravants (exemple : rejets de produits chimiques dans les sanitaires qui passent dans les sols avec des conduites qui ne sont plus étanches par vieillissement des installations...)
- à la mémoire et/ou à la fonction et/ou aux responsabilités des personnes interrogées (facteur humain)
- aux réponses obtenues lors des consultations dans les délais impartis contractuellement à la prestation
- à des zones inaccessibles mentionnées ou non dans les archives (espace, profondeur...)

Les observations éventuelles spécifiques à la prestation réalisée sur les incertitudes historiques identifiées sont présentées ci-avant.

CHAPITRE 9 : PRECONISATIONS EVENTUELLES SUR LES SUITES A DONNER

Dans le cadre d'une étude de cadrage urbain afin d'envisager l'implantation d'une chaufferie urbaine et d'un Centre Technique Municipal au droit d'un ensemble de terrains appartenant à la Métropole et/ou à la Ville de St Genis Laval, la Métropole de Lyon a confié à Apave SUDEUROPE SAS la réalisation d'une prestation INFOS, afin d'identifier les sources potentielles de pollution, élaborer un schéma conceptuel et dimensionner, le cas échéant, les investigations de terrain nécessaires.

L'étude historique a montré que :

- De 1938 à 1965 : Le site est composé de plusieurs maisons à en bordure ouest et nord du site. Le reste du site est occupé par des champs.
- En 1973 : Les maisons en bordure ouest sont démolies. L'activité de casse automobile débute avec la présence d'un bâtiment au nord-est.
- 1973 jusqu'au début des années 2000 : Présence de serres horticoles
- 1979 à 2011 : L'activité de casse automobile se développe. Le reste du site est en friche.
- Depuis 2015 : le site est dans sa configuration actuelle.

L'étude de vulnérabilité fait ressortir un milieu sols et eaux souterraines non vulnérable, considérant le type de terrain géologique (formation géologique argileuse) et peu sensible compte tenu des usages en aval (pas d'usages identifiés en aval, présence de puits de particuliers non exclue).

Trois zones sources de pollution ont été retenues sur le site :

- ZSP1 : Casse automobile (site ICPE en activité)
- ZSP2 : Maisons individuelles (si cuves de fioul pour chaufferie)
- ZSP3 : Remblais de qualité inconnue + stockages sauvages de déchets divers

Suite à donner :

APAVE recommande donc la réalisation d'une phase d'investigations pour lever les incertitudes sur les potentielles pollutions identifiées lors de cette prestation.

En amont des investigations, APAVE recommande de compléter cette étude historique par des visites des maisons individuelles et de la casse automobile.

PRESTATION(S) REALISEE(S) SELON LA NORME NFX 31-620-2

Le tableau suivant précise les prestations élémentaires et globales « Sites et Sols Pollués » réalisées, objet du présent rapport, selon la norme NFX31-620-2.

CODE PRESTATION ELEMENTAIRE

Offre Apave	Code	Désignation	Objectifs
X	A100	Visite de site	Procéder à un état des lieux
X	A110	Etudes historiques, documentaire et mémorielles	Reconstituer, à travers l'histoire des pratiques industrielles et environnementales du site, d'une part les zones potentiellement polluées et d'autre part les types de polluants potentiellement présents au droit du site concerné.
X	A120	Etude de vulnérabilité des milieux	Identifier les possibilités de transfert des pollutions et les usages réels des milieux concernés.
	A130	Elaboration d'un programme prévisionnel d'investigations	Définir, caractériser et localiser un programme prévisionnel d'investigations.
	A200	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les sols	Procéder aux prélèvements, mesures, observations et/ou analyses en fonction des milieux concernés.
	A210	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les eaux souterraines	
	A220	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les eaux superficielles et/ou sédiments	
	A230	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les gaz du sol	
	A240	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur l'air ambiant et les poussières atmosphériques	
	A250	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les denrées alimentaires	
	A260	Prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les terres excavées	
	A270	Interprétation des résultats des investigations	Interpréter pour chaque milieu reconnu les résultats des investigations réalisées.
	A300	Analyse des enjeux sur les ressources en eaux	Évaluer l'état actuel d'une ressource en eau ou prévoir son évolution. Définir les actions pour prévenir et améliorer la qualité de la ressource en eau.
	A310	Analyse des enjeux sur les ressources environnementales	Identifier les espèces ou habitats naturels susceptibles d'être affectés par une pollution et définir les mesures de prévention appropriées.
	A320	Analyse des enjeux sanitaires	Évaluer les risques sanitaires pour la population générale en fonction des contextes de gestion.
	A330	Identification des différentes options de gestion possibles et réalisation d'un Bilan Coûts Avantages (BCA)	Proposer les options de gestion présentant le bilan coûts/avantages le plus adapté.
	A400	Dossiers de restriction d'usages ou de servitudes	Élaborer un dossier de restriction d'usage ou de servitudes

CODE PRESTATION GLOBALE

Offre Apave	Code	Désignation	Objectifs
	AMO Etudes	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en phase Etudes	Assister et conseiller le Donneur d'Ordre pendant tout ou partie de la durée du projet.
	LEVE	Levée de doute pour savoir si un site relève ou non de la méthodologie nationale des sites pollués	Identifier les sites qui n'ont pas été pollués par des activités industrielles et/ou de service (sites industriels, zones de stockage, décharges, etc.), ou par des activités d'épandage des effluents ou de déchets.
X	INFOS	Réalisation des études historiques, documentaires et de vulnérabilité afin d'élaborer un schéma conceptuel et, le cas échéant, un programme prévisionnel d'investigations	La prestation INFOS est généralement le principal point d'entrée de toute étude dans le domaine des sites et sols pollués. Elle intervient dès lors que le site, objet de l'étude, relève de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Cette prestation est réalisée notamment dans le contexte d'acquisition de terrain, réaménagement des friches, de reconstitution de l'historique d'un site du point de vue environnemental.
	DIAG	Mise en œuvre d'un programme d'investigations et interprétation des résultats	La prestation DIAG correspond à la réalisation d'un diagnostic et comprend obligatoirement des investigations sur les milieux. L'élaboration préalable d'un programme prévisionnel d'investigations (A130) est un prérequis pour réaliser la prestation DIAG. <u>La prestation DIAG comporte :</u> <ul style="list-style-type: none"> en tant que de besoin les prestations de prélèvements, mesures, observations et/ou analyses des milieux jugés pertinents (A200 à A260) ; l'interprétation des résultats des investigations (A270).
	PG	Plan de Gestion (PG) dans le cadre d'un projet de réhabilitation ou d'aménagement d'un site	Définir des modalités de réhabilitation et d'aménagement d'un site pollué. Supprimer ou, à défaut, maîtriser les sources de pollution et leurs impacts.
	IEM	Interprétation de l'Etat d'un Milieu (IEM)	Distinguer les milieux avec des usages déjà fixés qui : ne nécessitent aucune action particulière ; peuvent faire l'objet d'actions simples de gestion pour rétablir la compatibilité entre l'état des milieux et leurs usages constatés ; nécessitent la mise en œuvre d'un plan de gestion.
	SUIVI	Surveillance environnementale	Lorsqu'une surveillance environnementale est mise en œuvre, les résultats sont interprétés après chaque campagne de suivi et les actions appropriées sont recommandées en cas de constats d'anomalies.
	BQ	Bilan Quadriennal	Dans tous les cas où une surveillance environnementale (prestation globale SUIVI) s'inscrit dans la durée (par exemple : eaux souterraines, gaz du sol, etc.), à l'issue d'une période de surveillance de quatre ans, un bilan est réalisé pour décider de sa poursuite avec ou sans adaptation, voire de son arrêt. La prestation globale SUIVI est un prérequis pour la réalisation de la prestation globale BQ.
	CONT	Contrôles : <ul style="list-style-type: none"> de la mise en œuvre du programme d'investigation ou de surveillance de la mise en œuvre des mesures de gestion 	Vérifier la conformité des travaux d'exécution des ouvrages d'investigations ou de surveillance. Contrôler, au fur et à mesure de leur avancement, que les mesures de gestion (opérations de dépollution, réalisation des aménagements, etc.) sont réalisées conformément aux dispositions prévues.
	XPER	Expertise dans le domaine des sites et sols pollués	Réaliser une revue critique de l'intégralité du dossier ou répondre à des questions spécifiques.
	VERIF	Vérifications en vue d'évaluer le passif environnemental lors d'un projet d'acquisition d'une entreprise	La prestation VERIF correspond au volet sites et sols pollués de l'évaluation du passif environnemental d'un ou plusieurs sites réalisés généralement dans le cadre d'une cession/acquisition d'une entreprise (due diligence en anglais) et/ou d'une demande d'une tierce partie souhaitant évaluer spécifiquement ce passif (banque, assurance, actionnaire principal, futur actionnaire, etc.).

Observations sur les limites d'utilisation des prestations dans le domaine des Sites et Sols Pollués

Les résultats de l'analyse historique comprennent toujours des incertitudes plus ou moins importantes liées aux données disponibles et à leur représentativité de la réalité (exemple : plan projet sans récolement...), à la mémoire des personnes interrogées... et de façon plus générale, aux informations qui ont pu être collectées et aux moyens mis en œuvre dans les délais impartis.

Il est précisé que le diagnostic (mission, audit, ...) repose sur une reconnaissance du sous-sol réalisée au moyen de sondages répartis sur le site, soit selon un maillage régulier, soit de façon orientée en fonction des informations historiques disponibles ou bien encore en fonction de la localisation supposée ou réelle des installations qui ont été indiquées par l'exploitant ou le propriétaire comme pouvant être à l'origine d'une pollution. Ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des incertitudes et des aléas, dont l'extension possible est en relation inverse de la densité du maillage de sondages (et de leur profondeur), et qui sont liés à des hétérogénéités qui sont toujours possibles en milieu naturel (fond géochimique, ...) ou artificiel (remblais, dépôts, ...).

Par ailleurs, l'inaccessibilité de certaines zones peut entraîner un défaut d'observation non imputable à notre société (distance de sécurité minimum/sources potentielles de pollution, recouvrement fondation béton, ...).

Cette étude n'a pas pour but de déterminer les caractéristiques géotechniques des sols, leurs qualités physico chimique vis-à-vis des infrastructures (béton par exemple) et toute autre mission non spécifiquement détaillée dans l'offre contractuelle et ce rapport.

La mission confiée dans le cadre d'un contrat spécifique à chaque site rend compte d'un état du milieu à un instant donné. Des événements ultérieurs (interventions humaines ou phénomènes naturels, ...) peuvent modifier la situation observée à cet instant.

Conditions d'utilisation du rapport

Le présent rapport (dans son intégralité) :

- est réalisé pour le donneur d'ordre selon le contrat passé avec Apave SUDEUROPE
- est la propriété exclusive du donneur d'ordre
- est basé sur les limites et incertitudes à la date de sa rédaction des :
 - connaissances techniques, réglementaires, normatives et scientifiques disponibles et applicables...
 - informations transmises à Apave SUDEUROPE
- est limité à une emprise spatiale précise à la date de son élaboration

Le présent rapport est un tout indissociable, une utilisation partielle ou toute interprétation, ou décisions prises à l'issue de son élaboration et/ou en dehors de ses limites de validité ne saurait engager la responsabilité de Apave SUDEUROPE.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Photographies réalisées lors de la visite de site et de son environnement

Annexe 2 : Fiche BASIAS et données historiques pertinentes

ANNEXE 1

ANNEXE 2



Sud du site – Zone de talus



Rue de la Noue



Zone de construction au sud de la carrosserie



Zone de construction au sud de la carrosserie



Zone de talus au nord



Zone de talus au centre du site



Zone de talus au centre du site



Zone accès à la parcelle BC7 embroussaillé



Maisons individuelles en bordure ouest du site



Maison individuelle au nord



Maison individuelle au nord



Casse automobile au nord



Entrée casse automobile

ANNEXE 3

DOS-ACC
Dossier-Accueil

DEMOLITION SAINT GENOISE

Dossier n° 15882

NOTIFICATIONS

Adresses complémentaires Siège social Identifications complémentaires

Exploitation des installations classées

Messages à traiter
par destinataires

Date ouverture 05/09/1980

Inspection

Dés de message à
traiter

Catégorie

Société

DEMOLITION SAINT G

12, chemin de la Mou

La commune commence par

Réponses reçues
des destinataires

69230

SAINT-GENIS-LAVAL

Commune

par de réponses
reçues☐ Décocher la case pour accéder à la saisie du siège social

Liste des opérations

Télédéclarations
reçues des
pétitionnaires

Numéro	Début	Fin	Butoir	Type	Objet	Classement	Sup
15883	05/09/1980	05/09/1980		Autorisation	exploiter une installation de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles	4195	<input type="checkbox"/>
15884	24/03/2006	23/06/2006		Arrêté de prescriptions complémentaires	agrément VHU valable jusqu'au 25/6/2012	7207	<input type="checkbox"/>
21766	05/07/2012	25/09/2012		Arrêté de prescriptions complémentaires	renouvellement agrément VHU	8305	<input type="checkbox"/>
23612	22/07/2014	30/07/2014		Modification non substantielle	actualisation de la liste des activités suite à évolution de la nomenclature	6581	<input type="checkbox"/>
24131	19/02/2015	23/02/2015		Mise en demeure	Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté du 5 septembre 1980 et de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Lavée de la MCD (rapport Dreal) du 16 octobre 2015		<input type="checkbox"/>
24812	22/10/2015	20/12/2015		Arrêté complémentaire enregistrement	actualise l'ensemble des prescriptions applicables à la société DEMOLITION SAINT GENOISE		<input type="checkbox"/>
27501	15/05/2018			Arrêté de prescriptions complémentaires	renouvellement agrément VHU		<input type="checkbox"/>
Nouvelle opération							
ex MM Emile et Raymond PENNET - gérant actuel M. Raymond PENNET							
Observation							
Fermer le dossier Validation générale Annuler le seise							

Déclaration initiale
par télé. avec
régime D (1)Déclaration initiale
par télé. avec
régime A (1)Modification par
télé. déclaration (1)Bénéfice droits
accusés par télé.
avec régime A (1)Déclaration initiale
par télé. avec
régime D (1)Changement
d'exercice par
télé. avec régime A
(1)Modification par
télé. avec régime A
(1)Modification par
télé. avec régime D
(1)Bénéfice droits
accusés par télé.
avec régime D (1)Changement
d'exercice par
télé. avec régime D
(1)Bénéfice droits
accusés par télé.
avec régime D (1)Déclaration initiale
par télé. déclaration
(1)Déclaration initiale
par télé. avec
régime D (1)

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 23 JUIN 2006

Sous-Direction de l'Environnement
et du Développement Durable

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
Fax : 04 72 61 64 26
✉ : veronique.chappuis@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE

portant agrément de la société DEMOLITION SAINT GENOISE
pour l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de
véhicules hors d'usage située 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL

Agrément n° PR 69 00006 D

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démantèlement, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 régissant le fonctionnement des activités entreprises par la DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94 861 du 25 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 56 652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-2318 du 3 décembre 2005 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU le dossier de demande d'agrément déposé le 16 mars 2006 par la société DEMOLITION SAINT GENOISE ;

VU le rapport en date du 10 avril 2006 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 1er juin 2006 ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par l'exploitant est établi conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 susvisé ;

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation de cette installation permettent d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en limitant notamment les impacts et nuisances de pollution de l'air, des eaux et de nuisances sonores ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu de délivrer l'agrément à l'exploitant ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société DEMOLITION SAINT GENOISE sise 12, Chemin de la Mouche - 69230 - SAINT-GENIS-LAVAL, dénommée ci-après l'exploitant, est agréée pour effectuer la dépollution et le démantèlement des véhicules hors d'usage pour son site implanté à SAINT-GENIS-LAVAL.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

La société DEMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GENIS-LAVAL et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 2

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 JUIN 2006
Le préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Christophe BAY

POUR ÊTRE COPIÉE
Le Secrétaire Général,
Véronique CHAPPUIS

ANNEXE DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR 40 00006 D DU 23 JUIN 2006

1. Description des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, la société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de moteur, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, sang et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants mentionnés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2. Opérations visant à favoriser le recyclage, le recyclage et la valorisation.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Elle peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du décapage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3. Tracabilité.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de se conformer aux dispositions de l'article R.312-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre état, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°159/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4° Réemploi.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5° Communication d'information.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

6° Contrôle par un organisme tiers.

La société DEMOLITION SAINT GENOISE fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 23 JUIN 2006

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 25 SEP. 2012

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA
☎ 04 72 61 37 35
✉ : marie-christine.benincasa@rhone-pour.fr

ARRETE

**portant renouvellement de l'agrément de la société DEMOLITION SAINT GENOISE
pour effectuer des opérations de stockage, dépollution et démontage dans son centre
VHU situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

Agrément n° PR 69 00006 D

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 312-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU
et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs
de véhicules, de broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision
du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de
protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé
par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VI l'arrêté préfectoral en date du 5 septembre 1980 régissant le fonctionnement de la société DEMOLITION SAINT GENOISE, dans son installation située 12 chemin de la Mosche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VII l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2006 portant agencement de la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour effectuer les opérations de stockage, dépollution et démantèlement des véhicules dans son établissement situé 12, chemin de la Mosche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VIII la demande de renouvellement d'agencement présentée le 3 juillet 2012, complétée le 27 juillet 2012 par la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour son centre VII (véhicules hors d'usage) situé 12 chemin de la Mosche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

IX le rapport en date du 1er août 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

X l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 9 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande de renouvellement d'agencement présentée par la société DEMOLITION SAINT GENOISE comporte l'ensemble des renseignements nécessaires à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que les conditions d'exploitation de cette installation permettent d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 311-1 du code de l'environnement en limitant notamment les impacts en matière de pollution de l'air, des eaux et des nuisances sonores, ainsi qu'en terme de gestion des déchets ;

CONSIDERANT, de plus, que l'exploitation de ce centre n'a, ce jour, donné lieu à aucune non-conformité dans le cadre de l'application des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 précité ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande de renouvellement d'agencement présentée par la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour son centre à SAINT-GENIS-LAVAL ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 et R. 512-37 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er}

La société DEMOLITION SAINT GENOISE, dont le siège social est situé 12 chemin de la Mosche, est agréée, pour une nouvelle durée de six ans, pour effectuer à compter de la notification du présent arrêté, pour effectuer des opérations de stockage, dépollution et démantèlement des véhicules hors d'usage.

Le numéro d'agrément, PR 01 00060, initialement attribué à la société, demeure identique.

ARTICLE 2

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue, pour les activités pour lesquelles elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le présent arrêté.

ARTICLE 3

La société DEMOLITION SAINT GENOISE est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son établissement son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GENIS-LAVAL et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux fins de l'exploiter dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

Deux et voies de recours (articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement).

La présente décision est soumise à un excès de pouvoir de pleine juridiction.

© 2000 Blackwell Science Ltd
Journal of Internal Medicine 247: 323–330

Author's address: Department of
Computer Science,
University of Illinois at Chicago,
Chicago, IL 60607-7159,
USA.
E-mail: jay@cs.uic.edu

100-443887-100
ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 11-11-84 BY SP-10

Isabelle DAVID

— nous, tout si le centre Villo peut prouver qu'il est sapeur de véhicules par un autre centre Villo, en l'absence à partir du 1er juillet 2013.

Year	Age	Sex	Number
1971	19.5	MA	100
1972	19.5	FM	117
1973	20.5	MA	100
1974	20	FE	140
1975	20.5	FM	107
1976	20.5	MA	104
1977	20	FE	107
1978	20.5	MA	100
1979	20.5	MA	100
1980	20.5	MA	100
1981	20.5	MA	100
1982	20.5	MA	100
1983	20.5	MA	100
1984	20.5	MA	100
1985	20.5	MA	100
1986	20.5	MA	100
1987	20.5	MA	100
1988	20.5	MA	100
1989	20.5	MA	100
1990	20.5	MA	100
1991	20.5	MA	100
1992	20.5	MA	100
1993	20.5	MA	100
1994	20.5	MA	100
1995	20.5	MA	100
1996	20.5	MA	100
1997	20.5	MA	100
1998	20.5	MA	100
1999	20.5	MA	100
2000	20.5	MA	100
2001	20.5	MA	100
2002	20.5	MA	100
2003	20.5	MA	100
2004	20.5	MA	100
2005	20.5	MA	100
2006	20.5	MA	100
2007	20.5	MA	100
2008	20.5	MA	100
2009	20.5	MA	100
2010	20.5	MA	100
2011	20.5	MA	100
2012	20.5	MA	100
2013	20.5	MA	100
2014	20.5	MA	100
2015	20.5	MA	100
2016	20.5	MA	100
2017	20.5	MA	100
2018	20.5	MA	100
2019	20.5	MA	100
2020	20.5	MA	100

3° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il en est techniquement possible.

Les pièces démontées à la suite d'un sinistre peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant le recours de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-2 du code de la consommation. La vente aux particuliers de composants à détachement pyrotechnique est interdite. Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas enflammer les composants et éléments inflammables ou volatils, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU ou autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au point 1 du présent article.

4° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de ne :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHE agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans la zone d'un membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2008 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2008 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 1° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement. Cette déclaration comprend :

1. Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement et de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
2. Le nombre et le marquage des véhicules pris en charge ;
3. L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
4. La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
5. Le nombre et le marquage de véhicules hors d'usage préalablement traités, remis directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeurs agréés destinataires ;
6. Le marquage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
7. Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation énergétiques ;
8. Les nom et coordonnées de l'organisme tiers chargé au 1° du présent article des charges ;
9. Le cas échéant, le nom du ou des seuil(s) de producteurs de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicules hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année intervenant au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au point 1° du présent article des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agréement préfectoral.

6° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-153-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° La société DEMOLITION SAINT GENOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

— les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant, à minima, les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'exporter par les assureurs de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décontaminés et épurateurs dégraisseur ;

— les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduits de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement munchés et imperméables, avec dispositif de rétention ;

— les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychlorodibenzo-p-dioxines (PCDD) sont entreposés dans des contenants appropriés ;

— les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antifreeze, liquides de frein, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le contenant sécurisé, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;

— les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur modification, leur recyclage ou leur valorisation, et, dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;

— les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de versements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jauge équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'estimera pas de dégradation de celui-ci ;

— le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, la société DEMOLITION SAINT GÉNOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, la société DEMOLITION SAINT GÉNOISE, exploitante du centre VHU, est également tenue de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques ; en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° La société DEMOLITION SAINT GÉNOISE, exploitante du centre VHU, est tenue d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant et en conservant un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'unité des carcasses de véhicules hors d'usage correspondant aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lots de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° La société DEMOLITION SAINT GÉNOISE, exploitante du centre VHU, est tenue de disposer de l'attestation de reprise mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I du décret du 30 juin 2008 susvisé.

15° La société DEMOLITION SAINT GÉNOISE, exploitante du centre VHU, doit procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2003 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » défini par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTUREC concernant les entreprises de recyclage déposée par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

VU
PRÉFET
LE PRÉFET
Pour le préfet
la secrétaire générale
Isabelle DAVIS

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 30 JUIL. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Véronique VOLAY
☎ 04 72 61 37 86
✉ veronique.volay@rhone.gouv.fr

ARRETE

**modifiant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié
régissant le fonctionnement des installations
de la société DEMOLITION SAINT-GENOISE
12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

*Le Préfet de la Zone de Défense
et de Sécurité Sud-Est,
Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 512-1 et L. 513-1 ;
- VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral, en date du 5 septembre 1980 modifié, autorisant la société DEMOLITION SAINT-GENOISE à exercer des activités de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles dans leur établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;
- VU le rapport, en date du 19 juin 2014, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT-GENOISE exploite dans son établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage qui relevait du régime de l'autorisation au titre de l'ancienne rubrique de la nomenclature n° 286 ;

.../...

2.
CONSIDERANT que le décret du 13 avril 2010 susvisé a porté création, notamment, de la rubrique de la nomenclature n° 2712 relative aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage ;

CONSIDERANT, de plus, que le décret du 26 novembre 2012 précité soumet, notamment, au régime d'enregistrement, les activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage (2712) ;

CONSIDERANT que, compte tenu de la superficie du site de SAINT-GENIS-LAVAL, exploité par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE, l'installation d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712 ;

CONSIDERANT, ainsi, qu'à la suite de la modification des rubriques de la nomenclature des installations classées par le décret du 13 avril 2010 susvisé, l'exploitant bénéficie des droits acquis pour la rubrique n° 2712 correspondant à l'activité susmentionnée ;

CONSIDERANT que les activités exercées par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE ont régulièrement été mises en service avant le 14 avril 2010, date de publication du décret du 13 avril 2010 précité ;

CONSIDERANT donc que la société DEMOLITION SAINT-GENOISE répond aux conditions prévues à l'article L. 513-1 du code de l'environnement pour bénéficier des droits acquis ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

Le tableau des installations, exploitées par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE dans son établissement de ST-GENIS-LAVAL, figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime
2712.1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	La surface est de 3000 m ²	E

ARTICLE 2 :

1. Une copie du présent arrêté sera adressée à la direction départementale de l'environnement - pôle installations.
2. Un extrait du présent arrêté sera annexé au procès-verbal de l'installation.
3. Le même arrêté sera adressé aux services de l'Etat, de la Région, du Département, de la Communauté de Communes, de la Commune et de la Métropole de Lyon.

le code de l'environnement
R 512-46-30

l'arrêté ministériel
d'aménagement
programme

l'arrêté ministériel
aux installations
2712-1 (installations
terrestres hors d'usage
l'environnement)

l'arrêté préfectoral
exercées par la société
12, chemin de la

l'arrêté inter-préfectoral
protection de l'environnement

le plan régional
par le conseil régional

le plan inter-préfectoral
Rhône et de la Loire

ARTICLE 2 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GENIS-LAVAL, et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 :

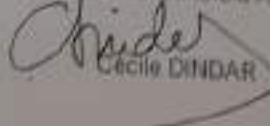
La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, chargé de l'affichage prescrit à l'article 2 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 30 JUIL. 2014

Le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe


Cécile DINDAR

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 29 décembre 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ 04 72 61 37 82
✉ alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE COMPLEMENTAIRE N°DDPP_SPE_2015_12_29_02

**actualisant l'ensemble des prescriptions applicables
à la société DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-7 à L 512-7-7, R 512-46-1 à R 512-46-30 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral d'agrément de centre véhicules hors d'usage n° PR69 000000 du 25 septembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2014 modifiant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et modifiant le tableau de classement des activités suite à la création de la rubrique 2712 ;

VU la déclaration en date du 23 juin 2015 par laquelle la société DEMOLITION SAINT GENOISE porte à la connaissance du préfet les modifications qu'elle entend apporter à son installation ;

VU le rapport en date du 15 octobre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 19 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE exerce son activité de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles au titre du régime de l'enregistrement pour la rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE a porté à la connaissance du préfet du Rhône son souhait de modifier certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé, notamment :

- la limite maximale du nombre de véhicules hors d'usage (VHU) stockés sur le site estimée à 40 VHU en attente de démontage et 20 véhicules d'occasion,
- l'évacuation des VHU dépollués devant être évacués le jour même de leur démontage ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE a mis en œuvre un plan d'action transmis le 23 juin 2015 lequel répond désormais aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité en ce qui concerne la sécurité ou les pollutions accidentelles (détecteurs d'incendie, voies de circulation, vanne d'isolement) ;

CONSIDERANT par ailleurs, que les installations d'entreposage, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage n'entraînent pas d'impacts notables concernant :

- la consommation d'eau et le rejet des effluents aqueux du site
- les émissions atmosphériques
- les nuisances sonores
- les risques incendie et les pollutions accidentelles ;

CONSIDERANT donc que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés par le site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-46-22 du code de l'environnement et :

- d'acter les modifications souhaitées par l'exploitant dans son porter à connaissance du 23 juin 2015,
- d'actualiser et compléter l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié susvisé ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRETE

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1.1 PORTÉE DU PRESENT ARRETE

1.1.1. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Il est pris acte des modifications souhaitées par l'exploitant dans son porter à connaissance du 23 juin 2015.

Pour la poursuite de l'exploitation de ses activités dans son établissement situé sur le territoire de la commune de SAINT GENIS LAVAL, 12, chemin de la Mouche, la société DEMOLITION SAINT GENOISE, dont le siège social est situé également à cette adresse, doit respecter les prescriptions du présent arrêté.

1.1.2. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 sont abrogées.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Nature des activités	Volume des activités	N° de rubrique	Classement
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant a) inférieure à 100 m² et inférieure à 30 000 m² b) supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m²	Surface de l'installation : 8875 m²	2712-1-b	E

1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, la section et les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface d'emprise
SAINT GENIS LAVAL	BC	4, 152, 153, 154, 155 et 156	8875 m²

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER

1.3.1. CONFORMITÉ

Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont conçues, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le

dossier de demande d'autorisation d'exploiter completé par le porteur à croquer
23 juin 2015

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les règlements en vigueur.

ARTICLE 14 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

2.4.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur utilisation, susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.4.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-46-21 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.4.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles doivent leur permettre d'être de nouveau mis en sécurité et la prévention des accidents.

1.4.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

1.4.5. CHANGEMENT D'EMPLACEMENT

1.4.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

1.4.6. CESSATION DE L'EXPLOITATION

1.4.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation des activités est soumise aux dispositions de l'article R. 512-46-27 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations en matière de sécurité et de santé au travail et de formation professionnelle ;

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- assurer la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités exigibles ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déplacement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement ou des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

l'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, etc.

ARTICLE 2.5 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1. PROPRIÉTÉ

2.3.1. PROPRETÉ
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones de circulation des imitations est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.3.2. ESTHÉTIQUE

2.3.2. ESTHÉTIQUE
Les accès de l'installation, placés sous le contrôle de l'explosant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...).

Les surfaces où cela est possible sont ingazonnées ou végétalisées.

ARTICLE 1.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

241. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU
Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.
Dans les cas visés à l'alinéa précédent, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 3, 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents survenus de fait de fonctionnement de ses installations et qui sont de nature à porter atteinte aux personnes mentionnées à l'article L. 111-1 du code de l'environnement.

Sont à signaler notamment :

- tout événement accidentel de liquides polluants, tout incendie ou explosion ;
- tout évènement anormal de fuites ou de gaz irritants, corrosifs ou toxiques ;
- toute élévation anormale du niveau de bruit émis par l'installation ;
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit ou de tout autre facteur de pollution, des installations électriques, etc., de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractériser certains des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Le rapport d'accident est, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2A DOSSIER INSTALLATIONS CLASSÉES

- L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :
- les actes administratifs délivrés par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
 - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;
 - les différents documents prévus par le présent article, à savoir :
 - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;
 - le registre reprenant l'état des arcs et le plan de stockage annexé ;
 - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
 - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
 - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;
 - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
 - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie ;
 - les consignes de sécurité ;
 - les consignes d'exploitation ;
 - le registre de déchets.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 3.1 ENVOI DES POUSSIÈRES - PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Sous préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, résolvables pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (bornes de poste, revêtement, etc.) et convenablement entretenues.

les véhicules sortant de l'installation s'entraînent par le dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues au cas de besoin. Dans tous les cas, les routes sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les envois de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 3.2 PRÉVENTION DES NUISANCES ODORANTES

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de condenses aromatiques dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.3 ÉMISSION DE POLLUANTS

Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont évacués de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont évacués dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlé.

Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de frein...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 COLLECTE DES EFFLUENTS

4.1.1. COLLECTE DES EFFLUENTS

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégrader des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement ou site.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les sections collectées, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.

4.1.2. COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non recueillies ou présentant une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'embarquement, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adaptés (détourneur-déshuileur permettant de traiter les polluant en présence).

Ces équipements sont vidués (hydrocarbures et huile) et vident lorsque le volume des huiles atteint la moitié du volume utile du débordement et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification approuvée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de constatations régulières enregistrées et soumise à disposition de l'inspecteur. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les huiles de vidage des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures, l'installation de conformité à la norme ainsi que les boîtiers de traitement des déchets devront ou retenir soit tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 4.2 REjets

4.2.1. JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

4.2.2. MESURE DES VOLUMES REJETÉS ET POINTS DE REJET

Les plans de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

4.2.3. EAUX SOUTERRAINES

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

4.2.4. ÉMISSIONS DANS LES SOLS

Les rejets directs dans les sols sont interdits.

ARTICLE 4.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

4.3.1. VALEURS LIMITES DE REJET

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le milieu public (art. L. 133-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires (au) l'objet ou tant que de besoin d'autorisation permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non déviant et non filtré, sans dilution préalable ni mélange avec d'autres effluents.

Dans tous les cas, avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif aboutissant à la station de Pierre Bénite :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 10 °C ;
- Matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 400 mg/l ;
- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- Plomb : 0,5 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;
- Métaux totaux : 15 mg/l ;

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Se, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des eaux d'env.

4.3.2. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir eu cas d'accident (régime de nuage ou de crue, etc.) de versement de matières dangereuses dans les milieux publics ou le milieu naturel.

L'écoulement des effluents recueillis des usages est dans les conditions prévues à l'article 4.3, soit contre des obstacles dans les points de rejet prévus à l'article 4.3.

4.3.3. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DE LA POLLUTION REJETÉE

L'exploitant met en place un programme de surveillance de son rejet, dans l'eau de surface la période et la nature des installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des métaux de rejet visés au point 4.3.3 est effectuée sous sa responsabilité et à ses frais.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et couvrent soit par un prélèvement agréé par le laboratoire chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées d'un demi-heure, soit par un réseau de prélèvements installés à l'entrée d'un canal ou d'un point de rejet.

Les résultats des mesures et analyses imposées au présent point sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspecteur des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

Il est accompagné de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures présentés au présent point doivent être conservés pendant une durée d'un an au moins et être à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.3.4. ÉPANDAGE

L'épandage des déchets et effluents est interdit.

TITRE 5 - DÉCHETS

ARTICLE 5.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévus aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2 DÉCHETS ENTRANTS

Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous l'angle du personnel habilité par l'exploitant.

ARTICLE 5.3 ENTREPOSAGE

L'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

L'entreposage des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est dotée d'un revêtement des zones de l'installation. Elle est imperméable et muni de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est impérativement munie de rétroviseurs.

II. Entreposage des pneumatiques :

Les pneumatiques usés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La hauteur maximale d'empilement ne dépasse pas 10 m et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs recevant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de moteur, huiles de boîte de vitesses, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquide de refroidissement...) sont soigneusement fermés, étiquetés et munis de dispositifs de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (huiles de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenus dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychlorodiphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétroviseurs.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :

Les véhicules dépollués peuvent être exposés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'effondrement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquats (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

ARTICLE 5.4 DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE ET DÉCOUPAGE

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abrite des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides frein, les liquides de frein, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 5.5 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants rotatifs en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les pré-tensionneurs sont isolés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (Diesel, mercure, cadmium et chrome) sont retirés telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des condensateurs au mercure et les batteries ;
- les pots catalytiques sont retirés ;

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage et le réutilisation le cas échéant.

II. Opérations après dépollution :

L'air destiné aux activités de coulage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.

Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

ARTICLE 5.5 DÉCHETS SORTANTS

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres I^{er} et IV de l'arrêté V du code de l'environnement.

Il s'assure que les entreprises de transport assure que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portés en caractères lisibles.

La nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5.6 REGISTRE ET TRACABILITÉ

L'exploitant établit et tient à jour un registre ou son équivalent pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installateur de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

ARTICLE 5.7 BRÛLAGE

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

TITRE 6 - BRUIT ET VIBRATION

ARTICLE 6.1 VALEURS LIMITE DE BRUIT

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PERIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PERIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 et inférieure ou égale à 45 dB(A)	1 dB(A)	4 dB(A)
Supérieure à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à l'origine d'une gêne au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 10 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessous.

ARTICLE 6.2 VÉHICULES - ENGINS DE CHANTIER

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirenes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'accidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.3 VIBRATIONS

Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe du présent arrêté.

ARTICLE 6.4 SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DES ÉMISSIONS SONORES

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'urgence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'urgence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

ARTICLE 7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques, ...) et le signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.

L'exploitant dispose d'un plan général régulièrement mis à jour des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DES PRODUITS DANGEREUX - ÉTIQUETAGE

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits, et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

7.1.3. CARACTÉRISTIQUE DES SOLS

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et des aires d'entreposage des pièces et des fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

7.1.4. AMÉNAGEMENTS

Article 7.1.4.1. Voies de circulation

À l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au point de réception et en direction des dépôts. Elles sont nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

Article 7.1.4.2. Gardiennage

En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clé, en dehors des heures d'exploitation.

Article 7.1.4.3. Accès à l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins de secours depuis les voies de circulation extérieures à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, cet état étant distant de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

Article 7.1.4.4. Désenfumage

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Les dispositifs d'ouverture devront être accessibles.

Article 7.1.4.5. Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ni subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas situés en cul de sac.

Article 7.1.4.6. Isolement par rapport aux tiers

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

7.1.5. TUYAUTERIES

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou instables et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 7.2 DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

7.2.1. CLÔTURE DE L'INSTALLATION

L'installation est munie d'une clôture d'un moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Compte tenu de l'environnement, la clôture est doublée par une haie vive ou un rideau à feuilles persistantes.

La clôture sera facilement accessible à l'entrée de l'établissement du façon à contrôler fréquemment son intégrité.

Tout dépôt de déchets ou matières combustibles est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.

7.2.2. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des boîtiers d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante, compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

7.2.3. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées au point 7.1.1 et reconnues comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions de décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

7.2.4. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements électriques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

7.2.5. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

7.2.6. MOYENS D'ALERTE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu au point 7.1.2 ;

- l'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit nominal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont assurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant accueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au profit la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- l'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'un bac de sable lorsque des opérations de déchargement ou de chargement sont effectuées sur le site ;

les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant assure la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

7.2.7. PLAN ET SCHEMA DES RÉSEAUX

L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des secours, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.

7.2.8. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf dérogation préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphones du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent point en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

ARTICLE 7.3 EXPLOITATION

7.3.1. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées au point 7.1.1, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un *« permis de feu »*. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'un flammé ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un *« permis d'intervention »* et d'acceptation d'un *« permis de feu »* et au respect des consignes particulières.

Le *« permis d'intervention »* et éventuellement le *« permis de feu »* et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'il aura nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

7.3.2. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont consignées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.4.1. RÉTENTIONS

Le tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les aménagements de recipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou tout éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

de sol de sites et des locaux de stockage en de nombreuses des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ou d'incendie et d'événements de nature à provoquer accidentellement.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués vers des bassins de stockage, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de limiter toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont intégrés lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières candidates sont collectées, de manière autonome, au grès de des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une capacité spécifique. En cas de confinement externe, les systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un état d'entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les cratères d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les cratères d'écoulement sous de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour éviter la propagation de l'incendie par ces contenants.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante : l'exploitant réalise la somme du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, du volume de produit libéré par ces incendies, d'autre part, du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface du drainage vers l'ouvrage de traitement lorsque le confinement est externe ; les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

TITRE 8 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

ARTICLE 8.1 CONTRÔLE PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de travaux sonores. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 MESURES DE PUBLICITÉ

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GEORGES-LAVAL et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.

2. Une copie sera également postée au vu et au su des actes administratifs de la préfecture.

3. Un extrait du présent arrêté sera affiché en main pendante une durée minimum de quatre semaines : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de la mairie. Le notice sera placé sur le site internet de la préfecture pendant une durée indéterminée.

4. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

5. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9-2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L-514-4 ET R-114-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L-511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 9-3 : EXECUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, du développement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, (chargé de l'affichage prévu à l'article 9-1) précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 25 DEC. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRUEL

ANNEXE

RÈGLES TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIBRATIONS

Les installations, équipées et exploitées afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations nuisibles, ou constructions associées susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de nuire au silence pour celui-ci.

Les vibrations nuisibles, en vertu de la méthode définie dans la présente annexe, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.

VALEURS LIMITES DE LA VITESSE PARTICULAIRE

Les sources continues ou assimilées

Les sources continues ou assimilées, équipées et exploitées afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations nuisibles, ou constructions associées susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de nuire au silence pour celui-ci.

FREQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz
Constructions résistantes	5 mm/s	4 mm/s	3 mm/s
Constructions sensibles	3 mm/s	2 mm/s	1 mm/s
Constructions très sensibles	2 mm/s	1 mm/s	0.5 mm/s

1. Sources impulsives ou à impulsions répétées

Les sources impulsives ou à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts pour ne pas dépasser 1/s et dont la durée d'émission est inférieure à 10 ms.

FREQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz
Constructions résistantes	5 mm/s	12 mm/s	15 mm/s
Constructions sensibles	3 mm/s	6 mm/s	12 mm/s
Constructions très sensibles	2 mm/s	4 mm/s	9 mm/s

Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières continentes observées pendant la période de mesure s'approchent de 8,5 Hz des fréquences de 8,50 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquentielle immédiatement inférieure. Si les vibrations dépassent des fréquences au delà de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié pour le ministre chargé de l'environnement.

2. CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :

- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1996 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1996 ;
- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1996.

Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :

- les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ;
- les installations liées à la sûreté générale ou la sécurité des constructions qui les contiennent ;
- les barrages, les ponts ;
- les châteaux d'eau ;
- les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les canalisations d'eau sous pression de diamètre supérieur à un mètre ;

- les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ;
- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;
- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage, pour lesquelles l'étude des effets des vibrations doit être confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme doit être approuvé par l'inspection des installations classées.

3. MÉTHODE DE MESURE

3.1. Éléments de base

Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut.

Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).

3.2. Appareillage de mesure

La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.

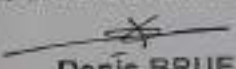
3.3. Précautions opératoires

Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes en dehors du fonctionnement de la source.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 29 DEC. 2015

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL

DEMOLITION SAINT GENOISE

SAINT GENIS CAVAL

MED de 23 Janvier 2015

Levee MED du 30 octobre 2015



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 30 OCT. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
☎ : 04 72 61 37 24
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

LR+AR

Monsieur le président directeur général,


Par courrier du 23 juin 2015, vous m'avez transmis les informations et documents attestant des mesures mises en œuvre pour la mise en conformité des installations de votre établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche.

Après avis du service de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement service des installations classées, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les éléments fournis sont suffisants pour justifier du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015.

Par conséquent, je vous informe que la procédure de mise en demeure engagée à l'encontre de votre société ne sera pas poursuivie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale,


Adjointe au chef de service
Laurence DANJOU-GALIERE



PREFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 20 octobre 2015

Arrivée le :

26 OCT. 2015

DDPP du Rhône
Service de la Protection
de l'Environnement

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTR5-CRC-15-554-PR2015

DÉPARTEMENT DU RHÔNE
Société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL

Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Objet : Installations classées : Levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 23 février 2015 pris à l'encontre de la DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL

société

Référence : APMD du 23 février 2015

Raison sociale : DÉMOLITION SAINT GENOISE

Adresse du siège social : DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL

Adresse de l'établissement : DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL

Activité principale : Installation de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU)

Code S3IC de l'établissement : 106.00841

Copies à : REMIPP/2PSE
CHRONO
C4SD/D

Suite à une visite de l'inspection des installations classées, le 20 janvier 2015, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, monsieur le préfet du Rhône a mis en demeure, par arrêté du 23 février 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE :

- > de limiter le nombre d'épaves automobiles, en attente de démontage à 40, et celui des véhicules d'occasion à 20, sous 3 mois, ou
- de fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage,
- > d'évacuer toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction sous 3 mois,

- ou
- de fournir, sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site,

- > d'aménager, sous 4 mois, son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt,

- > de réaliser, sous 6 mois, un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1.

Par transmission du 10 juillet 2015, la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP) nous a transmis, pour avis, un dossier d'actions correctives (justificatifs + porter à connaissance) du 25 juin 2015 que lui a fait parvenir la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Le porter à connaissance répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015. Ce porter à connaissance a récemment été traité par l'inspection des installations classées qui a proposé au préfet du Rhône, dans un rapport du 15 octobre 2015 référencé UTRS-CRC-15-536-PR1610 et qui sera présenté au CoDERST le 19 novembre 2015, de prendre un arrêté préfectoral complémentaire réglementant les activités de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Les justificatifs du dossier du 25 juin 2015 concernent :

- > l'aménagement du site par des voies de circulation entre les différents stockages de véhicules permettant éventuellement aux services incendie et de secours d'intervenir au plus près d'un sinistre, différentes photos du site permettant de visualiser ces voies,
- > l'installation d'une vanne d'obturation des réseaux permettant de confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des égouts.

Conclusion - Propositions

L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 février 2015 ont été respectées par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE. Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de lever la demeure qui lui avait été signifiée par l'arrêté préfectoral du 23 février 2015.

Vu et approuvé le 20/11/2015
Pour la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône
L'ingénieur de l'inspection des installations classées

- Conclusion - Propositions

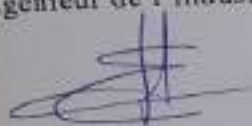
L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015 ont été respectées par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de lever la mise en demeure qui lui avait été signifiée par arrêté préfectoral du 23 février 2015.

L'inspecteur de l'environnement


Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 20 octobre 2015
Pour la Directrice et par délégation
L'ingénieur de l'industrie et des mines



Emmanuelle MAILLARD



Les services de l'État dans le département du Rhône

Arrêtés préfectoraux

[Arrêtés d'autorisation](#)

[Arrêtés complémentaires](#)

[Arrêtés d'enregistrement](#)

[Arrêtés de prescriptions spéciales](#)

[Arrêtés d'urgence](#)

[Mises en demeure](#)

[Sanctions administratives](#)

Mises en demeure

Rubrique créée le 28/05/2013

Mise à jour le 27/02/2015



Arrêté préfectoral du 27 février 2015 abrogeant l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2013 mettant en demeure la société EARL BOULLET GILLES de respecter les articles 2.1.1, 5.1 et 5.5.1 de l'arrêté ministériel du 7 février 2006 modifié.

> arrêté d'abrogation - format : PDF   - 0,12 Mb

Arrêté préfectoral du 26 février 2015 mettant en demeure la société MUNOZ de respecter les dispositions des articles 1er et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012, de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et du point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié pour son installation située 150/162 avenue Francis de Pressensé à VENISSIEUX.

> Arrêté de mise en demeure - format : PDF   - 0,17 Mb



Arrêté du 23 février 2015 mettant en demeure la société DEMOLITION SAINT GENOISE de respecter les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, pour son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL.

> mise en demeure - format : PDF   - 5,30 Mb



Arrêté préfectoral du 12 février 2015 mettant en demeure la société MED/CLEAN de respecter les dispositions des articles 1.5, 1.6.4, 5.1.3, 5.1.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014 pour son site 21-27 rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL.

> mise en demeure - format : PDF   - 0,14 Mb

Arrêté préfectoral du 12 février 2015 mettant en demeure la société ACNET ALLIAGES de respecter les dispositions du point 4.8.2 de l'article 4, des alinéas 7.1.4, 7.1.5 et 7.5.5, du point 7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2004 modifié, des articles 1er et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié et de l'article R 512-33 du code de l'environnement pour son site 10 avenue du 24 août 1994 à CORBAS.

> Arrêté de mise en demeure - format : PDF   - 0,22 Mb

Arrêté préfectoral du 29 janvier 2015 mettant en demeure la société RACINE dont les installations sont situées sur le territoire des communes de DÉCINES-CHAPIEU et VAULX-EN-VELIN, chemin des Pépinières, de respecter les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1995 modifié susvisé.

> arrêté de mise en demeure - format : PDF   - 0,58 Mb

Arrêté préfectoral du 21 janvier 2015 mettant en demeure la société EUREC ENVIRONNEMENT, pour son site de SAINT-PIERRE DE CHANDIEU, rue Lavoisier, lieu-dit "Les Broses", de respecter les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement et celles de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

> arrêté de mise en demeure - format : PDF   - 0,20 Mb

Arrêté préfectoral du 20 janvier 2015 mettant en demeure la société CAPOCCITTI dont le siège social est situé 11, rue Pierre Geoffroy à VILLEURBANNE, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la même commune, rue Pierre-Henri, de procéder à l'évacuation, vers les filières d'usage autorisées, des véhicules hors d'usage (VHU) et de l'ensemble des déchets présents sur le site, en justifiant de leur élimination, et de déclarer la cessation définitive de ses activités conformément aux articles R 512-46-25 et suivants du code de l'environnement.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté complémentaire du 30 juillet 2014, régissant le fonctionnement des activités de la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour l'exploitation d'une installation de dépollution de véhicules hors d'usage ;
- VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 janvier 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;
- VU le rapport du 21 janvier 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

...

2

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche a permis à l'inspecteur des installations classées de constater que :

- le site est aménagé par de nombreux véhicules occupant les voies de circulation présentes à l'origine de l'exploitation, cette situation ne permettant notamment plus à un engin des services d'incendie et de secours d'accéder en cas de besoin aux aires de dépôt de véhicules éloignées des entrées de l'établissement.
- la seule de 40 épaves automobiles en attente de démontage n'est pas respectée, (point 2.1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé),
- le stockage de nombreux véhicules hors d'usage dépollués ne respecte pas le point 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 qui impose que les épaves automobiles démontées soient évacuées le jour même vers un centre de destruction,
- la société n'a pas prévu de confinement permettant de retenir l'ensemble des eaux et effluents susceptibles d'être pollues lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des égrues, ou du milieu naturel.

CONSIDERANT, donc, que la société DEMOLITION SAINT-GENOISE ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GENIS-LAVAL, les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7, de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'invoquer la société DEMOLITION SAINT-GENOISE à respecter strictement les dispositions réglementaires appelées en cause ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

ELU, la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société DEMOLITION SAINT-GENOISE, 12, chemin de la Mouche, à SAINT-GENIS-LAVAL, est mise en demeure de respecter strictement les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

A cet effet, l'exploitant devra :

- > sous 3 mois, limiter le nombre d'épaves automobiles, en attente de démontage à 40, et
- OU
- > fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage.

3

- > sous 3 mois, évacuer toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction,

OU

- > fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHL dépollués sur le site,

- > aménager sous 4 mois, son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt,

- > réaliser sous 6 mois, un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et effluents susceptibles d'être pollues lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ainsi qu'aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 ;

ARTICLE 5 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 6 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le

23 FEV. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRUEL

E DE LA DOPP D
VON CDECK 02
2 11 17' du point

RDH - P

1. Sché

2. Commu

3. Dike

4. B. Berna

5. E. Zyl

6. H. Rige

7. J. G. L. L.

8. F. L.

9. D. J. J. J.

10. J. J. J. J.

11. J. J. J. J.

12. J. J. J. J.

13. J. J. J. J.

14. J. J. J. J.

15. J. J. J. J.

16. J. J. J. J.

17. J. J. J. J.

18. J. J. J. J.

19. J. J. J. J.

20. J. J. J. J.

21. J. J. J. J.

22. J. J. J. J.

23. J. J. J. J.

24. J. J. J. J.

25. J. J. J. J.

26. J. J. J. J.

27. J. J. J. J.

28. J. J. J. J.

29. J. J. J. J.

30. J. J. J. J.

31. J. J. J. J.

32. J. J. J. J.

33. J. J. J. J.

34. J. J. J. J.

35. J. J. J. J.

36. J. J. J. J.

37. J. J. J. J.

38. J. J. J. J.

39. J. J. J. J.

40. J. J. J. J.

41. J. J. J. J.

42. J. J. J. J.

43. J. J. J. J.

44. J. J. J. J.

45. J. J. J. J.

46. J. J. J. J.

47. J. J. J. J.

48. J. J. J. J.

49. J. J. J. J.

50. J. J. J. J.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 21 janvier 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLÉ
Cellule Saint-Sol sous-sol Déchets Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelle@developpement-durable.gouv.fr
Réfèrent : UTR5-CS-15-G841GR1-2101PR

DÉPARTEMENT DU RHONE
Société DEMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL
Visite d'inspection courante réalisée le 20 janvier 2015
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse du siège social :

DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL

Adresse de l'établissement :

DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL

Activité principale de l'établissement :

Installations de dépollution de véhicules hors d'usage
(VHU)

Code S3IC de l'établissement :

106.841

Priorité DREAL :

Autres

Copies à : REMIPP
C4 SD/D
CHRONO

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QPR-05-009

Inspecteur : Pascal RESTELL

Date d'annonce du contrôle : 30 décembre 2014

Type de contrôle :

☐ Inspection approfondie ☐ Inspection annoncée ☒ Inspection planifiée

☒ Inspection surprise ☐ Inspection inopinée ☐ Inspection circonstanciée

☐ Inspection ponctuelle

Circonstances du contrôle :

☒ Plan de contrôle de la DREAL ☐ Incident/Accident : pollution de la Saône

☐ Plan de contrôle

☐ Plan de contrôle

Thèmes du contrôle :

L'inspection a concerné le respect de prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié autorisant et réglementant le fonctionnement des activités sur ce site (articles 1, 3, 4, 5, 2, 3, 1, 2 et 5.3) ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage et de stockage de véhicules terrestres hors d'usage) (articles 4, 6, 7, 8, 9, 10, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27) ;
- l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Référentiel du contrôle :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 (arrêté en faveur des droits acquis) ;
 - arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ;
 - arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.
- Principales installations contrôlées :
- ensemble du site

Personnes rencontrées et fonctions :

- Monsieur Raymond PENET, Gérant de la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE
- Madame Maryse LAFRATE, Secrétaire à la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE

Description des installations :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE exploite, sur le commune de SAINT-GÉNOIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche, une installation d'entreposage, de dépôt, de démontage ou de découpage de véhicules hors d'usage. Le site sur lequel sont exercées les activités de la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980, modifié par l'arrêté complémentaire du 30 juillet 2014 (arrêté en faveur des droits acquis), au titre de la législation des installations classées et par un arrêté préfectoral d'autorisation de contre-Véhicules Hors d'Usage (VHU) n° PR 69 00096D du 25 septembre 2012. L'effectif de cette société est actuellement d'une dizaine de personnes.

Contenus de la visite - constatations

À l'issue de l'inspection, les principales constatations ou observations sont :

Point 1.3 (Voies de circulation) de l'article 1° de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 et article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Le site est actuellement saturé par de nombreux véhicules qui occupent les voies de circulation présentes à l'origine de l'exploitation. Cette situation ne permet plus notamment à un agent des services d'incendie et de secours d'accéder aux aires de dépôt de véhicules éloignés des entrées de l'établissement (voir photo ci-dessous).



Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE d'aménager son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt ~~vers~~ ~~à~~ ~~vers~~ conformément au point 1.3 de l'article premier de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980.

Point 1.4 (Clôture) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 et article 1^{er} ministériel du 26 novembre 2012 :

Le site est clôturé en grande partie par un mur en béton supportant une clôture grillagée de plus de 2,5 mètres de hauteur. Une plus petite partie, côté nord-ouest où sont situées des maisons d'habitation, est clôturée par une haie de lauriers à feuilles persistantes.

L'accès au site se fait par 3 portails coulissants qui sont fermés à clé en dehors des heures d'exploitation.

Point 1.5 (Gardiennage) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Sept caméras de surveillance équipent le site. Les images de ces caméras sont transmises dans le bureau de l'exploitant.

Article 2 (Aménagement et exploitation) de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Le site est actuellement occupé en grande partie par des Véhicules Hors d'Usage (VHU) dépollués. Des opérations de dépollution des VHU peuvent être encore réalisées des pièces d'occasion. Au nord du bâtiment principal, sur une aire asphaltée, sont stockés les véhicules d'occasion ainsi que les véhicules gravement endommagés (VGE), en provenance de compagnies d'assurances, non dépollués.

Le seul de 40 épaves automobiles en attente de démontage fixé au point 2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 n'est pas respecté. Il a été en effet constaté le jour de l'inspection la présence d'une seule épave automobile.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de régulariser sa situation concernant le nombre de véhicules non dépollués stockés sur le site :

- ou respectant sous 3 mois le point 2.1, "Zones de stationnement", en limitant le nombre d'épaves automobiles en attente de démontage à 40 et celui des véhicules d'occasion à 20, conformément au point 1.5 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980,

- ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage.

Les opérations de dépollution des Véhicules Hors d'Usage sont effectuées sur une aire imperméabilisée extérieure protégée par un auvent à l'ouest du bâtiment principal.

Il a été constaté le jour de l'inspection à l'ouest du bâtiment principal un stockage d'environ 300 pneumatiques usagés selon les dires du gérant de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE, les modifications relatives à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980, en informant de la difficulté actuelle qu'il rencontrait avec la société EU REC Environnement collecteur agréé de pneumatiques, pour leur enlèvement qui a été demandé à cette dernière à la mi-décembre 2013.

Action correctrice demandée (AC1) :

L'exploitant devra faire évacuer les pneumatiques sous 1 mois afin de respecter le volume de 10 m³ actuellement défini au point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980.

Les opérations de découpage ou clivage des pneumatiques sont effectuées à plus de huit mètres des VHU ou tous autres véhicules.

Les VHU non dépollués rapidement après leur dépôt sur le site. Le délai de 3 mois dans lequel tout véhicule hors d'usage doit être traité est respecté.

De nombreux VHU dépollués sont stockés sur le site afin que des pièces d'occasion puissent être encore récupérées sur les véhicules en fonction de la demande. Ce stockage ne respecte pas la prescription du point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 qui impose que les épaves automobiles démontées soient évacuées le jour même vers un centre de destruction.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de régulariser sa situation concernant le stockage de véhicules dépollués stockés sur le site :

en respectant, sous 3 mois, le point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 en évacuant toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction.

ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site.

Points 5.1, 5.2 et 5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Le sol de l'aire de dépollution des VHU est imperméabilisée et sous auvent. Des opérations de dépollution de VHU peuvent être également effectuées à l'intérieur du bâtiment sur une aire aménagée dans l'atelier mécanique. Les réservoirs et fûts récupérant les liquides de refroidissement, les huiles et les carburants sont placés sur couvertures de rétention suffisamment dimensionnées à l'intérieur du bâtiment. Les batteries, retirées des véhicules, réutilisables ainsi que celles usagées et reprises par la société UDE sont stockées dans des containers étanches situés à l'intérieur du bâtiment. Aucun rejet liquide n'est effectué directement dans le milieu naturel. Le réseau de collecte des effluents est de type séparatif à l'intérieur du site. Aucun transport de liquides inflammables par canalisations n'est réalisé sur le site. Les eaux pluviales des parkings et voies de circulation qui peuvent être souillées par des hydrocarbures ruisselant sur les sols transitent par deux séparateurs d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'assainissement communautaire de la commune de Saint-Genis-Laval pour être acheminées vers la station d'épuration de Pierre-Bénite gérée par le Grand Lyon. Les aires de parkings sont en pente pour que les eaux y ruisselant puissent être dirigées vers les grilles de récupération d'eaux pluviales présentes sur le site. Le dernier curage des séparateurs d'hydrocarbures a été réalisé le 29 mai 2013. L'arrêté de déversement autorisant la société DÉMOLITION SAINT GENOISE à envoyer ses eaux pluviales vers la station d'épuration de Pierre-Bénite est daté du 12 mai 2011 : aucune date de validité n'est précisée dans cet arrêté de déversement.

Articles 4, 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Le jour de l'inspection, nous avons appris au gérant de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE ainsi qu'à sa secrétaire, appelée à gérer le suivi administratif de l'établissement, que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatives aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 étaient opposables à leurs installations. L'exploitant a pu nous montrer, le jour de l'inspection les rapports de vérification des installations électriques et des extenseurs ainsi que le livre de police pour les véhicules hors d'usage qui ont été déposés sur son site. Une partie du site, sur laquelle sont stockées notamment les VHU non dépollués et les Véhicules Gravement Endommagés (VGE), est imperméabilisée depuis 2 ans environ, selon le gérant. Le gérant nous a informé que d'autres travaux d'imperméabilisation étaient programmés dans l'année 2015 sous le stockage de véhicules dépollués. La présence d'un mur en béton d'une hauteur supérieure à 2 mètres sur une grande partie du périmètre limite l'impact visuel dû aux véhicules stockés.

Articles 8, 9 et 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Aucune zone de risques (incendie, explosion ou émanations toxiques) n'a été établie par l'exploitant. Les stockages de produits dangereux présents sur le site se limitent aux réservoirs contenant les liquides susceptibles de créer une pollution par déversement accidentel en provenance des véhicules dépollués (liquides de freins, liquides de refroidissement, huiles, hydrocarbures, ...) ainsi qu'aux stockages de matières. Ces différents stockages sont faibles en volumes. Aucun plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques n'a été établi par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Action correctrice demandée (AC2) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra, sous 1 mois, recenser les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un plan de ces

un plan devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

Aucun dispositif de confinement n'a été réalisé pour éviter tout débordement accidentel de liquides polluants en cas d'incident d'urgence (voir observation plus loin dans le rapport l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).

Article 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société APAVE le 1^{er} avril 2014.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 3 mai 2014 (5 extincteurs vérifiés).

Les locaux techniques ne sont pas équipés de dispositifs de direction de fumées.

Actions correctrices demandées (AC1) :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra équiper chaque local technique de dispositifs de direction de fumées, dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps sous 3 mois. Ces informations devront être adressées à l'inspection des installations classées sous 4 mois ainsi qu'une consigne de maintenance. Elle devra organiser une fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus seront remis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local n'a pas été établi.

Actions correctrices demandées (AC4) :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra établir un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 3 mois et le transmettre à l'inspection des installations classées.

L'exploitant n'a pas pu nous apporter la preuve que le poteau d'incendie public, implanté sur la voie publique (protection de son établissement, état actuel à moins de 100 mètres du point le plus éloigné de son établissement et état susceptible de lever un débat 60 m) n'a posé aucun danger.

Actions correctrices demandées (AC5) :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra se rapprocher du gestionnaire du poteau d'incendie public pour s'assurer qu'il répond aux exigences de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une attestation du gestionnaire de ce poteau d'incendie, représentant ses caractéristiques, devra permettre de justifier au préfet la conformité du poteau d'incendie sous 3 mois.

Article 21, 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, mentionnant les dangers présents n'ont pas été établis.

Actions correctrices demandées (AC6) :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra établir un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux : ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Ces plans devront être transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

Aucune consigne d'exploitation ou de sécurité n'a été établie par l'exploitant.

Actions correctrices demandées (AC7) :

Des consignes d'exploitation et de sécurité devront être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et transmises à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Après la station de dépollution des véhicules hors d'usage, à l'entrée du site, sont stockés les réservoirs ou les permettant la récupération des différents fluides en provenance des véhicules. Ces réservoirs ou fûts sont implantés dans une fosse maçonnée sur le sol bétonnée par un muret. Cette capacité de stockage est placée sous un auvent.

Aucun confinement ne permet de recueillir l'ensemble des eaux et résiduels susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, ou du milieu naturel.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé au préfet du Rhône de mettre en demeure, en application de l'article L. 511-8 du code de l'environnement, la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE de réaliser sous 6 mois un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et résiduels susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Arrêté du 24 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Les VHU déposés sur le site sont les uniques déchets entrants. La liste de police sur lequel est précisé notamment l'origine du déchet (particulier, entreprise, etc.) ainsi que d'autres informations répond à la définition du registre des déchets entrants.

Un classeur contenant notamment les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) classés de manière chronologique peut répondre à la définition du registre des déchets sortants. Il devra être complété par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE suite à la légalisation des VHU (plastiques, métaux, verres, ...).

Actions correctrices demandées (AC8) :

La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra compléter son registre de déchets sortants, constitué notamment par un classeur dans lequel sont classés de manière chronologique les bordereaux de suivi de déchets dangereux, par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par l'établissement et repris à l'article 1 de l'arrêté ministériel susvisé. Le registre des déchets sortants contenant l'ensemble des informations susvisées devra être mis en place sous 1 mois.

Suivent :

I. Suites immédiates :

Observations et actions correctrices demandées (AC) :

AC1 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra faire évacuer les pneumatiques sous 1 mois afin de respecter le volume de 10 m³ actuellement défini au point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1981.

AC2 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra, sous 1 mois, recenser les preuves de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-3 du code de l'environnement. Un plan de ces zones devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

AC3 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra équiper chaque local technique de dispositifs de direction de fumées, dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps sous 3 mois. Ces informations devront être adressées à l'inspection des installations classées sous 4 mois ainsi qu'une consigne de maintenance. Elle devra organiser à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus seront remis à la disposition de l'inspection des installations classées.

minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AC4 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra établir un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 2 mois à transmettre à l'inspection des installations classées.

AC5 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra se rapprocher du gestionnaire du réseau d'égouts pour s'assurer qu'il répond aux exigences de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une attention particulière de ce réseau d'égouts, reprenant les caractéristiques, devra permettre de justifier au préfet la conformité du réseau d'égouts sous 2 mois.

AC6 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra établir un plan de positionnement des équipements d'alarme et de secours ainsi que les plans des locaux - ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers prioritaires. Ces plans devront être transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

AC7 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra afficher des consignes d'exploitation et de sécurité aux locaux affectés dans les lieux fréquentés par le personnel et transmises à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

AC8 : La société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE devra compléter son registre des déchets sortants, constitué précédemment par un récépissé dans lequel sont classés de manière chronologique les bordereaux de suivi des déchets dangereux, par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par l'établissement et reprises à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé. Le registre des déchets sortants contenant l'ensemble des informations susvisées devra être mis en place sous 1 mois.

2. Propositions de suites administratives :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, préfet de la région Rhône-Alpes, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GÉNOISE :

- d'aménager son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt sous 4 mois conformément au point 1.3 de l'article premier de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 ;

- de régulariser sa situation concernant le nombre de véhicules non dépollués stockés sur le site :

⇒ en respectant, sous 3 mois, le point 2.1, "Zones de stationnement", en limitant le nombre d'épaves automobiles en attente de démontage à 40 et celui des véhicules d'occasion à 20, conformément au point 2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 ;

⇒ ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage ;

- de régulariser sa situation concernant le stockage de véhicules dépollués stockés sur le site :

⇒ en respectant, sous 3 mois, le point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 en évacuant tous les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction ;

⇒ ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site ;

- de réaliser sous 6 mois un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ;

NOTES SEBES

La présente décision, effective sur le site de Saint-Genis-Laval le 20 janvier 2015, a fait l'objet d'un envoi en recommandé, lequel était annexé le présent rapport d'inspection, à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'inspecteur de l'environnement

Yves ROBERT
YVES ROBERT

La présente décision a été approuvée et transmise à monsieur le préfet du Rhône le 22 janvier 2015.

Le directeur et par délégation,
Le directeur de l'industrie et des mines

Christophe MAILLARD
Christophe MAILLARD



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

Tel : 04 72 61 37 42

Cd : alexandre.carret@rhone-pur.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur.*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté complémentaire du 30 juillet 2014, régissant le fonctionnement des activités de la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour l'exploitation d'une installation de dépollution de véhicules hors d'usage ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 janvier 2015 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 21 janvier 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le site est saturé par de nombreux véhicules occupant les voies de circulation présentes à l'origine de l'exploitation, cette situation ne permettant notamment plus à un engin des services d'incendie et de secours d'accéder en cas de besoin aux axes de dépit de véhicules éliminés des entrées de l'établissement.

- le seuil de 40 épaves automobiles en attente de démontage n'est pas respecté, (point 2.1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé) ;

- le stockage de nombreux véhicules hors d'usage dépollués ne respecte pas le point 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 qui impose que les épaves automobiles démontées soient évacuées le jour même vers un centre de destruction.

- la société n'a pas prévu de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des égouts, ou du milieu naturel.

CONSIDERANT, donc, que la société DEMOLITION SAINT GENOISE ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GENIS-LAVAL, les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'invoquer la société DEMOLITION SAINT GENOISE à respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la direction départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société DEMOLITION SAINT GENOISE, 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL, est mise en demeure de respecter strictement les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

A cet effet, l'exploitant devra :

- OU
- **sous 5 mois**, limiter le nombre d'épaves automobiles, en attente de démontage à 40, et celui des véhicules d'occasion à 20,
 - fournir **sous 4 mois**, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage.

➤ **sous 3 mois**, évacuer toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction.

OU

- fournir **sous 4 mois**, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site.

➤ aménager **sous 4 mois**, son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des axes de dépôt,

➤ réaliser **sous 6 mois**, un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2212-1 ;

ARTICLE 5 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 6 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL ;
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 FEV. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRAUEL



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 26 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ 04 72 61 37 82
Fax : 04 72 61 37 24
✉ alexandre.carret@rhone.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur le chef de l'unité
territoriale Rhône-Saône
DREAL Rhône-Alpes

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
OBJET : Installations classées.		
• Copie de l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la société DEMOLITION SAINT GENOISE, 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL.	1	Transmise pour exécution comme suite à votre proposition du 21 janvier 2015. La directrice départementale, 



PREFET DU RHONE

Lyon, le 26 FEV. 2015

Direction départementale
protection des populations

Service protection de l'environnement
installations classées et environnement

Représenté par Alexandre CARRET
04 72 61 31 82
04 72 61 37 24
alexandre.carret@drh.rhone.gouv.fr

L.R. + A.R.

Monsieur,

Je vous adresse, pour notification, une copie de l'arrêté préfectoral vous mettant en demeure de respecter sur votre établissement de SAINT-GENIS-LAVAL les dispositions des articles 1.3, 2.1, 2.7 de l'arrêté du 5 septembre 1980 modifié et de réaliser un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

La directrice départementale,

DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche
69230 SAINT GENIS LAVAL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 21 janvier 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule «Risques Chroniques» et Territoriale
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.pouv.fr
Référence : UTRS-CS-15-G841G02-2101PR

Lettre recommandée avec accusé de réception

Pièces jointes : Rapport d'inspection transmis au préfet du Rhône
Aide au remplissage déclaration GEREP VHU

Monsieur le gérant,

J'ai effectué le 20 janvier 2015 une visite d'inspection dans votre établissement situé,
12, chemin de la Mouche, à SAINT-GENIS-LAVAL.

Ce contrôle a porté sur le respect de certaines dispositions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié autorisant et réglementant le fonctionnement des activités sur ce site (articles 1.3, 1.4, 1.5, 2, 5.1, 5.2 et 5.3) ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) (articles 4, 6, 7, 8, 9, 10, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26 et 27) ;
- l'arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Société DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

En application de l'article L. 311-3 du code de l'environnement, je vous transmets en pièce jointe, pour information, copie du rapport au / adresse à monsieur le préfet du Rhône (DDPP - Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône - Service Protection de l'environnement et Pôles Installations classées et Protection de l'environnement - 69622 - Lyon Cedex 23) suite à cette inspection.

Vous pouvez porter à la connaissance du préfet du Rhône (adresse sus-citée), dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la présente lettre recommandée, les éventuelles observations que pourriez soulever le rapport et notamment les propositions de mise en demeure ou sursis (voir rapport), délai à l'issue duquel l'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être signé.

J'attire votre attention sur le fait qu'en cas de non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure qui pourrait être pris par le préfet du Rhône, je proposerai les sanctions administratives (amende administrative et astreinte journalière) prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Dans ce rapport, vous trouverez notamment les demandes d'actions correctives (AC), reprises ci-dessous, pour lesquelles vous devez prendre des engagements le plus rapidement possible et respectant, le cas échéant, les délais fixés.

AC1 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra faire évacuer les pneumatiques (AC) (voir annexe administrative et astreinte journalière) prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin de respecter le volume de 19 m³ actuellement défini au point 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980.

AC2 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra, sous 1 mois, recenser les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits très en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences dénotées ou endommageant les intérêts mentionnés à l'article L. 311-1 du code de l'environnement. Le plan de ces zones devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

AC3 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra envoyer chaque local technique de dispositifs de détection de fumées, dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps sous 2 mois. Ces informations devront être adressées à l'inspection des installations classées sous 4 mois sous qu'une consigne de maintenance. Elle devra également à l'inspection des installations classées les vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AC4 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 2 mois et le transmettre à l'inspection des installations classées.

AC5 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan de prévention des incendies d'incendie public puis s'assurer qu'il répond aux exigences de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une attestation du gestionnaire de ce plan d'incendie, reprenant ses caractéristiques, devra permettre de justifier au préfet la conformité du plan d'incendie sous 1 mois.

AC6 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans doivent mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Ces plans devront être transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

AC7 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir des consignes d'exploitation et de sécurité qui seront affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et transmises à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

AC8 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra compléter son registre de déchets suivants, constitué actuellement par un classeur dans lequel sont classés de manière chronologique les bordereaux de suivi des déchets dangereux, par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par l'établissement et repris à l'article 2 de l'arrêté ministériel sus-cité. Le registre des déchets suivants contenant l'ensemble des informations sus-citées devra être mis en place sous 1 mois.

Je vous demande de bien vouloir me tenir informé, au plus tard dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez aux différentes remarques formulées.

Par ailleurs, vous êtes soumis à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets visée dans l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié par l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012. En effet, les déchets dangereux, en provenance de vos installations de dépollution de VHU et de vos séparateurs d'hydrocarbures, dépassent le seuil de 2 t/an fixé à l'article 4 de cet arrêté pour être soumis à cette déclaration.

Vous trouverez ci-dessous un lien électronique permettant d'obtenir un identifiant et un mot de passe.

<https://www.developpement-durable.gouv.fr/annuaire>

J'attire votre attention sur le fait que la déclaration annuelle pour l'année 2014 devra être faite entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2015.

Vous trouverez également pour information en annexe du présent courrier une aide au remplissage de la déclaration VHU que vous aurez également à remplir lors de la télédéclaration sus-citée.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement

Pascal RESTELLI

Pascal RESTELLI

Copies à : Chrono - CASDO
REMIPP
DDPP

M. PENET Emile
M. PENET Raymond
2, rue Guilloux
69230 St-GENIS-LAVAL

St-GENIS, le 10 mai 1978

Monsieur le Préfet
du Département du Rhône

Monsieur le Préfet,

Je sollicite de votre part, l'autorisation pour l'ouverture d'un parc de voitures d'occasions et d'épaves, en vue de faire de la récupération de pièces.

Veuillez trouver, ci-dessous, les renseignements demandés par votre circulaire.

ARTICLE 2 :

- 1°) - M. PENET Emile - né le 22.05.50 à LYON (4e)
- M. PENET Raymond - né le 16.10.56 à OULLINS
habitant 2, rue Guilloux à SAINT-GENIS-LAVAL.
- 2°) Le parc projeté sera situé sur la parcelle n° 406 de la section A de la commune de St-GENIS-LAVAL et d'une surface de 1200 m2.
- 3°) La nature des activités sera le stockage de véhicules automobiles en vue de la récupération de pièces de rechange. Le parc est prévu pour environ 200 véhicules.
- 4°) Les procédés de fabrication mis en oeuvre seront seuls des démontages et stockage de pièces.

ARTICLE 3 :

Joint à cette demande :

- 1°) Une carte au 1/25000 ou est indiqué l'emplacement de l'installation projetée.
- 2°) un plan au 1/2500 (relevé cadastral)
- 3°) Un plan d'ensemble au 1/200 de la parcelle intéressée.

Je vous signale que pour cette installation, aucune construction n'est envisagée.

INVENTAIRE DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS - BASIAS

Page 1

Commune SAINT-GENIS-LAVAL

Date d'impression 30/04/2018

Indice national RHA-I-69 00145

Sur Internet <http://basias.brgm.fr>

Le 01/01/1111 est utilisé lorsque la date est inconnue, (anc. format) et (ancien format) indiquent un ancien format de saisie d'une donnée.

1 - IDENTIFICATION DU SITE

Indice départemental	RHA6900145	Unité gestionnaire	BRGM/SGR/RHA
Créateur(s) de la fiche	BC_IHR.	Date de création de la fiche	31/03/2014
Nom(s) usuel(s)	Dépôt de véhicules hors d'usage et de pneus		
Raison(s) sociale(s) de l'entreprise connue	Démolition Saint Génoise; Sté PENET Frères (MM. PENET - ou Pennet - Emile et Raymond)		
Siège(s) social(aux)	?; 21 rue Guilloux à St GENIS LAVAL		
Sous surveillance ?		Etat de connaissance	Inventorié
Visite rapide de terrain		Date de la visite	
Commentaire(s)			

2 - LOCALISATION DU SITE

Adresse (anc. format)

Dernière adresse	Numéro	N° d'ordre	Type de voie	Nom de la voie
	12		Chemin	Mouche (de la)
Localisation	12 rue de la Mouche (= voie communale n°7 du moulin de la charité), angle avec chemin rural n°56			
Numéro INSEE	69204		Commune principale	SAINT-GENIS-LAVAL
Arrondissement				
Zone lambert	Lambert II étendu		Précision	
X saisi (m)	792653		Y saisi (m)	2079908
Zone lambert adresse			Précision de l'adresse	
X Adresse			Y Adresse	
Altitude (m)			Précision z	

Carte géologique	Numéro	Huitième
------------------	--------	----------

Carte(s) et plan(s) consulté(s)

Carte consultée	Echelle	Année d'édition	Présence du site?	Référence du dossier
Plan IGN	1/25000	1974	<input checked="" type="checkbox"/>	AD69_1615W830-2
Plan parcellaire	1/2500		<input checked="" type="checkbox"/>	AD69_1615W830-2
Plan de situation	1/200		<input checked="" type="checkbox"/>	AD69_1615W830-2
Plan de masse	1/200		<input checked="" type="checkbox"/>	AD69_1615W830-2

Commentaire(s) à l'angle avec la Rue des Platanes.

3 - PROPRIETE DU SITE

Nombre de propriétaires actuels ?

INVENTAIRE DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS - BASIAS

Page 2

Commune SAINT-GENIS-LAVAL

Date d'impression 30/04/2018

Indice national RHA-I-69 00145

Sur Internet <http://basias.brgm.fr>

Référence(s) cadastrale(s) des parcelles occupées (tout ou partie) par le site

Cadaastre	Date	Echelle	Section	Parcelle	Précision IHU - site
SAINT-GENIS-LAVAL	01/01/1980	1/2500	A	406	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC156	156	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC155	155	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC154	154	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC153	153	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC152	152	
SAINT-GENIS-LAVAL	01/10/2007		69204BC4	4	

Commentaire(s) PP, d'après plan, adresse et photos aériennes qui montrent que la casse s'est significativement agrandie/1980.

4 - ACTIVITE(S)

Date début première activité 05/09/1980 Date fin de dernière activité

Origine de la date AP=Arrêté préfectoral

Site en activité ? En activité

Historique de(s) activité(s) sur le site

Ordre	Date début	Date fin	Code activité	Libellé de l'activité	Importance de l'activité	Groupe selon SEI	Autres informations
1	05/09/1980		E38.31Z	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	Autorisation	1er groupe	Dépôt de carcasses

Origine de la date de début

AP=Arrêté préfectoral

Référence du dossier

AD69_1615W830-2,
APR69_9608-B12

2 05/09/1980

E38.41Z

Décharge de pneus usagés

Autorisation

1er groupe

Origine de la date de début

AP=Arrêté préfectoral

Référence du dossier

AD69_1615W830-2

Produit(s) utilisé(s) ou généré(s) par l'activité du site

No. Ordre	Code produit	Libellé produit	Quantité m3	Quantité tonnes/semaine
1	A	METAUX FERREUX		
	B	METAUX NON FERREUX		
2	D04	Caoutchouc, Elastomères, Plastiques, Polymères, Celluloïd		

Exploitant(s)

Date début exploitation Date fin exploitation Nom de l'exploitant ou raison sociale

05/09/1980

Sté PENET Frères (MM. PENET Emile et Raymond)

Commentaire(s) Le dossier AP69_9608-B12 était dans un boîte concernant des plaintes entre 1984 et 1992. Il est

Commune SAINT-GENIS-LAVAL

Date d'impression 30/04/2018

Indice national RHA-I-69 00145

Sur Internet <http://basias.brgm.fr>

relatif à une plainte pour débordement de la casse sur le trottoir. Toujours en activité au nom de la Sté Démolition Saint Génoise.

5 - UTILISATION ET PROJET(S)**6 - ENVIRONNEMENT****7 - CONSULTATION**

Consultation de la mairie Oui

Date de consultation 06/10/2016

Réponse de la mairie Oui

Date de réponse 07/12/2016

8 - CLASSES DE SELECTION DU SITE**9 - ETUDES ET ACTIONS****10 - DOCUMENTS ASSOCIES****11 - BIBLIOGRAPHIE**

Source(s) d'information AD69_1615W830-2, APR69_9608-B12

Chronologie de l'information

Autre(s) source(s)

Donnée(s) complémentaire(s)

Référence(s) des activité(s) industrielle(s)

Code NAF	Activité industrielle sur le site	Référence du dossier
E38.31Z	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)	AD69_1615W830-2, APR69_9608-B12
E38.41Z	Décharge de pneus usagés	AD69_1615W830-2

Référence(s) des carte(s) et plans consulté(s)

Nom de la carte	Echelle	Référence du dossier
Plan parcellaire	1/2500	AD69_1615W830-2
Plan de situation	1/200	AD69_1615W830-2
Plan de masse	1/200	AD69_1615W830-2
Plan IGN	1/25000	AD69_1615W830-2

12 - SYNTHESE HISTORIQUE

1. Liste des Rubriques

N° 286 Stockage et activités de récupération de carrosserie de Véhicules Hors d'usage.

Pour les Véhicules destinés à la mise en pièces en vue de Revendre les pièces détachées.

2. Note technique.

Les conditions de stockage se font suivant la méthode précise sur le plan au 1/200^{ème} (ci joint)

3. étude d'impact

Bruit de Fond : le terrain est entouré par la voie communale N° 4 / et par le chemin Rural N° 56 et par des vergers (arbres fruitiers)

Le Bruit est celui dû à la circulation Routière sur les deux voies de circulation. (Trafic Moyen)

Eaux Résiduaires : l'établissement N'emploie pas d'eau et N'est pas Branché au Réseau public.

Les eaux Pluviales qui tombent sur les Véhicules ne sont pas souillées du fait que leur carrosserie sont complète.

Un Véhicule sur lequel des pièces ont été récupérées est déposé le jour même du démontage sur un centre de destruction d'épaves de Véhicules se trouvant à proximité de l'établissement environ 800 Mètres

Inconvénient de l'exploitation :

il n'y a pas de Brûlage Nocif
de stockage Dangereux
de Vieilles Feuilles.

R. de B. PETNET
Maire de la Commune
N° 123456789
N° 123456789
N° 123456789

Le montage des pièces détachées se fait au Moyen de cis
et manuellement

L'orgue de véhicule accidenté est très embouteillé en chaudière
et employé afin de dégager les pièces que je puis récupérer
de chaudière. Fonctionne à l'acétylène et à l'oxygène.

Je n'ai pas de stock de Bouteilles de gaz.

Pour le transport des véhicules deux dépanneuses sont employées

Concernant les dispositions prises

des allées sont numérotées

des Hues Vues sont mises en place

Les véhicules sont rangés en ordre

Les Matières et pièces détachées sont Rangées dans un Hangar
L'établissement n'engendre pas de bruit, de part son installation
étude sur les dangers :

En cas d'incendie deux extincteurs sont présents se trouvant
à l'entrée du Hangar.

Une Bouche d'incendie se trouve à main de 200 M de l'entrée
de l'établissement (carrefour voie communale N° 3 de Ravolet - rue
communale N° 4 des Chemins de la Chante).

En cas d'accident les services d'urgences sont prévenus par téléphone
L'établissement est exploité par les deux préposés de la
demande

A. S^t Genis lauel le 30 Août 1978

R. et E. PENNET

17, rue de la République

49100 SARTRE-LE-CHÂTEAU

Tél. 33 15 77

COMMUNE DE S^t GENIS LAVAL RHONE

PROPRIETE DE M^r PENET

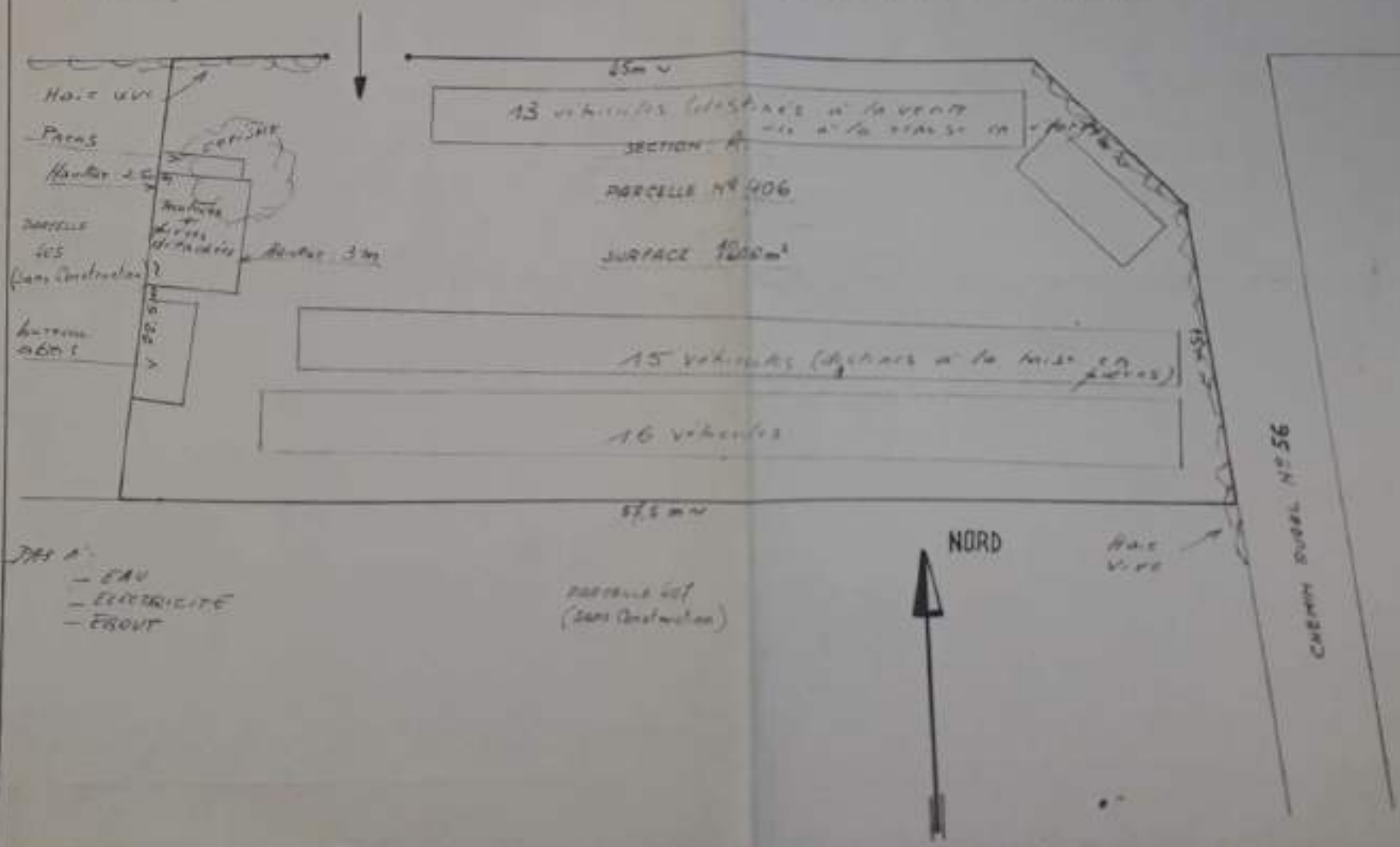
Echelle: 1/200

24 03 88

S^t GENIS LAVAL

VOIE COMMUNALE N°7. DU MOULIN DE LA CHARITE

PIERRE
BENTON



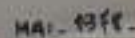
MAR. 1988

24 DEC 1971

ECHELLE : 1/200

VOIE COMMUNALE N° 7 DU MOULIN DE LA CHARITE

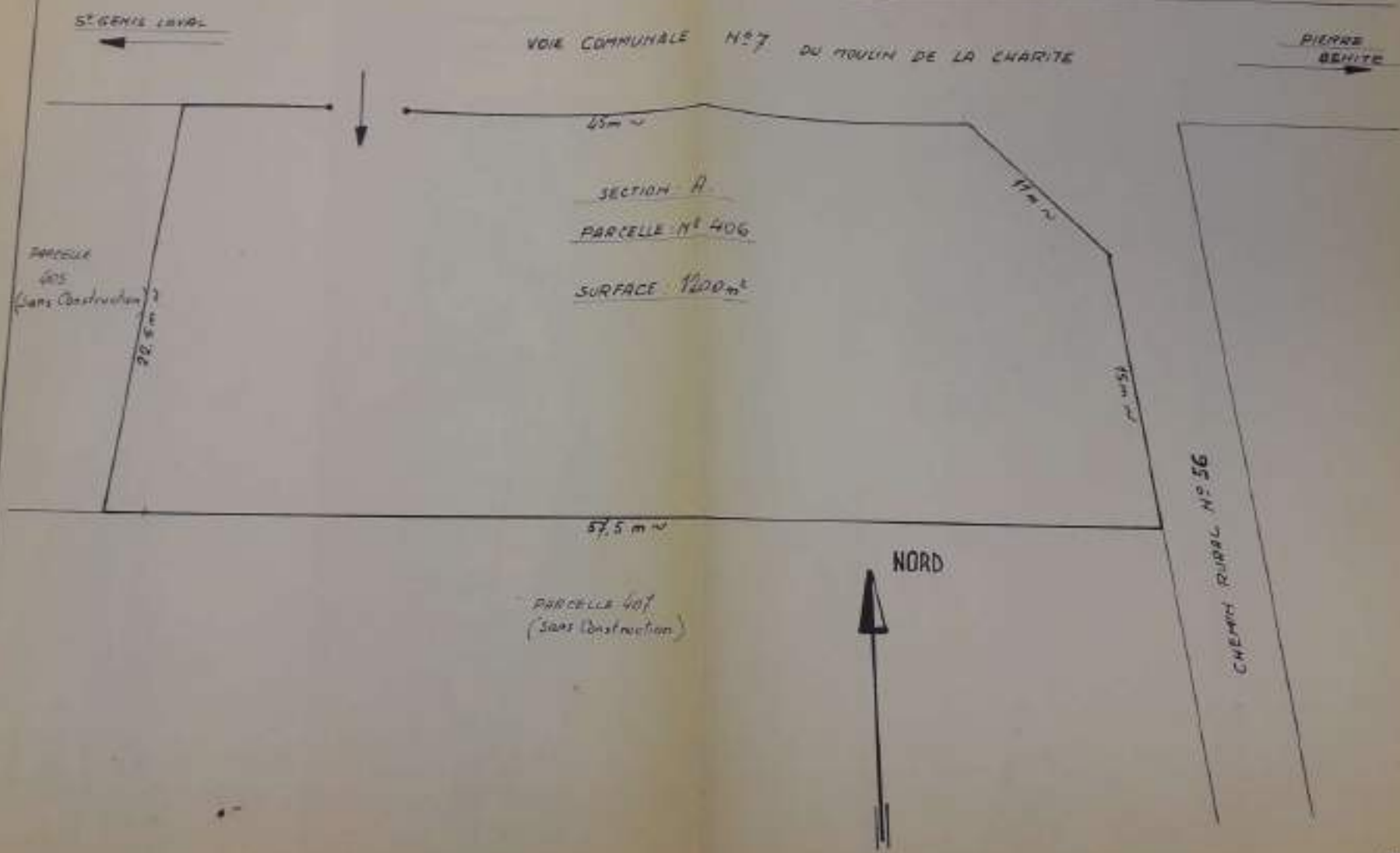
PLEASE
SEE/TE



COMMUNE DE S^t GENIS LAVAL RHONE

PROPRIETE DE M^r PENET

ECHELLE : 1/200



Mai 1978

QIVORS 1-2



Содержание карты
1. Общие сведения
2. Описание территории
3. Описание населенных пунктов
4. Описание объектов культурного наследия
5. Описание объектов природного наследия
6. Описание объектов историко-культурного наследия
7. Описание объектов археологического наследия
8. Описание объектов животного мира
9. Описание объектов растительного мира
10. Описание объектов недр


1. Общие сведения	2. Описание территории	3. Описание населенных пунктов	4. Описание объектов культурного наследия	5. Описание объектов природного наследия	6. Описание объектов историко-культурного наследия	7. Описание объектов археологического наследия	8. Описание объектов животного мира	9. Описание объектов растительного мира	10. Описание объектов недр
1.1. Общие сведения	2.1. Описание территории	3.1. Описание населенных пунктов	4.1. Описание объектов культурного наследия	5.1. Описание объектов природного наследия	6.1. Описание объектов историко-культурного наследия	7.1. Описание объектов археологического наследия	8.1. Описание объектов животного мира	9.1. Описание объектов растительного мира	10.1. Описание объектов недр
1.2. Общие сведения	2.2. Описание территории	3.2. Описание населенных пунктов	4.2. Описание объектов культурного наследия	5.2. Описание объектов природного наследия	6.2. Описание объектов историко-культурного наследия	7.2. Описание объектов археологического наследия	8.2. Описание объектов животного мира	9.2. Описание объектов растительного мира	10.2. Описание объектов недр
1.3. Общие сведения	2.3. Описание территории	3.3. Описание населенных пунктов	4.3. Описание объектов культурного наследия	5.3. Описание объектов природного наследия	6.3. Описание объектов историко-культурного наследия	7.3. Описание объектов археологического наследия	8.3. Описание объектов животного мира	9.3. Описание объектов растительного мира	10.3. Описание объектов недр
1.4. Общие сведения	2.4. Описание территории	3.4. Описание населенных пунктов	4.4. Описание объектов культурного наследия	5.4. Описание объектов природного наследия	6.4. Описание объектов историко-культурного наследия	7.4. Описание объектов археологического наследия	8.4. Описание объектов животного мира	9.4. Описание объектов растительного мира	10.4. Описание объектов недр
1.5. Общие сведения	2.5. Описание территории	3.5. Описание населенных пунктов	4.5. Описание объектов культурного наследия	5.5. Описание объектов природного наследия	6.5. Описание объектов историко-культурного наследия	7.5. Описание объектов археологического наследия	8.5. Описание объектов животного мира	9.5. Описание объектов растительного мира	10.5. Описание объектов недр
1.6. Общие сведения	2.6. Описание территории	3.6. Описание населенных пунктов	4.6. Описание объектов культурного наследия	5.6. Описание объектов природного наследия	6.6. Описание объектов историко-культурного наследия	7.6. Описание объектов археологического наследия	8.6. Описание объектов животного мира	9.6. Описание объектов растительного мира	10.6. Описание объектов недр
1.7. Общие сведения	2.7. Описание территории	3.7. Описание населенных пунктов	4.7. Описание объектов культурного наследия	5.7. Описание объектов природного наследия	6.7. Описание объектов историко-культурного наследия	7.7. Описание объектов археологического наследия	8.7. Описание объектов животного мира	9.7. Описание объектов растительного мира	10.7. Описание объектов недр
1.8. Общие сведения	2.8. Описание территории	3.8. Описание населенных пунктов	4.8. Описание объектов культурного наследия	5.8. Описание объектов природного наследия	6.8. Описание объектов историко-культурного наследия	7.8. Описание объектов археологического наследия	8.8. Описание объектов животного мира	9.8. Описание объектов растительного мира	10.8. Описание объектов недр
1.9. Общие сведения	2.9. Описание территории	3.9. Описание населенных пунктов	4.9. Описание объектов культурного наследия	5.9. Описание объектов природного наследия	6.9. Описание объектов историко-культурного наследия	7.9. Описание объектов археологического наследия	8.9. Описание объектов животного мира	9.9. Описание объектов растительного мира	10.9. Описание объектов недр
1.10. Общие сведения	2.10. Описание территории	3.10. Описание населенных пунктов	4.10. Описание объектов культурного наследия	5.10. Описание объектов природного наследия	6.10. Описание объектов историко-культурного наследия	7.10. Описание объектов археологического наследия	8.10. Описание объектов животного мира	9.10. Описание объектов растительного мира	10.10. Описание объектов недр

« Porter à connaissance » des modifications réalisées sur une installation
classée pour la protection de l'environnement

Installation de stockage, dépollution et démontage de VHU

De :
DEMOLITION SAINT GENOISE
12 chemin de la Mouche
69230 SAINT GENIS LAVAL

Référence : ICO / NEX / DEMOLITION ST GENOISE (69) / RI.15.0

REDACTEUR	VISA	APPROBATEUR	VISA	Référence marché :
MAURIN F. ICO		M. PENNET DEMOL ST GENOISE		Référence offre : EDI/15/02/006
DATE		INDICE		Réf. Commande : Bon pour accord du 18/02/15
23/06/15		0		MISE A JOUR
				Version Originale

I. SOMMAIRE

I. SOMMAIRE	2
II. OBJET DU DOCUMENT	3
II.1 HISTORIQUE DES INSTALLATIONS	3
II.2 CONTEXTE DE LA DEMANDE	3
II.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
III. PRESENTATION DE L'EXPLOITANT	5
IV. PRESENTATION DES INSTALLATIONS AUTORISEES	6
IV.1 LOCALISATION DES INSTALLATIONS	6
IV.2 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS ACTUELLES	8
V. PRESENTATION DES MODIFICATIONS REALISEES	9
V.1 STOCKAGE DE VEHICULES (ARTICLE 2.1 DE L'AP DE 1980)	9
V.2 GESTION DES VHU DEPOLLEES (ARTICLE 2.7 DE L'AP DE 1980)	10
VI. INFLUENCE SUR LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	11
VII. RESUME DES IMPACTS ET DANGERS LIES AUX MODIFICATIONS ET MESURES PRISES	11
VII.1 STOCKAGE DE VEHICULES	11
VII.2 GESTION DES VHU DEPOLLEES	11
VIII. CONCLUSIONS	12
IX. ANNEXES	14
ANNEXE 1 : PLAN DES INSTALLATIONS ACTUELLES	

II. OBJET DU DOCUMENT

II.1 Historique des installations

La société DEMOLITION SAINT GENOISE exploite une installation de stockage, dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) sur la commune de Saint Genis Laval (69). Les installations correspondantes sont visées par la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sous le régime de l'autorisation simplifiée (Enregistrement).

L'arrêté d'autorisation en vigueur date du 5 septembre 1980, modifié par l'arrêté du 30 juillet 2014 faisant suite à la modification de la nomenclature, et complété par l'arrêté du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'agrément pour l'exploitation d'une installation de stockage, dépollution et démontage de VHU (n° PR6900006D).

II.2 Contexte de la demande

A la suite d'une visite d'inspection menée le 20 janvier 2015, la société DEMOLITION SAINT GENOISE a été mise en demeure de se conformer à certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation et de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature.

La mise en demeure concerne les points suivants :

- 1) Le respect de l'article 1.3 de l'arrêté d'autorisation de 1980 (accès au parc de stockage de VHU),
- 2) Le respect de l'article 2.1 de l'arrêté d'autorisation de 1980 (limitation du nombre de véhicules en stock),
- 3) Le respect de l'article 2.7 de l'arrêté d'autorisation de 1980 (obligation d'évacuation des VHU dépollués),
- 4) Le respect de l'article 25-V de l'arrêté du 26 novembre 2012 (récupération des eaux d'extinction, susceptibles d'être polluées, en cas d'incendie).

Pour les points 1 et 4, la société DEMOLITION SAINT GENOISE a transmis à la DDPP les justificatifs permettant de confirmer la mise en conformité aux articles concernés (courrier du 23 juin 2015).

Pour les points 2 et 3, l'arrêté de mise en demeure prévoit la remise dans un délai de 4 mois, d'un « Porter à connaissance » des modifications réalisées sur le site.

Le présent document constitue le « Porter à connaissance » requis en application de l'article R512.33 du Code de l'Environnement.

II.3 Contexte réglementaire

Le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2712 qui concernent les installations de stockage, dépollution et démontage de VHU. Les critères de classement de ces installations ont évolué et le régime de l'enregistrement (régime simplifié) a été introduit pour les installations dont la superficie est comprise entre 100 et 30000 m².

Ces seuils concernent l'installation de DEMOLITION SAINT GENOISE qui est donc dorénavant soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature ICPE.

L'installation étant soumise à enregistrement, le présent « Porter à connaissance » s'inscrit dans le cadre de l'article R512-46-23-II du Code de l'Environnement.

III. PRESENTATION DE L'EXPLOITANT

La présentation générale de l'exploitant est la suivante.

Raison sociale	:	DEMOLITION SAINT GENOISE
Forme juridique	:	SARL
Siège social	:	12 chemin de la Mouche 69230 SAINT GENIS LAVAL
Exploitation	:	12 chemin de la Mouche 69230 SAINT GENIS LAVAL
Signataire de la demande	:	M. Raymond PENNET Gérant
Code APE	:	4511 Z
Siret	:	329 681 712 00017
Affaire suivie par	:	Mme Maryse IAFRATE Secrétaire de direction
Téléphone	:	04.78.50.06.79.
Fax	:	04.72.39.21.47.
Mail	:	demolitionsaintgenoisemaryse@yahoo.fr
Rédacteur du dossier	:	M. François MAURIN, ICO Environnement

IV. PRESENTATION DES INSTALLATIONS AUTORISEES

IV.1 Localisation des installations

L'extrait cartographique ci-dessous permet de localiser l'installation de DEMOLITION SAINT GENOISE.



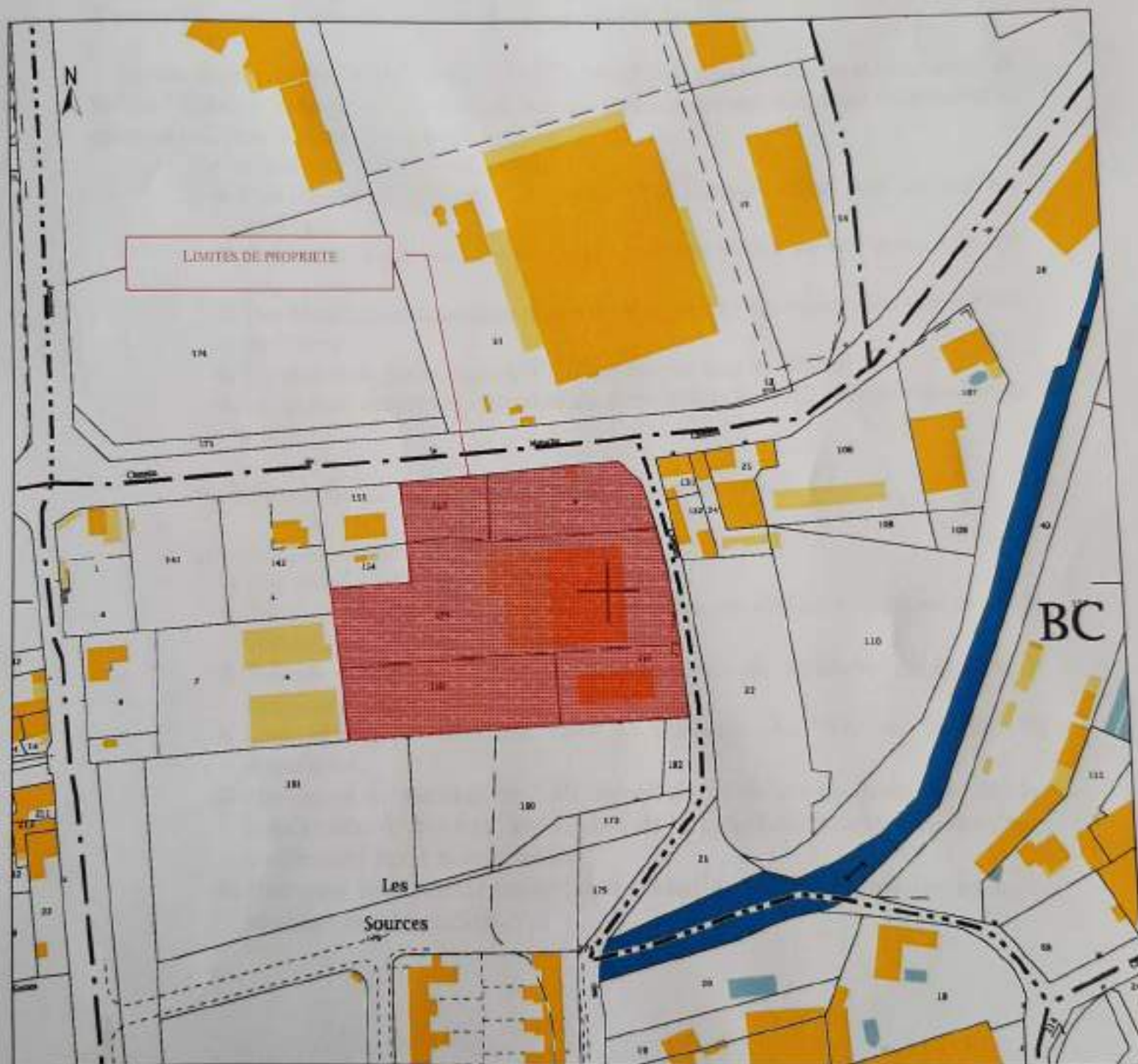
Les références cadastrales des parcelles sur lesquelles la société est implantée sont les suivantes : Section BC, parcelles 4, 152, 153, 154, 155, 156 (cf. extrait cadastral ci-dessous).

Les coordonnées Lambert II étendue du site sont les suivantes (entrée site) :

X = 729,6644

Y = 2079,95275

L'altitude moyenne du site est de 182 m NGF.



IV.2 Consistance des installations actuelles

Le site de la société DEMOLITION SAINT GENOISE a été aménagé pour réaliser des activités de stockage, dépollution et démontage de VHU.

Géographiquement, les véhicules proviennent du département du Rhône et des départements limitrophes. Compte tenu de la présence de véhicules issus de compagnies d'assurance, certains peuvent provenir de région plus éloignée.

Le site de la société DEMOLITION SAINT GENOISE occupe une superficie totale de 8875 m² (limites cadastrales). La consistance des installations autorisées est notamment la suivante (cf. plan de masse en annexe 1) :

- Un bâtiment de 1400 m² comprenant :
 - ✚ Des locaux administratifs (+ sanitaires) et l'accueil client pour une surface de 65 m²,
 - ✚ Des locaux techniques (archives, stockage matériels), sur une surface de 130 m²,
 - ✚ Des locaux de stockage de pièces de réemploi (+ sanitaires), sur une surface de 770 m²,
 - ✚ Un atelier de démontage de VHU sur une surface de 280 m²
 - ✚ Un auvent abritant les activités de dépollution de VHU, sur une surface de 150 m².
- Un bâtiment de 325 m² dédié aux activités de carrosserie.
- Des surfaces extérieures comprenant :
 - ✚ Des parkings destinés à l'accueil client,
 - ✚ Des aires imperméabilisées pour le stockage de véhicules d'occasion ou de véhicules accidentés à revendre en l'état
 - ✚ Des aires imperméabilisées pour le stockage de véhicules en attente de décision des assurances,
 - ✚ Une aire imperméabilisée pour le stockage de VHU en attente de dépollution,
 - ✚ Des zones de stockage de VHU dépollués et en attente de départ vers les installations de broyage, sur le reste de la superficie du site. Les stockages s'effectuent sur le terrain naturel,
 - ✚ Une grue fixe permettant le déplacement des VHU depuis les zones de stockage vers les ateliers.

V. PRESENTATION DES MODIFICATIONS REALISEES

V.1 Stockage de véhicules (article 2.1 de l'AP de 1980)

L'arrêté d'autorisation de 1980 prévoyait, dans son article 2.1 :

- Un stockage maximal de 40 VHU en attente de démontage,
- Un stockage maximal de 20 véhicules d'occasion

A ce jour et suite aux évolutions importantes du métier de la déconstruction automobile, les différents véhicules admis sur le site de DEMOLITION SAINT GENOISE (et de tout centre VHU) comprennent :

- Les véhicules accidentés stockés sur le site dans l'attente de la décision administrative de leur devenir : soit reprise par le client, soit vente de l'assureur au centre VHU. Au titre de l'annexe 2 de la circulaire du 24 décembre 2010, ces véhicules ne sont pas considérés comme VHU au sens de l'article R543-154 du CE, à l'exception des cas cités au 3.2 de l'annexe (fixant les critères d'irréparabilité des véhicules : véhicules brûlés, totalement immergés,...).
- Les véhicules accidentés à revendre à l'état qui correspondent au choix du centre VHU de destiner le véhicule accidenté vendu par l'assurance, à la vente. Ces véhicules peuvent être assimilés à des « véhicules d'occasion » au même titre que des véhicules non accidentés.
- Les VHU répondant à la définition de l'article R543-154 du Code de l'Environnement et aux critères définis à l'annexe 2 de la circulaire du 24 décembre 2010. Ces véhicules peuvent être admis de deux façons sur le site :
 - ✚ Réception directe depuis des détenteurs (garagistes, particuliers, concessions,...),
 - ✚ Choix du centre VHU de destiner le véhicule accidenté cédé par l'assurance, à la destruction.

Dans ce contexte, la société DEMOLITION SAINT GENOISE a réorganisé ses parcs de stockage de façon à optimiser la gestion de ces différents flux. A ce titre, le site comprend les différentes zones suivantes (cf. plan de masse en annexe 1) :

- Un parc de stockage de véhicules en attente de décision des assurances (dont le nombre n'est pas réglementé par l'arrêté de 1980) : environ 60 unités,
- Un parc de stockage de véhicules d'occasion comprenant les véhicules accidentés à revendre en l'état : environ 50 unités,
- Un parc de stockage de VHU (dont véhicules répondant aux critères fixés à l'article 3.2 de la circulaire du 24/12/10) en attente de démontage/dépollution : environ 40 unités.

A ce titre et selon les définitions rappelées ci-dessus, la société DEMOLITION SAINT GENOISE respecte le nombre maximal de VHU en attente de démontage fixés par l'article 2.1 de l'arrêté d'autorisation de 1980.

Le nombre de véhicules d'occasion est, quant à lui, augmenté de 20 à 50 unités.

V.2 Gestion des VHU dépollués (article 2.7 de l'AP de 1980)

L'arrêté de 1980 prévoyait, dans son article 2.7, que les VHU démontés soient évacués le jour même de leur démontage.

Au-delà de l'impossibilité logistique d'organiser l'expédition quotidienne de carcasses de VHU auprès de broyeurs agréés (les prestataires ne se déplacent en général que pour des lots de 25 unités minimum), DEMOLITION SAINT GENOISE sollicite la modification de cet article pour les raisons suivantes :

- Les VHU sont, dans un premier temps, dépollués ce qui permet d'assurer leur stockage temporaire sur des secteurs non imperméabilisés du site. Ce premier passage en atelier ne fait, en général, pas l'objet d'opérations de démontage de pièces de réemploi.
- Le passage à l'atelier de démontage des VHU est conditionné par les deux points suivants :
 - ✚ Nécessité de réapprovisionner le magasin de pièces de réemploi sur certains éléments spécifiques en rupture de stock.
 - ✚ Démontage de pièces commandées par les clients de la société
- Si les VHU devaient être entièrement démontés en un seul passage à l'atelier, le magasin de stockage de pièces d'occasion exploité par DEMOLITION SAINT GENOISE ne disposerait pas de capacités suffisantes pour assurer l'entreposage de ces pièces.
- Le parc de stockage de VHU dépollués constitue donc un réservoir de pièces de réemploi qui peut permettre de répondre à des demandes spécifiques des clients. Cet aspect est primordial pour assurer l'équilibre économique de ces activités et pour respecter les taux de valorisation, recyclage et réemploi fixés par la Directive Européenne sur les VHU

Une fois le VHU entièrement « exploité », celui-ci est effectivement destiné à la destruction, par mise en benne, collectée par le prestataire « broyeur » retenu.

A ce jour, la société DEMOLITION SAINT GENOISE stocke environ 150 VHU dépollués, dénommés « pour pièces » et qui restent en attente d'exploitation pour démontage de pièces de réemploi.

VI. INFLUENCE SUR LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

Les modifications réalisées n'ont aucune incidence sur le tableau de classement de l'installation qui reste identique à celui de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014.

VII. RESUME DES IMPACTS ET DANGERS LIES AUX MODIFICATIONS ET MESURES PRISES

VII.1 Stockage de véhicules

Les parcs de stockage de véhicules sur le site de DEMOLITION SAINT GENOISE respectent les prescriptions fixées par l'arrêté du 26 novembre 2012.

L'ensemble des VHU non dépollués, véhicules en attente de décision des assurances et des véhicules d'occasion est stocké sur surfaces imperméabilisées, reliées à deux séparateurs d'hydrocarbures équipés de vannes d'obturation (mise en rétention).

L'augmentation du nombre de véhicules d'occasion stocké sur le site n'a pas d'influence sur les impacts et dangers potentiels de l'activité.

VII.2 Gestion des VHU dépollués

Par définition, les VHU dépollués stockés sur le site n'engendrent pas d'effets potentiels significatifs puisqu'ils sont débarrassés des produits dangereux qu'ils contiennent. Le principal impact généré par leur stockage est de type paysager (visibilité des surfaces extérieures). Pour limiter cet impact, la société DEMOLITION SAINT GENOISE a mis en œuvre les dispositions suivantes :

- un écran visuel couvre l'ensemble de la périphérie du site,
- le stockage de VHU dépollués est limité à une seule hauteur.

Bien que les véhicules soient à plus de 70% constitués de matières inertes au feu (métaux), la présence de matières combustibles résiduelles est à signaler. Le risque d'incendie qui en découle peut cependant être considéré comme faible.

Pour assurer, la prévention de ce risque, la société a mis en œuvre les mesures suivantes :

- moyens d'extinction internes placés aux endroits appropriés et formations du personnel à leur utilisation,
- réorganisation des parcs pour assurer un accès aux différentes zones de stockage,
- surveillance du site hors période d'exploitation par dispositif télé-surveillé.

VIII. CONCLUSIONS

Une circulaire relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre l'article R512.33 du Code de l'Environnement, est parue le 14 mai 2012.

Elle permet de dérouler un processus d'évaluation du caractère substantiel des modifications réalisées sur une ICPE.

Dans un premier temps, il convient de vérifier si les modifications réalisées engendrent un dépassement :

- Des seuils prévus par les directives IPPC/IED et SEVESO,
- Des seuils fixés par l'arrêté du 15 décembre 2009 pour l'appréciation des modifications substantielles

Pour les activités de la société DEMOLITION SAINT GENOISE, il convient de préciser les éléments suivants :

- Les installations de la société ne sont pas visées par les catégories d'activités 5 de la directive IPPC/IED du 24 novembre 2010,
- Les installations de la société DEMOLITION SAINT GENOISE ne sont pas visées par les seuils de la directive SEVESO.

L'arrêté du 15 décembre 2009 ne prévoit pas de seuils permettant d'apprécier le caractère substantiel des modifications apportées à une installation visée par la rubrique 2712 de la nomenclature.

En conclusion, les modifications réalisées ou sollicitées n'engendrent pas de dépassements des seuils mentionnés dans la circulaire du 14 mai 2012.

Dans un second temps et dans le cas où l'étape précédente ne permet pas d'apprécier le caractère substantiel des modifications réalisées, un examen au cas par cas est à réaliser.

Il convient tout d'abord, même si cela n'est pas une condition suffisante, de vérifier que les modifications réalisées n'engendrent pas la création de nouvelles rubriques de classement, sous le régime de l'autorisation, au titre la réglementation ICPE. Pour le cas de la société DEMOLITION SAINT GENOISE, aucune modification du régime de classement de l'installation n'est engendrée.

Les autres points abordés par la circulaire sont les suivants :

- a. Extension de la capacité d'une activité d'une même rubrique,
- b. Rejets et nuisances,
- c. Extension géographique,
- d. Risques accidentels,
- e. Prolongation de la durée de fonctionnement,
- f. Nature et origine des déchets admis dans une installation de traitement,
- g. Epanchages,
- h. Modifications temporaires.

Les modifications objet du présent dossier ne s'inscrivent pas dans le cadre des points a, c, e, f, g et h.

Pour les autres points les éléments suivants sont à retenir :

- **Point b :** aucun nouveau rejet n'est lié aux modifications réalisées. Les nuisances potentielles sont maîtrisées
- **Point d :** L'approche qualitative menée dans les paragraphes précédents a permis de montrer que les modifications sollicitées ou réalisées ne modifiaient pas significativement les risques accidentels de l'installation qui est, depuis sa création, dédiée au stockage de VHU.

ANNEXE 1 : PLAN DES INSTALLATIONS ACTUELLES



Rubriques Nomenclature v41 -Nov.2017	Désignation des activités	Capacités pour lesquelles la demande est sollicitée	Régime
2712-1-b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² <i>suite au Décret no 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées</i>	Surface dédiée à l'activité = 8875m ²	E
-A- : Autorisation ; -E- Enregistrement ; -D- : Déclaration ; -C- Contrôle périodique ; -NC- : Non Classable			

3. DESCRIPTION DETAILLEE DES OPERATIONS DE DEPOLLUTION DES VHU ET D'IDENTIFICATION DES DECHETS PRODUITS CONFORMEMENT AU CAHIER DES CHARGES

3.1. Origine des VHU

Les VHU récupérés proviennent essentiellement de garages automobiles indépendants, des concessionnaires et professionnels de réseaux de constructeurs, de compagnies et mutuelles d'assurances, de particuliers et de fourrières.

La société reçoit des VHU provenant essentiellement du département du Rhône (69) et des départements limitrophes (39, 42, 01). Pour autant, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, puisque la société accepte les VHU provenant d'autres départements pour les cas où :

- un véhicule, immatriculé hors des départements prévus est tombé en panne dans un rayon de prise en charge par la société DEMOLITION SAINT GENOISE;
- un véhicule, immatriculé hors des départements prévus dont le propriétaire a déménagé et n'a pas changé sa carte grise.

3.2. Prise en charge des VHU

• Conditions de stockage

Les voitures entrantes pour destruction sont si possible dépolluées au fur et à mesure de leur arrivée. Néanmoins, en fonction des quantités entrantes, elles sont stockées, sur site uniquement, les unes à côté des autres, sur une dalle de béton raccordée à un débordement séparateur d'hydrocarbures existant, une aire d'environ 880 m² au Nord-Est du site est dédiée pour cela. Il en



est de même concernant les véhicules en attente d'expertise par les assureurs et les véhicules à risque.

Les déchets générés par l'entretien du séparateur d'hydrocarbures sont évacués une fois par an par une société spécialisée comme la société SEVIA (Saint Fons), avec émission d'un bordereau de suivi de déchets.

- Volume d'activité prévisible

Activité de récupération et dépollution de VHU	Volume d'activité maximum
Nombre moyen de VHU récupérés	70VHU /mois soit 840 VHU / an
Nombre de VHU dépollués	Environ 20 véhicules / semaine
Carcasses de VHU éliminées	Environ 700 t/an

3.3. Les opérations de dépollution

La dépollution s'effectue à l'abri au sein dans un atelier couvert de 250m² côté Est du bâtiment central, cette zone étant pourvue d'une dalle de béton en rétention. Le poste et le personnel de dépollution confèrent une capacité de dépollution à la société d'une dizaine de VHU par jour, ce qui permettrait sur 220 j/ an de dépolluer 2200 VHU par an.

- Batteries :

Les batteries sont retirées et placées dans des bacs spéciaux en PEHD étanches d'1m³ placés à l'abri. Elles sont collectées notamment par la société GDE à Saint Genis Laval (69). Le prix de rachat des batteries est variable tous les mois selon les cours. Tous les enlèvements font l'objet d'un BSD.

- Composants susceptibles d'exploser

Les airbags, les prétensionneurs et autres éléments pouvant présenter un danger pour l'exploitation sont neutralisés par enlèvement de la batterie. Aucun de ces éléments n'est revendu aux particuliers. Une durée d'attente de 10 minutes, après retrait de la batterie, est nécessaire afin que l'ensemble des condensateurs se déchargent et que les dispositifs se désamorcent.

- Pots catalytiques :

Les pots catalytiques sont récupérés pour leur valeur marchande. Ils sont ôtés lors de la dépollution pour être stockés dans un bac. Ils sont ensuite revendus à différentes sociétés habilitées comme Duesman & Hensel Recycling à la Bretonnière (21) en charge de la revalorisation matière.

- Les véhicules avec GPL :

Aucun véhicule fonctionnant au GPL n'est accepté sauf si les opérations ont été réalisées au préalable par une société tierce spécialisée (Cf. Copie de l'attestation en annexe 4).



- **Carburants :**

Les carburants tels que l'essence et le gasoil sont récupérés par aspiration et placés séparément dans des Jerricans de 20 l placés sous abri et sur rétention. Ils sont réutilisés par les véhicules de services de la société.

- **Huiles moteurs usagées :**

Les huiles usagées des moteurs sont retirées par gravité ou aspiration puis stockées dans une cuve aérienne PEHD double paroi dédiée d'une capacité de 3000 litres.

La collecte de ces huiles est réalisée par une société agréée comme SEVIA, collecteur agréé à Saint Fons (69). Ces enlèvements font tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- **Huiles hydrauliques**

Les huiles hydrauliques (frein, boîtes de vitesses, amortisseurs, direction assistée, etc.) sont retirées par aspiration dans des récupérateurs mobiles puis stockées dans les cuves d'huiles usagées sous abri, surélevées et sur bac de rétention.

La collecte de ces huiles se fait dès que nécessaire par la société SEVIA. Ces enlèvements font tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- **Éléments filtrants :**

Les éléments filtrants (filtres à huiles, filtres à carburants) sont récupérés et stockés dans des bacs étanches spéciaux étanches de capacité de 600 l. Ils sont éliminés par la société SEVIA à Saint Fons (69). Chaque enlèvement fait l'objet d'un BSD.

- **Liquides de refroidissement et lave-glace :**

Le liquide de refroidissement est extrait par aspiration dans des récupérateurs mobiles puis stocké dans une cuve PEHD aérienne double paroi de 3000 litres stockée à proximité de l'atelier de dépollution.

La collecte est réalisée une fois par an ou plus si besoin par la société SEVIA.

Le liquide de lave-glace est extrait par pompe aspirante dans des bidons pour être réutilisé dans les véhicules de services de la société.

- **Les gaz des systèmes de climatisation :**

Les fluides composants les circuits d'air conditionné sont enlevés à l'aide d'un extracteur de gaz de climatisation, auquel s'ajoutent deux bonbonnes de récupération. Notre mécanicien démonteur possède son attestation d'aptitude de catégorie V. La société dispose de son attestation capacitaire



de catégorie V obtenu auprès de la société AFNOR Certification. (Cf. Copie des attestations en annexe 5).

- Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT)

Dans le cas où l'exploitant a un doute, il s'informe sur les fiches techniques présentes sur le site de consultation www.idis2.com. Si des produits concernés sont trouvés, ils sont mis en bacs au sein du bâtiment.

- Les composants recensés comme contenant du mercure

Si des éléments recensés comme contenant du mercure sont à retirer, les opérations sont effectuées suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés et de leurs marques.

3.4. Les opérations de démontage

Les opérations de démontages sont réalisées sur les véhicules une fois la dépollution terminée. Celles-ci peuvent être faites au sein de l'atelier, à l'aide du pont élévateur ou non. Une fois démontées, les pièces peuvent être réutilisées en tant que pièces d'occasion ou bien valorisées en tant que matières.

- Pneumatiques :

Les pneumatiques non-réutilisables usagés sont démontés et placés dans une benne de 20 m³. Ils sont récupérés par la société ALPHA RECYCLAGE affiliée à l'organisme GIE France Recyclage Pneumatiques située à Brevars (39). La fréquence des enlèvements est de deux à trois fois / an.

Ceux ayant un potentiel de réutilisation sont stockés en magasin et revendus, le volume est d'environ 10 m³.

- Autres composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium et du magnésium :

Les composants métalliques (jantes, radiateur, etc.) sont retirés du véhicule s'ils ont un potentiel de emploi en fonction du model et de l'état. A défaut ils sont laissés sur le VHU pour être retirés ultérieurement par tri sélectif post broyage sur l'installation finale de broyage. Pour ceux contenant du cuivre et du magnésium, la société est dans la capacité de les récupérer dans le cas où ces éléments sont définis et localisés au sein des fiches techniques constructeurs.

- Composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, ...) :

En fonction du modèle, de l'état et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente sont démontées (pare-chocs avant et arrière, les garnitures de portes, les tableaux de bords). Elles



peuvent être réutilisées en tant que pièces d'occasion. Si leur état ne permet pas une réutilisation, elles sont laissées sur les véhicules et les matières pourront être recyclées par tri sélectif post broyage sur l'installation finale de broyage.

- **Verre :**

En fonction du modèle, de l'état et de l'année du véhicule, les pièces intéressantes pour la revente sont démontées (parebrises et les vitres) et peuvent être réutilisées en tant que pièces d'occasion. Si leur état ne permet pas une réutilisation, elles sont laissées sur les véhicules et les matières pourront être recyclées par tri sélectif post broyage sur l'installation finale de broyage.

- **La vente de pièces d'occasion**

Les pièces en bon état sont réutilisables et peuvent donc être valorisées en tant que pièces d'occasion. En fonction du modèle et année de la voiture, les pièces intéressantes pour la revente sont démontées, identifiées au moyen d'un marquage et placées en rayonnage dans le magasin. Ce démontage effectué par des démonteurs concerne principalement :

- les pièces difficilement accessibles tels que pots d'échappement, moteurs et boîtes de vitesses, cardans, radiateurs, roues complètes ou jantes, transmission, alternateurs, démarreurs.
- les éléments de carrosserie tels que capots, portes, ailes, pare-chocs, hayons, optique de phare, clignotant, rétroviseur, etc.

Afin de s'assurer du fonctionnement et de la sécurité des pièces d'occasion, un contrôle est effectué :

- Les pièces de sécurité ne sont pas revendues aux particuliers (airbags, prétensionneurs...),
- Contrôle visuel avant démontage (vérification de l'état de la carrosserie, de la solidité des fixations, et de la forme de la pièce), les pièces non ré-employables sont valorisées comme matière, et non comme pièce détachée ;
- Contrôle mécaniques des pièces.

Ces opérations veillent à respecter les prescriptions de la circulaire du 24/10/2010 « relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement des déchets », à savoir la satisfaction des exigences suivantes :

- les critères à satisfaire pour recevoir une qualification de produits sont spécifiés ;
- ces pièces font l'objet d'un contrôle par le démonteur selon un plan de contrôle spécifié ;
- les résultats de chaque contrôle sont tracés et disponibles dans l'installation ;
- les pièces usagées destinées à une réutilisation sont étiquetées, conditionnées et entreposées selon des pratiques analogues à celles mises en œuvre pour la distribution de produits de première fabrication.

Les pièces démontées destinées à la vente aux particuliers ou professionnels sont stockées en magasinage sur racks ou sur étagères à l'abri. Une réception vente est assurée pour les clients à la recherche des pièces détachées.

- **Recyclage des matières**



D'autres pièces non-revendables aux particuliers, mais pour lesquelles un recyclage ou un réemploi est techniquement et économiquement possible, peuvent également être démontées. Il s'agit notamment du moteur, radiateur (alu, cuivre), des amortisseurs, boîtes de vitesses, cardans, disques de freins, etc... Les pièces triées sont placées dans des casiers métalliques pour être revendues à des professionnels (négociants, échange standard, recycleur).

3.5. Le stockage et élimination des carcasses VHU

La procédure de dépollution une fois terminée, les véhicules entièrement dépollués sont placés en soit en attente de démontage de pièces sur le parc extérieur dédié (4000m²), soit en attente d'élimination sur une zone dédiée à l'extérieur. Ils sont ensuite acheminés sur les centres de broyage agréés.

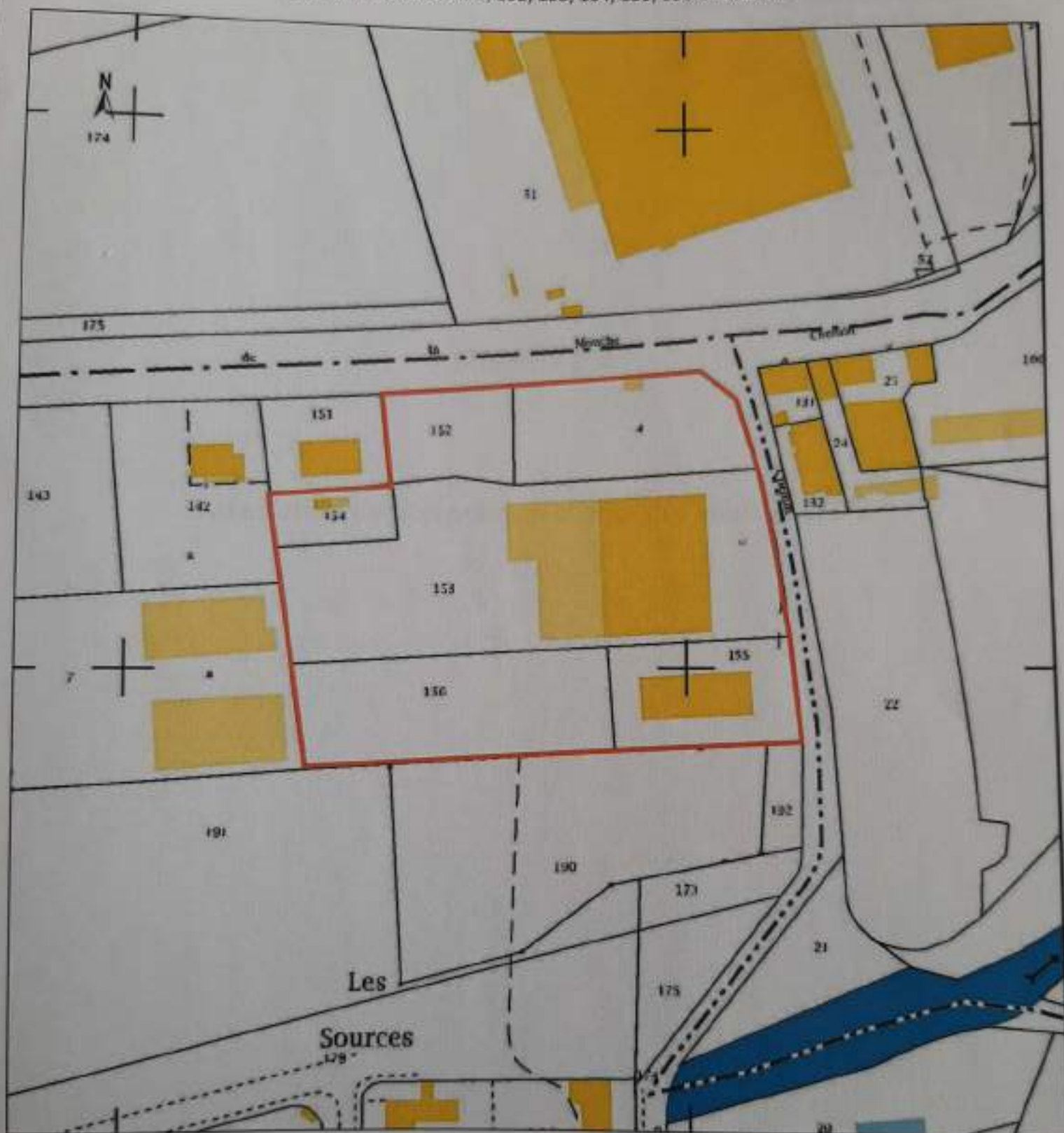
Les carcasses pour broyage sont remises généralement à la société GDE de SALAISE-SUR-SANNE, Agrément Broyeur PR380003B du 26 mai 2006 renouvelé le 10 avril 2013.

Elles vont subir sur le site final du broyeur une opération de défragmentation. Les différentes matières y sont séparées, triées puis mises en filière de revalorisation et d'enfouissement.

3.6. Habilitation des sociétés

Déchets ou produits récupérés / traités	Société	Adresse	Autorisation
Batteries	GDE	7 chemin de Chapoly 69230 SAINT GENIS LAVAL	AP du 25 octobre 2013
Pots catalytiques	Duesman & Hensel Recycling	10 rue de la Plucharde 21110 BRETENIERE	AP du 25 mars 2014
Huiles usagées	SEVIA	26 rue Charles Martin 69 190 SAINT FONS	AP du 1 ^{er} Aout 2000
Huiles hydrauliques			
Liquides de refroidissement			
Eléments filtrants			
Pneumatiques	ALPHA RECYCLAGE	22 allée du bois 39100 Brevans	AP du 7 octobre 2004
VHU Dépollués	GDE	ZI et Portuaire Route de Sablons 38150 SALAISE SUR SANNE	Agrément Broyeur PR380003B du 26 mai 2006 renouvelé le 10 avril 2013

Annexe 3 : Extrait du plan cadastral - Site Société DEMOLITION SAINT GENOISE –
 12 chemin de la Mouche – Saint Genis Laval (69)
 Parcelles exploitées n°4, 152, 153, 154, 155, 156 Section 8C



— Limite des parcelles autorisées et exploitées par le centre VHU de la société Démolition Saint Géoise

Source : fond cadastral février 2018

Echelle : 1/1250

ARRETE D'AUTORISATION

Le PREFET de la REGION RHONE-ALPES,
PREFET du RHONE,
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;
- VU le dossier présenté le 10 mai 1978 complété le 30 août 1978 par MM. Emile et Raymond PENET aux fins d'être autorisés à poursuivre l'exploitation des activités de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles dans leur établissement 12 rue de la Mouche 69230 à ST GENIS LAVAL activités visées par la rubrique n° 286 de la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie du 25 octobre 1978 ;
- VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture du 26 octobre 1978 ;
- VU l'avis du Directeur départemental de l'Équipement du 11 janvier 1979 ;
- VU l'avis du Directeur départemental du Travail du 19 mars 1979 ;
- VU l'avis du Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 13 février 1979 ;
- VU l'avis du Général Gouverneur Militaire de Lyon du 13 septembre 1979 ;

- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle a procédé
Maire de la commune d'IRIGNY du 18 septembre 1979 au 17 60
1979 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal de ST GENIS LAVAL dans
sa séance du 6 mars 1980 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal de PIERRE BENITE dans
sa séance du 17 octobre 1979 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Municipal d'IRIGNY dans sa séance
du 23 novembre 1979 ;
- VU les rapports du Directeur Interdépartemental de l'Industrie
des 4 avril 1978, 9 juin 1978 et 16 mai 1980 ;
- VU le dossier modificatif présenté par l'Entreprise PENET Frères
le 2 juin 1980 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa
séance du 2 juillet 1980 ;

CONSIDERANT que si des réclamations ont été formulées en cours
de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, les pres-
criptions imposées ci-après seront de nature à protéger les
intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1971
susvisée ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général du Rhône,

A R R E T E :

Article 1er. - Messieurs Emile et Raymond PENET, 2 rue Guilloux
69230 ST GENIS LAVAL, sont autorisés à poursuivre l'exploitation
d'activités de récupération de pièces détachées et de démolition
d'épaves automobiles dans leur établissement 12 rue de la Mouche
69230 ST GENIS LAVAL.

Cette autorisation est accordée aux conditions
générales édictées aux textes susvisés et aux conditions et
réserves essentielles ci-après :

1 - GENERALITES

1.1. - Délai de mise en conformité

L'établissement sera situé, installé et exploité confor-
mément à la demande et documents annexés sous réserve du respect
des dispositions du présent arrêté.

L'établissement sera conforme aux présentes prescrip-
tions au plus tard le 31 décembre 1980.

.../...

1.2. - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.3. - Voies de circulation

A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôts. Elles seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

1.4. - Clôtures

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau à feuilles persistantes.

1.5. - Gardiennage

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clé, en dehors des heures d'exploitation.

2 - AMENAGEMENT et EXPLOITATION

2.1. - Zones de stationnement

Il sera aménagé à l'intérieur du chantier :

- une aire de dépôt pouvant recevoir au maximum et sur un seul niveau 40 épaves automobiles en attente de démontage.
- un parc de stationnement des véhicules d'occasion destinés à la vente pouvant recevoir au maximum 20 véhicules.
- un parc de stationnement pour les véhicules des clients.

2.2. - Aires de démontage et de stockage

2.2.1. - Les moteurs et autres organes mécaniques enduits ou pouvant contenir des huiles, graisses, autres produits pétroliers, seront démontés des épaves automobiles sur une aire étanche en forme de cuvette de rétention.

Ces moteurs et autres organes mécaniques seront stockés sur une aire étanche en forme de cuvette de rétention.

2.2.2. - Si ces aires ne sont pas couvertes, elles seront reliées à un bassin de rétention capable de retenir les eaux de pluie tombées sur ces aires durant les quinze premières minutes de l'orage décennal.

Ce bassin de rétention sera entretenu de manière à conserver son étanchéité et son efficacité. Son contenu sera régulièrement enlevé par une entreprise spécialisée ou rejeté à l'égout public après passage dans un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

2.3. - Dépôts de stériles et pneumatiques

2.3.1. - Les stériles (matières plastiques, cuirs, crins, bois, fibres textiles, etc.. les caoutchoucs n'étant pas considérés comme stériles : pneumatiques, joints, etc..) ne seront pas stockés sur le chantier.

2.3.2. - Le dépôt de pneumatiques sera limité à 10 mètres cubes.

2.4. - Explosifs, munitions, matériels de guerre

2.4.1. - Lorsque dans les épaves automobiles récupérées il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne) ;

- service des munitions des armées (terre, air, marine) ;

- gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

2.4.2. - Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

2.4.3. - Il est interdit d'entreposer dans l'établissement des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

2.5. - Opérations de découpage aux chalumeaux

2.5.1. - Les véhicules automobiles découpés au chalumeau devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

2.5.2. - Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts prévus aux emplacements spéciaux cités au paragraphe 2.1. et 2.3. ainsi que du dépôt de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

2.5.3. - Tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

2.6. - Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état sur le chantier plus de trois mois.

2.7. - Les épaves automobiles démontées seront évacuées le jour même vers un centre de destruction.

3 - BRUITS et VIBRATIONS

3.1. - L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

3.2. - Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976, dont copie est jointe au présent arrêté, lui sont applicables. En particulier le niveau d'évaluation ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (en dB (A)).

	JOUR 7 H à 20 H	PERIODE INTERMEDIAIRE 6 H à 7 H - 20 H à 22 H dimanches et jours fériés	NUIT 22 H à 6 H
A l'intérieur des bâtiments occupés ou habités par des tiers au sens de l'article 2-2 de l'instruction du 21 juin 1976	35	30	30
En limite de propriété	65	60	55

3.3. - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969.

3.4. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.5. - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

4 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la sécurité publique.

4.2. - Il est interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

4.3. - Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier :

- les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

4.4. - Tout brûlage à l'air libre est interdit.

5 - POLLUTION des EAUX

5.1. - Collecte

5.1.1. - Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans les divers organes mécaniques récupérés sur les épaves automobiles.

5.1.2. - Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc.. récupérés.

5.1.3. - Les eaux pluviales souillées par des huiles, graisses et autres produits pétroliers seront collectées avant leur infiltration dans le sol. Elles seront rejetées à l'égout public après passage dans un décanteur-déshuileur.

5.2. - Réseau d'égout interne

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des effluents devant en temps normal subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

5.3. - Pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'éta-

blissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports, ...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel.

5.4. - Eaux résiduaires

5.4.1. - Application de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953

Les eaux résiduaires seront évacuées à l'égout public conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 (Journal Officiel du 20 juin 1953) sous réserve des dispositions du § 5.4.2.

En particulier :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5
- la température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30°C
- sa couleur ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur
- l'effluent devra être exempt de matières flottantes ;
- l'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- l'effluent sera débarrassé de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

5.4.2. - Qualité de l'effluent

5.4.2.1. - La concentration moyenne sur 2 heures en matières polluantes de l'effluent rejeté sera inférieure ou égale aux valeurs suivantes :

. MES	1 000 mg/l
NFT 90105	
. DCO	1 500 mg/l
NFT 90101	
. DBO	500 mg/l
NFT ⁵ 90103	
. Hydrocarbures	
. NFT 90202	5 mg/l
. NFT 90203	20 mg/l

L'effluent ne devra pas présenter d'irrisation.

5.4.2.2. - Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvement dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

6 - RISQUES d'INCENDIE et d'EXPLOSION

6.1. - Dispositions générales

6.1.1. - Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

6.1.2. - Accès

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 2,50 m
- rayons intérieurs de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes

6.1.3. - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

6.1.4. - Moyens de secours

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m² (minimum deux appareils par atelier, magasin, entrepôt; etc..)
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

6.1.5. - Exploitation

- a) Vérifications périodiques : Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

b) Consignes : Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné.

c) Equipe de sécurité : le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

6.2. - Zone présentant des risques d'incendie

6.2.1. - Isolément par rapport aux tiers :

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

6.2.2. - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

6.2.3. - Dégagements :

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

6.2.4. - Désenfumage :

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au $\frac{1}{200}$ de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Les dispositifs d'ouverture devront être accessibles.

6.3. - Lutte contre l'incendie

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu.

A cet effet, on disposera d'un extincteur portatif à poudre du type 55 B près de chaque poste de travail, avec un minimum de 3 pour l'ensemble de l'installation.

7 - DECHETS

7.1. - Toute incinération à l'air libre de déchets (stériles, pneumatiques usagés, liquides inflammables, huiles, etc..) de quelque nature qu'ils soient est interdite.

7.2. - Toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanché seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

7.3. - Le traitement des déchets devra être assuré soit par l'exploitant soit par une entreprise spécialisée.

7.4. - Il sera tenu un registre réservé aux enlèvements de déchets, sur lequel devront être mentionnés, par type de déchets

- la composition du déchet
- le poids ou le volume du déchet
- le nom de la société de ramassage
- la destination du déchet
- le numéro d'immatriculation des véhicules d'enlèvement.

8 - AUTRES DISPOSITIONS

8.1. - Rongeurs - Insectes

L'établissement sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée d'un an.

La déoustication sera effectuée en tant que de besoin.

8.2. - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

8.3. - Contrôle et analyse

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

8.4. - Enregistrement, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

8.5. - Normes

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

Article 2. - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise (article 1er) sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3. - La société pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions du Titre II du Livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en application.

Article 4. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5. - Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 6. - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 7. - La société pétitionnaire sera tenue de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à

l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

Article 8. - La société pétitionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

Article 9. - Conformément aux dispositions du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie et pourra y être consultée ou à la Préfecture du Rhône (Direction de l'administration générale - 3ème Bureau).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Article 10. - Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 11. - Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

Article 12. - Le présent arrêté ne préjuge en rien des autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

Article 13. - Monsieur le Secrétaire Général du Rhône et Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée :

- au Maire de ST GENIS LAVAL spécialement chargé d'assurer l'affichage prescrit par l'article 9 ci-dessus et de faire parvenir à la Préfecture le procès-verbal d'accomplissement de cette formalité
- au Conseil Municipal de ST GENIS LAVAL
- au Conseil Municipal d'IRIGNY
- au Conseil Municipal de PIERRE BENITE
- au Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- au Directeur départemental de l'Equipement
- au Directeur départemental de l'Agriculture
- à l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie
- à Messieurs Emile et Raymond PENET, par la voie administrative.

Pour Ampliation
Le Chef de Bureau Délégué,

Annie CRIFO

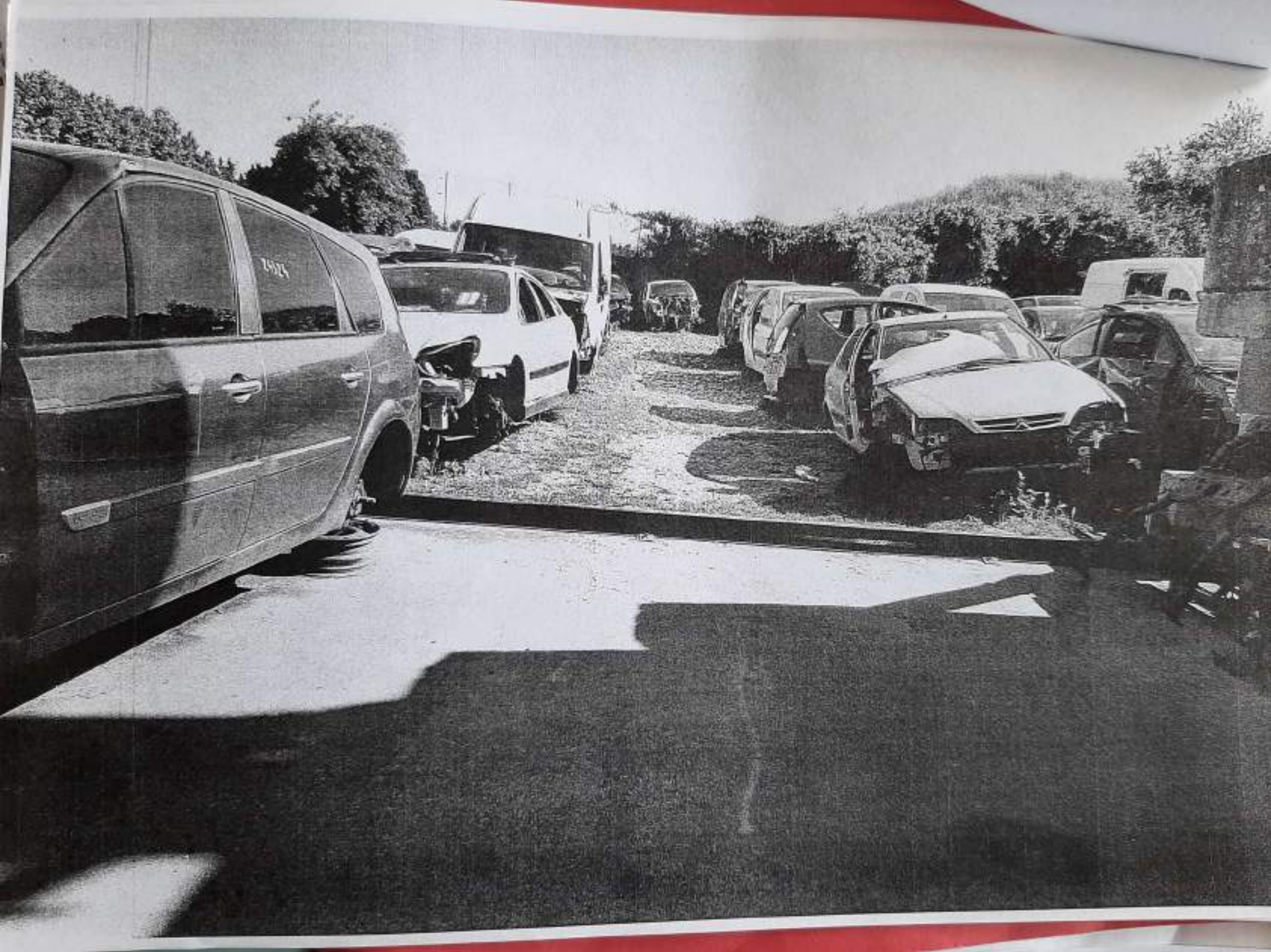
LYON, le 05 SEP. 1980

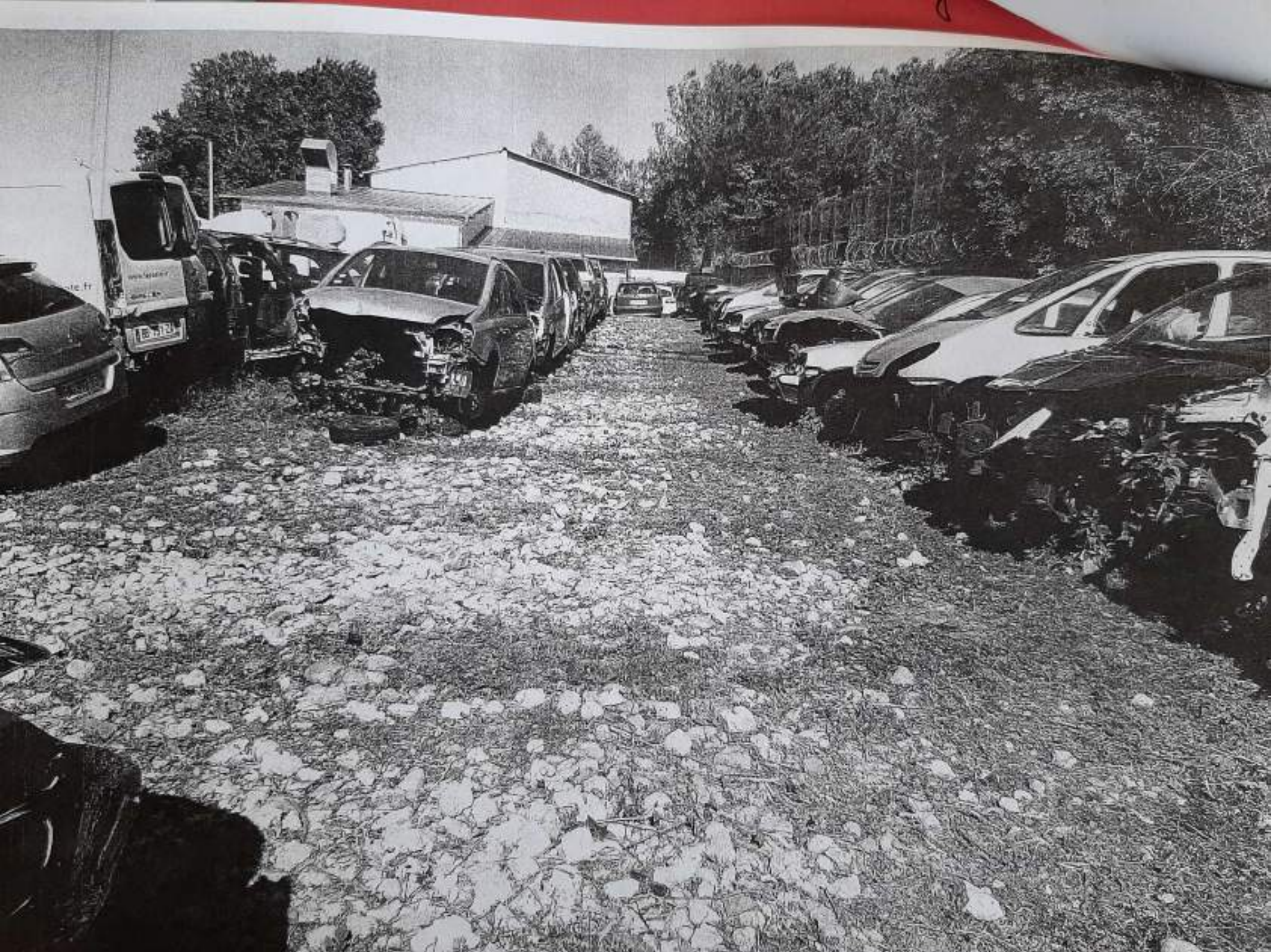
LE PREFET,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,







M. PENET Emile
M. PENET Raymond
2, rue Guillaux
69230 St-GENIS-LAVAL

St-GENIS, le 10 mai 1978

Monsieur le Préfet
du Département du Rhône

Monsieur le Préfet,

Je sollicite de votre part, l'autorisation pour l'ouverture d'un parc de voitures d'occasions et d'épaves, en vue de faire de la récupération de pièces.

Veuillez trouver, ci-dessous, les renseignements demandés par votre circulaire.

ARTICLE 2 :

- 1°) - M. PENET Emile - né le 22.05.50 à LYON (4e)
- M. PENET Raymond - né le 16.10.56 à OULLINS
habitant 2, rue Guillaux à SAINT-GENIS-LAVAL.
- 2°) Le parc projeté sera situé sur la parcelle n° 406 de la section A de la commune de St-GENIS-LAVAL et d'une surface de 1200 m².
- 3°) La nature des activités sera le stockage de véhicules automobiles en vue de la récupération de pièces de rechange. Le parc est prévu pour environ 200 véhicules.
- 4°) Les procédés de fabrication mis en oeuvre seront seuls des démontages et stockage de pièces.

ARTICLE 3 :

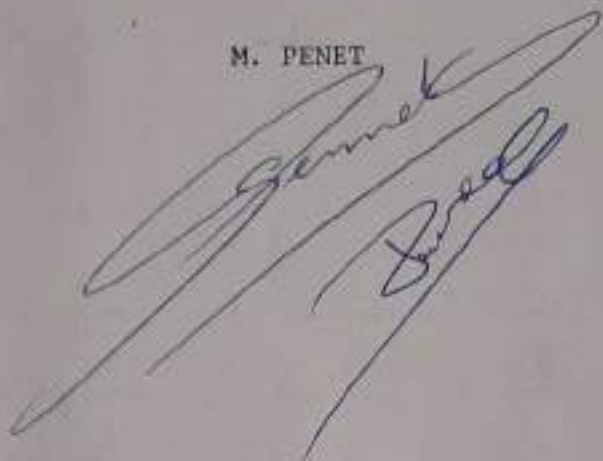
Joint à cette demande :

- 1°) Une carte au 1/25000 ou est indiqué l'emplacement de l'installation projetée.
- 2°) un plan au 1/2500 (relevé cadastral)
- 3°) Un plan d'ensemble au 1/200 de la parcelle intéressée.

Je vous signale que pour cette installation, aucune construction n'est envisagée.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, je vous prie d'accepter, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.

M. PENET

A large, stylized handwritten signature in blue ink, written over the printed name 'M. PENET'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the left.

1. Liste des Rubriques

N° 286 Stockage et activités de Récupération de carcasse de Véhicules Hors d'usage.

Pour les Véhicules destinés à la mise en pièces en vue de Remettre les pièces d'échange.

2. Note technique

Les conditions de stockage se font suivant la Méthode précise sur le plan au 1/200^{ème} (ci joint)

3. étude d'impact

Bruit de Fond : le terrain est entouré par la Voie communale N° 4 / et par le chemin Rural N° 56 et par des Vergers (arbres Fruitiers)

Le Bruit est celui dû à la circulation Routière sur les deux Voies de circulation. (Trafic Moyen)

Eaux Résiduaires : l'établissement N'emploie pas d'eau et N'est pas Branché au Réseau public.

Les causes Fluviales qui tombent sur les Véhicules ne sont pas sensibles du fait que leur carrosserie sont complètes.

Un Véhicule sur lequel des pièces ont été récupérées est déchargé le jour même du démontage sur un centre de destruction d'épaves de Véhicules se trouvant à proximité de l'établissement environ 800 Mètres.

Inconvénient de l'exploitation :

il n'y a pas de Bruitage Nocif
de stockage dangereux
de Vieilles Ferrailles.

R. G. E. PENNET
Rue de la Vierge 21100
12 Rue de la Vierge
12 Rue de la Vierge
12 Rue de la Vierge

Le démontage des pièces détachées se fait au moyen de l'air
et manuellement.

L'organe du véhicule accidenté est très emboutie au chalumeau
est employé afin de dégager les pièces que je vais récupérer.
Le chalumeau fonctionne à l'acétylène et à l'oxygène.

Je n'ai pas de stock de Bouteilles de gaz.

Pour le transport des véhicules dans des dépanneuses sont employées.

Concernant les dispositions prises.

des allées sont aménagées

des Hoies Vires sont mises en place

Les véhicules sont rangés en ordre.

Les moteurs et pièces détachées sont rangés dans un Hangar.
L'établissement n'engendre pas de bruit, de part son installation
étude sur les dangers :

En cas d'incendie deux extincteurs sont prévus se trouvant
à l'entrée du Hangar.

Une Pompe d'incendie se trouve à moins de 200 M de l'entrée
de l'établissement (carrefour voie communale N° 3 de Revoyet - rue
communale N° 4 des chemins de la charité).

En cas d'accident les services d'urgence sont prévenus par téléphone.
L'établissement est exploité par les deux titulaires de la
demande.

A. St Genis laual le 30 Août 1978

R. G. E. PENNET

Immatriculé 751 101 12

12 Rue St Genis laual

57230 - ST GENIS LAVAL

Tel 58 17 47



COMMUNE DE ST GENIS LAVAL RHONE

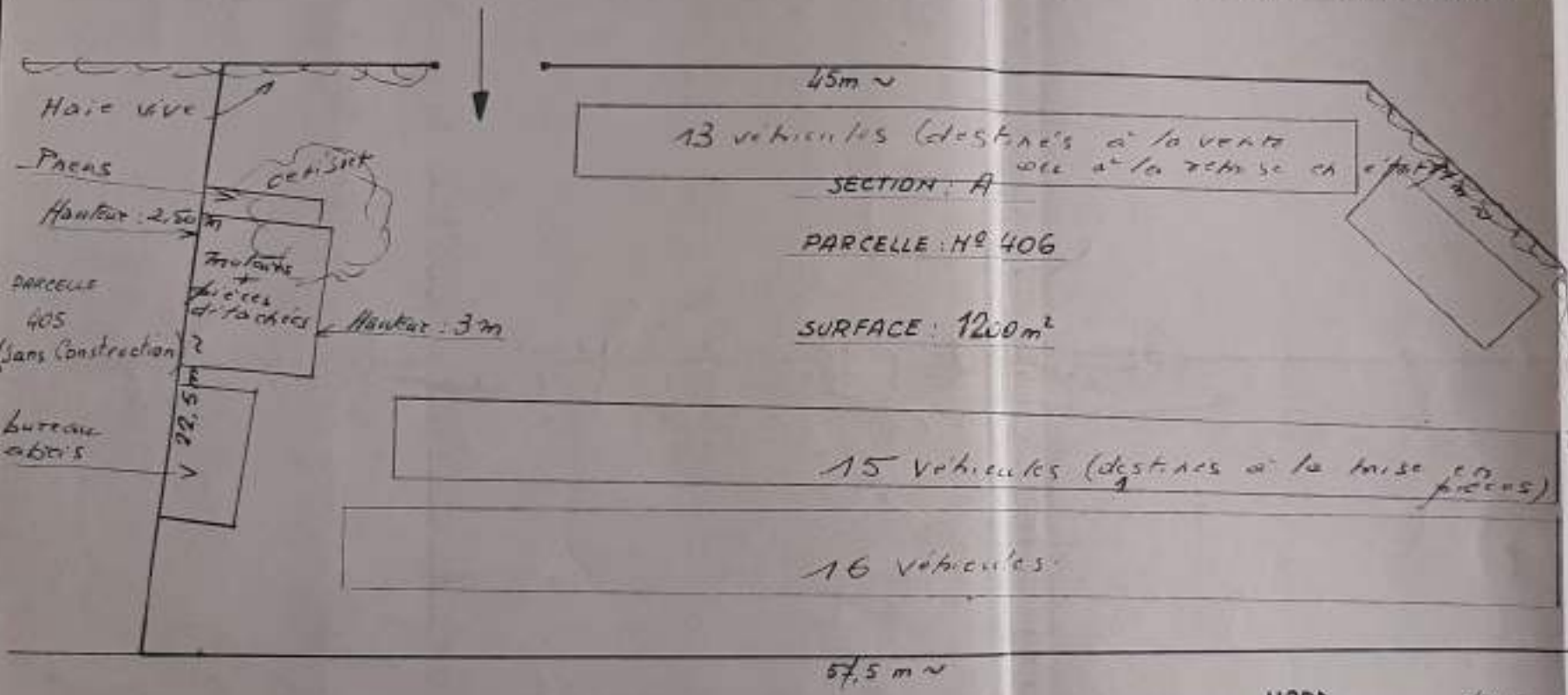
PROPRIETE DE M. PENET

Echelle: 1/200

ST GENIS LAVAL

VOIE COMMUNALE N°7 DU MOULIN DE LA CHARITE

PIERRE BENITE



- Dans A:
- EAU
 - ELECTRICITE
 - EGOUT

PARCELLE 407 (sans construction)



CHEMIN RURAL N°56

COMMUNE DE ST GENIS LAVAL RHONE

PROPRIETE DE M^r PENET

ECHELLE : 1/200



ST GENIS LAVAL

VOIE COMMUNALE N°7 DU MOULIN DE LA CHARITE

PIERRE
BENITE

45m ~

SECTION : A.

PARCELLE N° 406

SURFACE : 1200m²

17m ~

15m ~

PARCELLE
405
(Sans Construction)

22.5m ~

57.5m ~

PARCELLE 407
(Sans Construction)

NORD

CHEMIN RURAL N° 56

Mai 1978

DÉPARTEMENT
du RHONE
COMMUNE
de S^t GENIS LAVAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
SERVICE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMANIALES
CADASTRE
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

6816 dt
1 Sept 1951
Section A
2^e Feuille
Echelle 1:125



N° d'ordre du registre de
situation des droits. *101*
Cout du présent extrait :
F
Cout du service d'origine :
12 F 25 C

COMMUNE DE S^t GENIS LAVAL

Extrait conforme
au plan cadastral
- à date du 1^{er} janvier 1951
- à date du 1^{er} janvier 1951
A
101
101

SERVICE DE L'INDUSTRIE
ET DES MINES

RÉGION RHÔNE-ALPES

M. HORGNIER

Ingénieur en Chef des Mines

DIVISION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES NUISANCES

F. PERIER

Ingénieur des Mines

Département du RHÔNE

J. MANSOT

Ingénieur Subdivisionnaire

DEN/
DL/DEN/78.5.107

LYON le 30 MARS 1978
36, rue Tronchet 69457 LYON CEDEX 3
Tél.(78) 89. 11. 30.

- INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT -

OBJET : Visite d'inspection

- Désignation de l'exploitant : Monsieur PENNET Emile
"S.O.S. PIECES"
Chemin de la Mouche
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL
- Désignation de l'activité : Dépôt de ferrailles
situé : à la même adresse

Transmission Préfectorale du 30 janvier 1978.

INSTALLATION	PROCEDURE	N° de la NOMENCLATURE	SITUATION ADMINISTRATIVE
- Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de carcasses de véhicules hors d'usage ; etc...	A	286	Non autorisée

- RAPPORT DE L'ASSISTANT TECHNIQUE CHARGE DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES -

Le 30 janvier 1978, Monsieur le Préfet du Rhône nous communique une lettre du 23 janvier 1978 du maire de Saint-Genis-Laval demandant si Monsieur PENNET, et autres, possède une autorisation pour exploiter un dépôt de ferrailles Chemin de la Mouche à Saint-Genis-Laval.

Le 15 mars 1978, nous avons visité le dépôt, accompagné par Monsieur PENNET et nous avons constaté sur un terrain de 1200 m2 environ entouré par le Chemin de la Mouche et des vergers la présence :

- d'épaves de véhicules automobiles (environ 30)
- de véhicules d'occasion destinés à la vente
- d'un hangar en tôle de 60 m2 environ de surface .

.../...

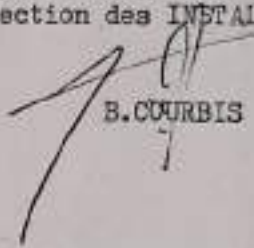
Monsieur PENNET vend en l'état des véhicules automobiles hors d'usage et des véhicules d'occasion et procède à la récupération des pièces détachées, en vue de la vente, sur les véhicules automobiles hors d'usage.

Cette activité qui est soumise à autorisation préfectorale est visée par le n° 286 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant nous a déclaré de ne pas être autorisé au regard de la réglementation sur les installations classées.

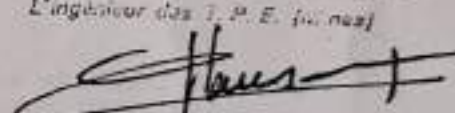
En conséquence, nous proposons à Monsieur le Préfet du RHONE, de mettre en demeure Monsieur PENNET Emile à régulariser la situation administrative de son activité en déposant dans un délai de un mois, un dossier conforme aux termes du titre 1er du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

L'ASSISTANT TECHNIQUE chargé de
l'Inspection des INSTALLATIONS CLASSEES



B. COURBIS

VU, ADOPTÉ et Transmis
à M. le Préfet du RHONE
4^e Direction - 3^e Bureau
LYON, le 04 AVR. 1978.

Vu et transmis avec avis conforme
LYON, le 04 AVRIL 1978
L'Ingénieur des T. P. E. (au nez)


J. MANSOT

Pour L'Ingénieur en Chef des Mines
L'Ingénieur des T.P.E. Délégué


P. BONNEVILLE

- 1 -
- 2 - M.
- 3 - LYON VI
- 4 - J.M. BOUILLOT - B. COURBIS
- 5 - Chrono

LYON 15 AVR. 1980
36, rue Tronchet 69457 LYON CEDEX 3
Tél. (7) 889. 11. 30.

DEPARTEMENT DU RHONE
SUBDIVISION DE LYON VI

OBJET : Inspection des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement.
Vos activités exploitées chemin de la
Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL.

Affaire suivie par M. COURBIS

Réfer: DL/DN/80.5.131

Messieurs,

Le 10 avril 1980 M. COURBIS, technicien chargé de l'inspection
des Installations Classées pour la protection de l'environnement, a visité
votre établissement situé chemin de la Mouche à Saint-Genis-Laval et a constaté, en votre présence, que son implantation ne correspond pas à celle
mentionnée dans votre demande d'autorisation.

En effet, vous précisez dans votre dossier que vos installations
sont exploitées sur la parcelle n° 406 section A du cadastre (de
1245 m2 de surface).

Or, actuellement, vos activités sont situées sur les parcelles
405 (en partie), 406 et 407 (en partie, avec un bâtiment de 250 m2, en
cours de construction) formant une surface de 2845 m2 environ.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir
bien solliciter auprès de Monsieur le Préfet du Rhône une nouvelle demande
d'autorisation pour l'extension effectuée qui entraîne un changement notable
des éléments du dossier initial (environ 150 épaves actuellement au lieu de
44 - création d'un magasin de 250 m2 pour pièces détachées).

Cette demande complémentaire soumise aux mêmes formalités que
la demande d'autorisation primitive est à adresser, le plus rapidement possible,
à Monsieur le Préfet du Rhône (Direction de l'Administration Générale -
3ème Bureau 69269 LYON CEDEX 1).

M. COURBIS reste à votre disposition pour tous renseignements
complémentaires.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de ma
considération distinguée.

L'INGENIEUR CONTRACTUEL

Signé: J.M. BOUILLOT

J.M. BOUILLOT

Messieurs PENET Emile
et PENET Raymond
2, rue Cuilloux
69230 - SAINT-GENIS-LAVAL

complément de demande d'autorisation

R. et E. PENNET
Remorquage 24 h. sur 24
Achat et Vente pièces Automobiles
12, Rue de la Mouche
69230 ST-GENIS-LAVAL
Tél. 56-14-87

3.9.78

1. Liste des Rubriques.

N° 286 Stockage et activités de Récupération de carcasse de Véhicules Hors d'usage.

Pour les véhicules destinés à la mise en pièces en vue de Revendre les pièces détachées.

2. Note technique.

Les conditions de stockage se font suivant la Méthode précise sur le plan au 1/200^{ème} (ci joint)

3. étude d'impact.

Bruit de Fond : le terrain est entouré par la Voie communale N° 4 / et par le chemin Rural N° 56 et par des Vergers (arbres Fruitiers)

Le Bruit est celui dû à la circulation Routière sur les deux Voies de circulation. (Trafic Moyen)

Eaux Résiduaires : l'établissement N'emploie pas d'eau et N'est pas Branché au Réseau public.

Les cause Fluviatiles qui tombent sur les véhicules ne sont pas souillées du faite que leur carrosserie sont complète.

Un véhicule sur lequel des pièces ont été récupérées est déposé le jour même du démontage sur un centre de destruction d'épaves de véhicules se trouvant à proximité de l'établissement environ 800 Mètres.

Inconvénient de l'exploitation :

il n'y a pas de Brûlage Noctife
de stockage d'angeux
de Vieilles Ferrailles.

R. et E. PENNET
Remorquage 24 h. sur 24
Achat et Vente pièces Automobiles
12, Rue de la Mouche
69230 ST-GENIS-LAVAL
Tél. 56-14-87

Le démontage des pièces détachées se fait au moyen de clés
et Manuellement

L'orque le véhicule accidenté est très emboutie un chalumeau
est employé afin de dégager les pièces que je veux récupérer.
Le chalumeau Fonctionne à l'acétylène et à l'oxygène.

Je n'ai pas de stock de Bouteilles de gaz

Pour le transport des véhicules deux dépanneuses sont employées

Concernant les dispositions prises

des allées sont aménagées

des Haies Vives sont mises en place

Les véhicules sont rangés en ordre.

Les Moteurs et pièces détachées sont Rangés dans un Hangar
L'établissement n'engendre pas de Bruit, de part son installation
étude sur les dangers :

En cas d'incendie deux extincteurs sont prévus se trouvant
à l'entrée du Hangar.

Une Bouche d'incendie se trouve à main de 200 M de l'entrée
de l'établissement à carrefour voie communale N° 3 du Revoyet - rue
communal N° 4 des chemins de la charité.

En cas d'accident les services d'urgences sont prévenus par téléphone
L'établissement est exploité par les deux pétitionnaires de la
demande

A. 5^e Genis Laval le 30 Août 1978

R. et E. PENNET

Remorquage 24 h. sur 24

Achat et Vente pièces Automobiles

12, Rue de la Mairie

69230 SINGENIS LAVAL

Tel. 56-14-87



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 30 JUL. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Véronique VOLAY
☎ : 04 72 61 3786
✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

ARRETE

**modifiant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié
régissant le fonctionnement des installations
de la société DEMOLITION SAINT-GENOISE
12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

*Le Préfet de la Zone de Défense
et de Sécurité Sud-Est,
Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 512-1 et L. 513-1 ;

VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral, en date du 5 septembre 1980 modifié, autorisant la société DEMOLITION SAINT-GENOISE à exercer des activités de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles dans leur établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU le rapport, en date du 19 juin 2014, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT-GENOISE exploite dans son établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage qui relevait du régime de l'autorisation au titre de l'ancienne rubrique de la nomenclature n° 286 ;

... / ...

CONSIDERANT que le décret du 13 avril 2010 susvisé a porté création, notamment, de la rubrique de la nomenclature n° 2712 relative aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage ;

CONSIDERANT, de plus, que le décret du 26 novembre 2012 précité soumet, notamment, au régime d'enregistrement, les activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage (2712) ;

CONSIDERANT que, compte tenu de la superficie du site de SAINT-GENIS-LAVAL exploité par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE, l'installation d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712 ;

CONSIDERANT, ainsi, qu'à la suite de la modification des rubriques de la nomenclature des installations classées par le décret du 13 avril 2010 susvisé, l'exploitant bénéficie des droits acquis pour la rubrique n° 2712 correspondant à l'activité susmentionnée ;

CONSIDERANT que les activités exercées par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE ont régulièrement été mises en service avant le 14 avril 2010, date de publication du décret du 13 avril 2010 précité ;

CONSIDERANT donc que la société DEMOLITION SAINT-GENOISE répond aux conditions prévues à l'article L. 513-1 du code de l'environnement pour bénéficier des droits acquis ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

Le tableau des installations, exploitées par la société DEMOLITION SAINT-GENOISE dans son établissement de ST-GENIS-LAVAL, figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime
2712.1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	La surface est de 3000 m ²	E

ARTICLE 2 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GENIS-LAVAL et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, chargé de l'affichage prescrit à l'article 2 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le **30 JUIL. 2014**

Le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe

Cécile DINDAR

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 21 janvier 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule Santé Sol-Smas-ont Déchets/Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 34
Télécopie : 04 72 44 12 37
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTR-S-05-0341001-2101PR

DÉPARTEMENT DU RHÔNE
Société DEMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL
Visite d'inspection courante réalisée le 20 janvier 2015
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse du siège social : **DÉMOLITION SAINT GENOISE**
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Adresse de l'établissement : **DÉMOLITION SAINT GENOISE**
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Activité principale de l'établissement : Installations de dépollution de véhicules hors d'usage
(VHU)

Code S3IC de l'établissement : 106.841

Priorité DREAL : Autres

Copies à : REMIPP
C4 SD/D
CHRONO

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001

Inspecteur : Pascal RESTELLI

Date d'annonce du contrôle : 30 décembre 2014

Type de contrôle	<input type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
	<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL	<input type="checkbox"/> Incident/Accident : pollution de la Saône
	<input type="checkbox"/> Plainte du voisinage	<input type="checkbox"/> Autre

Thèmes du contrôle :

L'inspection a concerné le respect de prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié autorisant et réglementant le fonctionnement des activités sur ce site (articles 1.3, 1.4, 1.5, 2, 5.1, 5.2 et 5.3) ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) (articles 4, 6, 7, 8, 9, 10, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26 et 27) ;
- l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Référentiel du contrôle :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 (antériorité au bénéfice des droits acquis) ;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ;
- arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Principales installations contrôlées :

- ensemble du site

Personnes rencontrées et fonctions :

- Monsieur Raymond PENET, Gérant de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE
- Madame Maryse IAFRATE, Secrétaire à la société DÉMOLITION SAINT GENOISE

Présentation des installations :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE exploite, sur la commune de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche, une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage.

Le site sur lequel sont exercées les activités de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980, modifié par l'arrêté complémentaire du 30 juillet 2014 (antériorité au bénéfice des droits acquis), au titre de la législation des installations classées et par un arrêté préfectoral d'agrément de centre Véhicules Hors d'Usage (VHU) n° PR 69 00006D du 25 septembre 2012.

L'effectif de cette société est actuellement d'une dizaine de personnes.

Synthèse de la visite – constatations

À l'issue de l'inspection, les principales constatations ou observations sont :

Point 1.3 (Voies de circulation) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 et article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Le site est actuellement saturé par de nombreux véhicules qui occupent les voies de circulation présentes à l'origine de l'exploitation. Cette situation ne permet plus notamment à un engin des services d'incendie et de secours d'accéder aux aires de dépôt de véhicules éloignés des entrées de l'établissement (voir photo ci-dessous).



Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE d'aménager son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt sous 4 mois conformément au point 1.3 de l'article premier de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980.

Point 1.4 (Clôtures) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 et article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Le site est clôturé en grande partie par un mur en béton supportant une clôture grillagée de plus de 2,50 mètres de hauteur. Une plus petite partie, coté nord-ouest où sont situées des maisons d'habitation, est clôturée par un grillage et une haie de lauriers à feuilles persistantes.

L'accès au site se fait par 3 portails coulissants qui sont fermés à clé en dehors des heures d'exploitation.

Point 1.5 (Gardiennage) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Seize caméras de surveillance équipent le site. Les images de ces caméras sont transmises dans le bureau du gérant et à son domicile.

Article 2 (Aménagement et exploitation) de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Le site est actuellement occupé en grande partie par des Véhicules Hors d'Usage (VHU) dépollués sur lesquels peuvent être encore prélevés des pièces d'occasion. Au nord du bâtiment principal, sur une aire imperméabilisée, sont stockés les véhicules d'occasion ainsi que les véhicules gravement endommagés (VGE), en provenance des compagnies d'assurances, non dépollués.

Le seuil de 40 épaves automobiles en attente de démontage fixé au point 2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 n'est pas respecté. Il a été en effet constaté le jour de l'inspection la présence d'une soixantaine d'épaves automobiles.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de régulariser sa situation concernant le nombre de véhicules non dépollués stockés sur le site :

— en respectant sous 3 mois le point 2.1, "Zones de stationnement", en limitant le nombre d'épaves automobiles en attente de démontage à 40 et celui des véhicules d'occasion à 20, conformément au point 2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980,

— ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage.

Les opérations de dépollution des Véhicules Hors d'Usage sont effectuées sur une aire imperméabilisée extérieure protégée par un auvent à l'ouest du bâtiment principal.

Il a été constaté le jour de l'inspection à l'ouest du bâtiment principal un stockage d'environ 500 pneumatiques usagés selon les dires du gérant de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE. Ce stockage a un volume supérieur à 10 m³. Le gérant nous a informé de la difficulté actuelle qu'il rencontrait avec la société EU.REC Environnement, collecteur agréé de pneumatiques, pour leur enlèvement qui a été demandé à cette dernière à la mi-décembre 2014.

Action corrective demandée (AC1) :

L'exploitant devra faire évacuer les pneumatiques sous 1 mois afin de respecter le volume de 10 m³ actuellement défini au point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980.

Les opérations de découpage au chalumeau sont effectuées à plus de huit mètres des VHU ou tous autres véhicules ainsi que des dépôts de pneumatiques.

Les VHU sont dépollués rapidement après leur dépôt sur le site. Le délai de 3 mois dans lequel tout véhicule hors d'usage doit être traité est respecté.

De nombreux VHU dépollués sont stockés sur le site afin que des pièces d'occasion puissent être encore récupérées sur les véhicules en fonction de la demande. Ce stockage ne respecte pas la prescription du point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 qui impose que les épaves automobiles démontées soient évacuées le jour même vers un centre de destruction.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de régulariser sa situation concernant le stockage de véhicules dépollués stockés sur le site :

- en respectant, sous 3 mois, le point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 en évacuant toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction,
- ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site.

Points 5.1, 5.2 et 5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 :

Le sol de l'aire de dépollution des VHU est imperméabilisée et sous auvent. Des opérations de dépollution de VHU peuvent être également effectuées à l'intérieur du bâtiment sur une aire aménagée dans l'atelier mécanique.

Les réservoirs et fûts récupérant les liquides de refroidissement, les huiles et les carburants sont placés sur cuvettes de rétention suffisamment dimensionnées à l'intérieur du bâtiment.

Les batteries, retirées des véhicules, réutilisables ainsi que celles usagées et reprises par la société GDE sont stockées dans des containers étanches situés à l'intérieur du bâtiment.

Aucun rejet liquide n'est effectué directement dans le milieu naturel.

Le réseau de collecte des effluents est de type séparatif à l'intérieur du site. Aucun transport de liquides inflammables par canalisations n'est réalisé sur le site. Les eaux pluviales des parkings et voies de circulation qui peuvent être souillées par des hydrocarbures ruisselant sur les sols transitent par deux séparateurs d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'assainissement communautaire de la commune de Saint-Genis-Laval pour être acheminées vers la station d'épuration de Pierre-Bénite gérée par le Grand Lyon. Les aires de parkings sont en pente pour que les eaux y ruisselant puissent être dirigées vers les grilles de récupération d'eaux pluviales présentes sur le site.

Le dernier curage des séparateurs d'hydrocarbures a été réalisé le 29 mai 2013.

L'arrêté de déversement autorisant la société DÉMOLITION SAINT GENOISE à envoyer ses eaux pluviales vers la station d'épuration de Pierre-Bénite est daté du 12 mai 2011 : aucune date de validité n'est précisée dans cet arrêté de déversement.

Articles 4, 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Le jour de l'inspection, nous avons appris au gérant de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE ainsi qu'à sa secrétaire, appelée à gérer le suivi administratif de l'établissement, que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 étaient opposables à leurs installations.

L'exploitant a pu nous montrer, le jour de l'inspection les rapports de vérification des installations électriques et des extincteurs ainsi que le livre de police pour les véhicules hors d'usage qui ont été déposés sur son site.

Une partie du site, sur laquelle sont stockées notamment les VHU non dépollués et les Véhicules Gravement Endommagés (VGE), est imperméabilisée depuis 2 ans environ, selon le gérant. Le gérant nous a informé que d'autres travaux d'imperméabilisation étaient programmés dans l'année 2015 sous le stockage de véhicules dépollués.

La présence d'un mur en béton d'une hauteur supérieure à 2 mètres sur une grande partie du périmètre limite l'impact visuel dû aux véhicules stockés.

Articles 8, 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Aucune zone de risques (incendie, explosion ou émanations toxiques) n'a été établie par l'exploitant.

Les stockages de produits dangereux présents sur le site se limitent aux réservoirs contenant les liquides susceptibles de créer une pollution par déversement accidentel en provenance des véhicules dépollués (liquides de freins, liquides de refroidissement, huiles, hydrocarbures, ...) ainsi qu'aux stockages de batteries. Ces différents stockages sont faibles en volumes. Aucun plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques n'a été établi par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Action corrective demandée (AC2) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra, sous 1 mois, recenser les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un plan de ces

zones devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

Aucun dispositif de confinement n'a été réalisé pour retenir tout déversement accidentel de liquides polluants ou d'eaux d'extinction d'incendie (voir observation plus loin dans le rapport (article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012)).

Articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société APAVE le 1^{er} avril 2014.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 5 mai 2014 (5 extincteurs vérifiés).

Les locaux techniques ne sont pas équipés de dispositifs de détection de fumées.

Actions correctrices demandées (AC3) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra équiper chaque local technique de dispositifs de détection de fumées, dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps sous 3 mois. Ces informations devront être adressées à l'inspection des installations classées sous 4 mois ainsi qu'une consigne de maintenance. Elle devra organiser à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local n'a pas été établi.

Actions correctrices demandées (AC4) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 2 mois et le transmettre à l'inspection des installations classées.

L'exploitant n'a pas pu nous apporter la preuve que le poteau d'incendie public, implanté sur la voie publique près de son établissement, était situé à moins de 100 mètres du point le plus éloigné de son établissement et était susceptible de livrer un débit 60 m³/h pendant deux heures.

Actions correctrices demandées (AC5) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra se rapprocher du gestionnaire du poteau d'incendie public pour s'assurer qu'il répond aux exigences de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une attestation du gestionnaire de ce poteau d'incendie, reprenant ses caractéristiques, devra permettre de justifier au préfet la conformité du poteau d'incendie sous 3 mois.

Article 21, 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, mentionnant les dangers présents n'ont pas été établis.

Actions correctrices demandées (AC6) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux : ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Ces plans devront être transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

Aucune consigne d'exploitation ou de sécurité n'a été établie par l'exploitant.

Actions correctrices demandées (AC7) :

Des consignes d'exploitation et de sécurité devront être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et transmises à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

Près de la station de dépollution des véhicules hors d'usage, à l'intérieur du bâtiment, sont stockés les réservoirs ou fûts permettant la récupération des différents fluides en provenance des véhicules. Ces réservoirs ou fûts sont positionnés dans une fosse maçonnée sur le sol limitée par un muret. Cette capacité de rétention est placée sous un auvent.

Aucun confinement ne permet de retenir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, ou du milieu naturel.

Proposition de mise en demeure :

Il est proposé au préfet du Rhône de mettre en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de réaliser sous 6 mois un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012.

Les VHU déposés sur le site sont les uniques déchets entrants. Le livre de police sur lequel est précisé notamment l'origine du déchet (particulier, compagnie d'assurance, ...) ainsi que d'autres informations répond à la définition du registre des déchets entrants.

Un classeur contenant notamment les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) classés de manière chronologique peut répondre à la définition du registre des déchets sortants. Il devra être complété par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE suite à la dépollution des VHU (plastiques, métaux, verres, ...).

Actions correctrices demandées (AC3) :

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra compléter son registre de déchets sortants, constitué actuellement par un classeur dans lequel sont classés de manière chronologique les bordereaux de suivi des déchets dangereux, par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par l'établissement et reprises à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé. Le registre des déchets sortants contenant l'ensemble des informations susvisées devra être mis en place sous 1 mois.

Suites :

1. Suites immédiates :

Observations et actions correctrices demandées (AC) :

AC1 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra faire évacuer les pneumatiques sous 1 mois afin de respecter le volume de 10 m³ actuellement défini au point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980.

AC2 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra, sous 1 mois, reconstruire les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un plan de ces zones devra être établi et transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

AC3 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra équiper chaque local technique de dispositifs de détection de fumées, dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps sous 1 mois. Ces informations devront être adressées à l'inspection des installations classées sous 4 mois ainsi qu'une consigne de maintenance. Elle devra organiser à fréquence semestrielle au

minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AC4 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan des locaux permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 2 mois et le transmettre à l'inspection des installations classées.

AC5 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra se rapprocher du gestionnaire du poteau d'incendie public pour s'assurer qu'il répond aux exigences de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une attestation du gestionnaire de ce poteau d'incendie, reprenant ses caractéristiques, devra permettre de justifier au préfet la conformité du poteau d'incendie sous 3 mois.

AC6 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux : ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Ces plans devront être transmis sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

AC7 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra établir des consignes d'exploitation et de sécurité qui seront affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et transmises à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

AC8 : La société DÉMOLITION SAINT GENOISE devra compléter son registre de déchets sortants, constitué actuellement par un classeur dans lequel sont classés de manière chronologique les bordereaux de suivi des déchets dangereux, par les informations relatives aux déchets non dangereux produits par l'établissement et reprises à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé. Le registre des déchets sortants contenant l'ensemble des informations susvisées devra être mis en place sous 1 mois.

2. Propositions de suites administratives :

Il est proposé à monsieur le préfet du Rhône, préfet de la région Rhône-Alpes, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société DÉMOLITION SAINT GENOISE :

- d'aménager son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt sous 4 mois conformément au point 1.3 de l'article premier de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 ;

- de régulariser sa situation concernant le nombre de véhicules non dépollués stockés sur le site :

- => en respectant, sous 3 mois, le point 2.1, "Zones de stationnement", en limitant le nombre d'épaves automobiles en attente de démontage à 40 et celui des véhicules d'occasion à 20, conformément au point 2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980,

- => ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage ;

- de régulariser sa situation concernant le stockage de véhicules dépollués stockés sur le site :

- => en respectant, sous 3 mois, le point 2.7 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 en évacuant toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction,

- => ou en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône sous 4 mois, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site.

- de réaliser sous 6 mois un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 ;

3. Autres suites

L'inspection, effectuée sur le site de Saint-Genis-Laval le 20 janvier 2015, a fait l'objet d'observations.

Un courrier, auquel était annexé le présent rapport d'inspection, a été adressé à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône

Lyon, le 22 janvier 2015

Pour la directrice et par délégation,

L'ingénieur de l'industrie et des mines



Emmanuelle MAILLARD



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté complémentaire du 30 juillet 2014, régissant le fonctionnement des activités de la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAT ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de la société DEMOLITION SAINT GENOISE pour l'exploitation d'une installation de dépollution de véhicules hors d'usage ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 janvier 2015 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 21 janvier 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le site est saturé par de nombreux véhicules occupant les voies de circulation présentes à l'origine de l'exploitation, cette situation ne permettant notamment plus à un engin des services d'incendie et de secours d'accéder en cas de besoin aux aires de dépôt de véhicules éloignés des entrées de l'établissement,
- le seuil de 40 épaves automobiles en attente de démontage n'est pas respecté, (point 2.1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé),
- le stockage de nombreux véhicules hors d'usage dépollués ne respecte pas le point 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 qui impose que les épaves automobiles démontées soient évacuées le jour même vers un centre de destruction,
- la société n'a pas prévu de confinement permettant de retenir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des égouts, ou du milieu naturel,

CONSIDERANT, donc que la société DEMOLITION SAINT GENOISE ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GENIS-LAVAL, les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7, de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'inviter la société DEMOLITION SAINT GENOISE à respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société DEMOLITION SAINT GENOISE, 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL, est mise en demeure de respecter strictement les dispositions des points 1.3, 2.1, 2.7 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité.

A cet effet, l'exploitant devra :

- sous 3 mois, limiter le nombre d'épaves automobiles, en attente de démontage à 40, et celui des véhicules d'occasion à 20,

OU

- fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage,

- sous 3 mois, évacuer toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction,
- OU
- fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site,
- aménager sous 4 mois, son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt,
- réaliser sous 6 mois, un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisés lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 ;

ARTICLE 5 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 6 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 FEV. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL



PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 15 octobre 2015

Affaire suivie par: Pascal RESTELLI
Collège Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 34
Télécopie : 04 72 44 12 37
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence: UTRS-CRC-15-536-PR1610

DÉPARTEMENT DU RHONE
Société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL
Rapport de présentation au CoDERST de l'inspecteur de l'environnement

Objet : **Installations classées :** Avis sur la demande de modifications d'une installation de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU) présentée par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL

Référence : Article R. 512-46-22 du code de l'environnement

Raison sociale : DÉMOLITION SAINT GENOISE

Adresse du siège social : DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Adresse de l'établissement : DÉMOLITION SAINT GENOISE
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Personne à contacter : Monsieur Raymond PENET, gérant de la société
DÉMOLITION SAINT GENOISE
Téléphone : 04.78.50.06.79
Télécopie : 04.72.39.21.47
Adresse électronique : demolitionsaintgenoisemaryse@yahoo.fr

Activité principale : Installation de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU)

Code S3IC de l'établissement : 106.00841

Copies à : REMIPP/2PSE
CHRONO
C4SD/D

Suite à une visite de l'inspection des installations classées, le 20 janvier 2015, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, monsieur le préfet du Rhône a notamment mis en demeure, par arrêté du 23 février 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE de porter à sa connaissance, conformément à l'article R. 512-46-23-II du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage.

I – Présentation du demandeur et des installations

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE exploite, sur la commune de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche, une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Le site, sur lequel sont exercées les activités de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE, est actuellement réglementé, au titre de la législation des installations classées, par un arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 dont le tableau de classement est repris ci-dessous (antériorité au bénéfice des droits acquis).

Nature des activités	Volume des activités	N° de rubrique	Classement
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	Surface de l'installation : 6875 m ²	2712-1-b	E

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE bénéficie également d'un arrêté préfectoral d'agrément de Centre Véhicules Hors d'Usage (VHU) n° PR 69 00006D du 25 septembre 2012.

L'effectif de cette société est actuellement d'une dizaine de personnes.

II -Présentation de la demande

En réponse à l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE a déposé auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP) un dossier du 25 juin 2015.

Ce porter à connaissance nous a été transmis le 10 juillet 2015 par la DDPP pour avis et fait état :

> d'une demande pour que ne soient plus limités les VHU présents sur le site pour lesquels l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié impose un stockage maximal de 40 VHU en attente de démontage et un stockage maximal de 20 véhicules d'occasion ;

> d'une demande pour que les VHU dépollués ne soient plus évacués le jour même de leur démontage, disposition imposée également par l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980.

III – Avis de l'inspection des installations classées

Sur l'augmentation de véhicules hors d'usage sur le site

Les installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage, dont la surface est comprise entre 100 m² et 30 000 m², sont réglementées par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Dans cet arrêté, aucune restriction sur le nombre de véhicules stockés non dépollués ou dépollués n'est imposée. Seules des dispositions relatives aux conditions de stockage (interdiction d'empilement pour les véhicules non dépollués, hauteur maximum de 3 mètres pour les véhicules dépollués), aux voies de circulation, aux éloignements par rapport aux limites de propriété, etc, permettent de limiter le nombre de véhicules entreposés.

Sur la consommation d'eau et le rejet des effluents aqueux du site :

L'eau consommée sur le site n'est utilisée que pour les besoins sanitaires.

Aucun rejet d'eaux industrielles n'est réalisé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées en s'écoulant sur les aires imperméabilisées transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet vers la station d'épuration de Pierre-Bénite gérée par la Métropole de Lyon. Un arrêté de déversement délivré par le Grand Lyon le 12 mai 2011 autorise ce rejet.

Suite à la visite d'inspection du 20 janvier 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE a fait installer une vanne d'obturation sur les réseaux permettant de confiner sur le site tout déversement accidentel et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Ce confinement est une disposition, applicable à l'établissement, définie dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Sur les émissions atmosphériques :

Les activités de dépollution de VHU ne sont pas à l'origine d'émissions atmosphériques (poussières) d'autant plus que l'ensemble du site est imperméabilisé sauf pour le stockage de VHU dépollués.

Sur les nuisances sonores créées par les installations :

Les installations de dépollution de VHU sont peu émettrices de nuisances sonores en provenance essentiellement de la circulation des véhicules sur le site, les opérations de dépollution étant réalisées manuellement pour la plupart.

Sur l'impact dû au trafic de véhicules :

Les véhicules transitant sur le site sont ceux amenés directement par leur propriétaire ou ceux amenés par les camions de dépannage (véhicules accidentés, en attente d'expertise ou d'occasion) ainsi que ceux des clients du magasin de pièces détachées, installation connexe de l'activité de démontage des VHU.

Sur les risques incendie et les pollutions accidentelles :

La visite d'inspection du 20 janvier a notamment porté sur les équipements de sécurité. Des observations ont été formulées et des actions correctives ont été demandées à la société DÉMOLITION SAINT GENOISE. Par transmission du 23 juin 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE a informé la DDPP du suivi du plan d'actions mis en place à la suite de l'inspection qui montrait que l'ensemble des actions était terminé et que le site répondait dorénavant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour tout ce qui touchait à la sécurité ou les pollutions accidentelles (détecteurs d'incendie, voies de circulation, vanne d'isolement, etc).

IV - Conclusion - Propositions

Au regard des activités de stockage déjà présentes et autorisées sur le site, aucun impact environnemental et aucun risque supplémentaires n'ont été mis en évidence par le porter à connaissance déposé. Les modifications ne constituent pas en conséquence une modification substantielle au titre de l'article R. 512-46-23-II du code de l'environnement.

Compte tenu de l'ancienneté de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 qui n'a fait que modifier le tableau de classement des activités suite à la création de la rubrique n° 2712 dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et sachant qu'un nouvel arrêté ministériel du 26 novembre 2012 régit actuellement ce type d'installation, l'inspection des installations classées a rédigé le projet d'arrêté préfectoral "auto-portant" joint au présent rapport qui :

- » abroge toutes les dispositions des arrêtés du 5 septembre 1980 et 30 juillet 2014,
- » reprend toutes les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 applicables aux installations existantes à compter du 1^{er} juillet 2013, conformément à l'article 1^{er},
- » reprend certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 encore d'actualité et non reprises par l'arrêté ministériel.

Le projet d'arrêté préfectoral a été envoyé par courriel à la société DÉMOLITION SAINT GENOISE le 8 octobre 2015 pour observations éventuelles : par courriel du 14 octobre 2015 cette société nous a informé que ce projet n'appelait aucune observation de sa part.

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE disposera comme le prévoit le code de l'environnement d'un délai légal de 15 jours après la réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) pour émettre des observations à l'arrêté qui pourrait être pris par le préfet.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet, après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et conformément à l'article R. 512-46-22 du code de l'environnement, d'acter les dispositions du projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, qui actualise l'ensemble des prescriptions opposables à la société DÉMOLITION SAINT GENOISE pour son site de SAINT-GENIS-LAVAL, au titre de la législation des installations classées.

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 15 octobre 2015
Pour la Directrice et par délégation
L'ingénieur de l'industrie et des mines



Emmanuelle MAILLARD



PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 20 octobre 2015

Affilié par : Pascal RESTELLI
Cellule Dialecte
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CRC-15-654-PR2010

DÉPARTEMENT DU RHÔNE
Société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS LAVAL
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Objet : **Installations classées :** Levée de l'arrêté préfectoral de mise en
société demeure (APMD) du 23 février 2015 pris à l'encontre de la
DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS-LAVAL

Référence : APMD du 23 février 2015

Raison sociale : **DÉMOLITION SAINT GENOISE**

Adresse du siège social : **DÉMOLITION SAINT GENOISE**
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Adresse de l'établissement : **DÉMOLITION SAINT GENOISE**
12, Chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS-LAVAL

Activité principale : Installation de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU)

Code S3IC de l'établissement : 106.00841

Copies à : **REMIPP/2PSE**
CHRONO
CASD/D

Suite à une visite de l'inspection des installations classées, le 20 janvier 2015, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, monsieur le préfet du Rhône a mis en demeure, par arrêté du 23 février 2015, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE :

» de limiter le nombre d'épaves automobiles, en attente de démontage à 40, et celui des véhicules d'occasion à 20, sous 3 mois,

ou

de fournir sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives à l'augmentation des stockages des véhicules d'occasion et des épaves automobiles en attente de démontage,

» d'évacuer toutes les épaves automobiles démontées vers un centre de destruction sous 3 mois,

ou

de fournir, sous 4 mois, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications relatives au stockage de VHU dépollués sur le site,

» d'aménager, sous 4 mois, son site de façon à créer des voies de circulation à partir de l'entrée et en direction des aires de dépôt,

» de réaliser, sous 6 mois, un système de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce système devra répondre aux critères définis au paragraphe V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1.

Par transmission du 10 juillet 2015, la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP) nous a transmis, pour avis, un dossier d'actions correctives (justificatifs + porter à connaissance) du 25 juin 2015 que lui a fait parvenir la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Le porter à connaissance répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015. Ce porter à connaissance a récemment été traité par l'inspection des installations classées qui a proposé au préfet du Rhône, dans un rapport du 15 octobre 2015 référencé UTRS-CRC-15-536-PR1610 et qui sera présenté au CoDERST le 19 novembre 2015, de prendre un arrêté préfectoral complémentaire réglementant les activités de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Les justificatifs du dossier du 25 juin 2015 concernent :

» l'aménagement du site par des voies de circulation entre les différents stockages de véhicules permettant éventuellement aux services incendie et de secours d'intervenir au plus près d'un sinistre, différentes photos du site permettant de visualiser ces voies,

» l'installation d'une vanne d'obturation des réseaux permettant de confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des égouts.

IV – Conclusion – Propositions

L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015 ont été respectées par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de lever la mise en demeure qui lui avait été signifiée par arrêté préfectoral du 23 février 2015.

L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Restelli'.

Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 20 octobre 2015
Pour la Directrice et par délégation
L'ingénieur de l'industrie et des mines

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Emmanuelle Maillard'.

Emmanuelle MAILLARD



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 30 OCT. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
Fax : 04 72 61 37 24
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

LR+AR

Monsieur le président directeur général,


Par courrier du 23 juin 2015, vous m'avez transmis les informations et documents attestant des mesures mises en œuvre pour la mise en conformité des installations de votre établissement de SAINT-GENIS-LAVAL, 12, chemin de la Mouche.

Après avis du service de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement service des installations classées, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les éléments fournis sont suffisants pour justifier du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 février 2015.

Par conséquent, je vous informe que la procédure de mise en demeure engagée à l'encontre de votre société ne sera pas poursuivie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale,


Adjointe au chef de service
Laurence DANJOU-GALIERE

DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche
69230 SAINT GENIS LAVAL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 29 décembre 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE COMPLEMENTAIRE N°DDPP_SPE_2015_12_29_02

**actualisant l'ensemble des prescriptions applicables
à la société DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-7 à L 512-7-7, R 512-46-1 à R 512-46-30 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié réglissant le fonctionnement des activités exercées par la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

- VU l'arrêté préfectoral d'agrément de centre véhicules hors d'usage n° PR69 00006D du 25 septembre 2012 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2014 modifiant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé et modifiant le tableau de classement des activités suite à la création de la rubrique 2712 ;
- VU la déclaration en date du 23 juin 2015 par laquelle la société DEMOLITION SAINT GENOISE porte à la connaissance du préfet les modifications qu'elle entend apporter à son installation ;
- VU le rapport en date du 15 octobre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 19 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE exerce son activité de récupération de pièces détachées et de démolition d'épaves automobiles au titre du régime de l'enregistrement pour la rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE a porté à la connaissance du préfet du Rhône son souhait de modifier certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié susvisé, notamment :

- la limite maximale du nombre de véhicules hors d'usage (VHU) stockés sur le site estimée à 40 VHU en attente de démontage et 20 véhicules d'occasion,
- l'évacuation des VHU dépollués devant être évacués le jour même de leur démontage ;

CONSIDERANT que la société DEMOLITION SAINT GENOISE a mis en œuvre un plan d'action transmis le 23 juin 2015 lequel répond désormais aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité en ce qui concerne la sécurité ou les pollutions accidentelles (détecteurs d'incendie, voies de circulation, vanne d'isolement) ;

CONSIDERANT par ailleurs, que les installations d'entreposage, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage n'entraînent pas d'impacts notables concernant :

- la consommation d'eau et le rejet des effluents aqueux du site
- les émissions atmosphériques
- les nuisances sonores
- les risques incendie et les pollutions accidentelles ;

CONSIDERANT donc que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés par le site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-46-22 du code de l'environnement et :

- d'acter les modifications souhaitées par l'exploitant dans son porter à connaissance du 23 juin 2015,
- d'actualiser et compléter l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 septembre 1980 modifié susvisé ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

...

ARRETE

TITRE 1 - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1.1 PORTÉE DU PRESENT ARRETE

1.1.1. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Il est pris acte des modifications souhaitées par l'exploitant dans son porter à connaissance du 23 juin 2015.

Pour la poursuite de l'exploitation de ses activités dans son établissement situé sur le territoire de la commune de SAINT GENIS LAVAL , 12, chemin de la Mouche , la société DEMOLITION SAINT GENOISE dont le siège social est situé également à cette adresse, doit respecter les prescriptions du présent arrêté.

1.1.2. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2014 sont abrogées.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Nature des activités	Volume des activités	N° de rubrique	Classement
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	Surface de l'installation : 8875 m ²	2712-1-b	E

1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, la section et les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface d'emprise
SAINT GENIS LAVAL	BC	4, 152, 153, 154, 155 et 156	8875 m ²

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER

1.3.1. CONFORMITÉ

Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le

dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété par le porter à connaissance transmis au préfet du Rhône le 23 juin 2015.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.4.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières et effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.4.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.4.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au point 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

1.4.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

1.4.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation des activités est soumise aux dispositions de l'article R. 512-46-27 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, etc.

ARTICLE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.

2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...).

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées.

ARTICLE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sont à signaler notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants, tout incendie ou explosion ;
- toute émission anormale de fumées ou de gaz irritants, odorants ou toxiques ;
- toute élévation anormale du niveau de bruits émis par l'installation ;
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc, de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 DOSSIER INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les actes administratifs délivrés par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;
 - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;
 - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
 - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
 - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;
 - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
 - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
 - les consignes de sécurité ;
 - les consignes d'exploitation ;
 - le registre de déchets.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 -PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 3.1 ENVOL DES POUSSIÈRES - PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc), et convenablement nettoyées,

– les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 3.2 PRÉVENTION DES NUISANCES ODORANTES

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.3 ÉMISSION DE POLLUANTS

Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.

Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 COLLECTE DES EFFLUENTS

4.1.1. COLLECTE DES EFFLUENTS

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.

4.1.2. COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquats (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou traités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.2 REJETS

4.2.1. JUSTIFICATION DE LA COMPTABILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

4.2.2. MESURE DES VOLUMES REJETÉS ET POINTS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

4.2.3. EAUX SOUTERRAINES

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

4.2.4. ÉMISSIONS DANS LES SOLS

Les rejets directs dans les sols sont interdits.

ARTICLE 4.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

4.3.1. VALEURS LIMITES DE REJET

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduelles font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Dans tous les cas, avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif aboutissant à la station de Pierre Bénite :

pH 5,5 – 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

température < 30 °C ;

Matières en suspension : 600 mg/l ;

DCO : 2 000 mg/l ;

DBO5 : 800 mg/l.

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

Plomb : 0,5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;

Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

4.3.2. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel.

L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à l'article 4.3, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 5.

4.3.3. SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DE LA POLLUTION REJETÉE

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées au point 4.3.) est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures et analyses imposées au présent point sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent point doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.4. ÉPANDAGE

L'épandage des déchets et effluents est interdit.

TITRE 5 - DÉCHETS

ARTICLE 5.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2 DÉCHETS ENTRANTS

Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.

ARTICLE 5.3 ENTREPOSAGE

L'Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

II. Entreposage des pneumatiques :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 30 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de cariers, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquats (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

ARTICLE 5.4 DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE ET DÉCOUPAGE

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 3.3 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et les batteries ;
- les pots catalytiques sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

II. Opérations après dépollution :

L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.

Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

ARTICLE 5.5 DÉCHETS SORTANTS

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5.6 REGISTRE ET TRAÇABILITÉ

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

ARTICLE 5.7 BRÛLAGE

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

TITRE 6 – BRUIT ET VIBRATION

ARTICLE 6.1 VALEURS LIMITES DE BRUIT

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 6.2 VÉHICULES – ENGINS DE CHANTIER

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.3 VIBRATIONS

Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe du présent arrêté.

ARTICLE 6.4 SURVEILLANCE PAR L'EXPLOITANT DES ÉMISSIONS SONORES

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

ARTICLE 7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques, ...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.

L'exploitant dispose d'un plan général régulièrement mis à jour des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DES PRODUITS DANGEREUX – ÉTIQUETAGE

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits, et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

7.1.3. CARACTÉRISTIQUE DES SOLS

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et des aires d'entreposage des pièces et des fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

7.1.4. AMÉNAGEMENTS

Article 7.1.4.1. Voies de circulations

À l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des dépôts. Elles sont nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

Article 7.1.4.2. Gardiennage

En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clé, en dehors des heures d'exploitation.

Article 7.1.4.3. Accès à l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;

Article 7.1.4.4. Désenfumage

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Les dispositifs d'ouverture devront être accessibles.

Article 7.1.4.5. Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoinchements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas situés en cul de sac.

Article 7.1.4.6. Isolement par rapport aux tiers

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

7.1.5. TUYAUTERIES

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 7.2 DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

7.2.1. CLÔTURE DE L'INSTALLATION

L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Compte tenu de l'environnement, la clôture est doublée par une haie vive ou un rideau à feuilles persistantes.

La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

Tout dépôt de déchets ou matières combustibles est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.

7.2.2. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

7.2.3. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées au point 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

7.2.4. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produits par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

7.2.5. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

7.2.6. MOYENS D'ALERTE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu au point 7.1.2 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

7.2.7. PLAN ET SCHÉMA DES RÉSEAUX

L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des foyers, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.

7.2.8. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent point en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

ARTICLE 7.3 EXPLOITATION

7.3.1. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées au point 7.1.1, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un «permis de feu». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un «permis d'intervention» et éventuellement d'un «permis de feu» et en respectant une consigne particulière.

Le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

7.3.2. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonnes sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.4.1. RÉTENTIONS

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;
- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

TITRE 8 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

ARTICLE 8.1 CONTRÔLE PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 MESURES DE PUBLICITÉS

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-GENIS-LAVAL et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Une copie sera également publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.
3. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
4. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
5. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9.2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L 514-4 ET R 514-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision

ARTICLE 9.3 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9.1 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 29 DEC. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL

ANNEXE

RÈGLES TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIBRATIONS

L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

La vitesse particulière des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie dans la présente annexe, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.

1. VALEURS LIMITES DE LA VITESSE PARTICULAIRE

1.1. Sources continues ou assimilées

Sont considérées comme sources continues ou assimilées :

- toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;
- les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s

1.2. Sources impulsionnelles à impulsions répétées

Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.

Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :

FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s

Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchant de 0,5 Hz des fréquences de 8,30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.

2. CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS

Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :

- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;
- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986.

Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :

- les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ;
- les installations liées à la sûreté générale sauf les constructions qui les contiennent ;
- les barrages, les ponts ;
- les châteaux d'eau ;
- les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les canalisations d'eau sous pression de diamètre supérieur à un mètre ;

- les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ;
- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;
- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage, pour lesquelles l'étude des effets des vibrations doit être confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme doit être approuvé par l'inspection des installations classées.

3. MÉTHODE DE MESURE

3.1. *Éléments de base*

Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut.

Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).

3.2. *Appareillage de mesure*

La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.

3.3. *Précautions opératoires*

Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes en dehors du fonctionnement de la source.

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 29 DEC. 2015

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 23 mai 2018

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule SSDAS/Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopier : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UD-R-18-SSDAS-081-PR2103

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS LAVAL

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Agrément pour l'exploitation d'un centre VHU
à Saint-Genis Laval
Dossier de demande de renouvellement du 30 mars 2018

Références : Dossier de l'exploitant daté du 30 mars 2018
Saisine de l'inspection par la DDPP le 16 mai 2018

Adresse de l'établissement : 12, chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS LAVAL

Adresse du siège social : 12, chemin de la Mouche
69230 – SAINT-GENIS LAVAL

Activité principale : Installations de dépollution et de démontage de Véhicules
Hors d'Usage (VHU)

Code S3IC : 106.00841

Copies à : CHRONO
SSDAS/D

I – Présentation des établissements et contexte

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE exploite sur la commune de SAINT-GENIS LAVAL un centre de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Pour ce site, elle est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 5 septembre 1980, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2015 qui acte notamment l'antériorité pour la rubrique 2712-1-b et actualise les prescriptions techniques opposables aux installations.

En application de l'article R. 543-162 du code de l'environnement, l'exploitation d'un centre VHU nécessite de disposer d'un agrément auquel est annexé un cahier des charges fixant les obligations que doit respecter le bénéficiaire. La société DÉMOLITION SAINT GENOISE est agréée pour l'exercice de son activité de centre VHU par arrêté préfectoral du 25 septembre 2012, pour une durée de 6 ans, pour son site de SAINT-GENIS LAVAL. L'agrément a été délivré sous le numéro PR 69 00006D.

La durée de validité de cet agrément arrivant à échéance, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE a adressé un dossier de demande de renouvellement d'agrément daté du 30 mars 2018.

II – Dossier de demande d'agrément

Le contenu d'un dossier de demande d'agrément de centre VHU est fixé par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage. Ce dossier doit notamment contenir :

- la raison sociale, la forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande,
- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées à l'annexe 1 de l'arrêté susvisé ainsi que les moyens mis en œuvre à cette fin,
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation selon le cahier des charges,
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges, établi par un organisme tiers accrédité,
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies au 11° et 12° de l'annexe 1 précitée.

Le dossier d'agrément déposé par la société DÉMOLITION SAINT GENOISE contient une description de l'organisation et des installations présentes afin de réaliser les opérations prévues dans le cahier des charges. Les différents fluides issus des opérations de dépollution sont notamment stockés dans des fûts et bidons sur des rétentions et les batteries sont entreposées dans des bacs étanches sous abri.

II – Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Après examen, il apparaît que le dossier de demande de renouvellement d'agrément pour le site de Saint-Genis Laval comporte l'ensemble des informations demandé à l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2012.

La dernière vérification de la conformité des installations au cahier des charges a été effectuée pour le site de Saint-Genis Laval le 9 juin 2017 par l'organisme AB Certification, accrédité par le COFRAC pour la norme ISO 14001:2004.

Le rapport de vérification de conformité Centre VHU établi par l'organisme AB Certification conclut que le site répond aux exigences réglementaires qui lui sont applicables.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône de renouveler l'agrément de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE pour l'exploitation de son centre VHU implanté à Saint-Genis Laval.

Conformément à l'article R. 515-37 du code de l'environnement, cet agrément doit être accordé par arrêté préfectoral complémentaire, pris en application de l'article R. 181-45. Selon les dispositions de ce dernier article, et étant donné le peu d'enjeux présenté par ce renouvellement, il est proposé que le projet d'arrêté joint au présent rapport soit signé sans consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST).

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône

Villeurbanne, le 23 mai 2018

Pour la directrice et par délégation,
La cheffe de la subdivision "déchets"



Élodie COURTIADÉ

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 21 JUIN 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE/AF/AC

ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société DEMOLITION SAINT GENOISE
12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral modifié du 5 septembre 1980 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société DEMOLITION SAINT GENOISE dans son établissement situé 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU la déclaration du 30 mars 2018 de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE relative à sa demande de renouvellement d'agrément;

VU le rapport du 23 mai 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que par arrêté préfectoral du 25 septembre 2012 la société DÉMOLITION SAINT GENOISE a été agréée pour l'exercice de son activité de centre de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'agrément comporte l'ensemble des informations demandées à l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2012 et que la vérification de la conformité des installations au cahier des charges a été effectuée le 7 juin 2017 par un organisme accrédité ;

CONSIDÉRANT dès lors, conformément à l'article R515-37 du code de l'environnement qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R181-45 du code précité en renouvelant l'agrément de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, sise 12, chemin de la Mouche à SAINT-GENIS LAVAL, dénommée ci-après l'exploitant, est agréée pour exploiter un centre assurant la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (centre VHU).

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Le numéro d'agrément PR 69 00006 D, initialement attribué à la société DÉMOLITION SAINT GENOISE, est conservé.

ARTICLE 2

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE est tenue dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

La société DÉMOLITION SAINT GENOISE à SAINT-GENIS LAVAL est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 4

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-GENIS-LAVAL

pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SAINT-GENIS-LAVAL fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société DÉMOLITION SAINT GENOISE.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 6

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant

Lyon, le 21 JUIN 2018

Le Préfet,

Sous-préfet chargé de mission

MICHEL CHEVRIER

CAHIER DES CHARGES ANNEXÉ À L'AGRÈMENT N° PR 6900066 D DU 2.1.10.11 2011

Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement :

1° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE est tenue de réaliser les opérations de dépollution suivantes avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE retire les éléments suivants du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible.

Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation. La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite. Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU est tenue de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseaux(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. À partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, du centre VHU, doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissure ;

- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;

- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;

- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;

- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;

- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuiler ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, la société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est également tenue de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, est tenue de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

15° La société DÉMOLITION SAINT GENOISE, centre VHU, fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 23 JUIN 2010

LE PRÉFET.

Sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER